

Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Les Nouvelles Routes de la Soie au prisme du Soft Power

Quel regard les populations pakistanaises portent-elles sur la montée en puissance de la Chine via la BRI ?

Auteur : Laudine Somville
Promoteur : Kimberly Orinx
Lecteur : Marion Jacques
Année académique 2024-2025
Master en sciences politiques, orientation relations internationales, à
finalité spécialisée : diplomatie et résolution de conflits

Tables des matières

REMERCIEMENTS	- 5 -
AVANT-PROPOS	- 7 -
INTRODUCTION	- 13 -
SECTION 1 : PRÉSENTATION DU SUJET ET DE SA PROBLÉMATIQUE	- 13 -
SECTION 2 : OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	- 16 -
SECTION 3 : STRUCTURE DU MÉMOIRE	- 16 -
CHAPITRE 1 : SOFT POWER - CONCEPTS ET THÉORIES	- 18 -
SECTION 1 : DÉFINITION DU SOFT POWER	- 18 -
SECTION 2 : ORIGINES DU CONCEPT ET LE CAS CHINOIS	- 21 -
SECTION 3 : LE <i>SOFT POWER</i> ET LA « DIPLOMATIE CULTURELLE ».....	- 23 -
SECTION 4 : APPLICATIONS DU <i>SOFT POWER</i> EN CHINE.....	- 24 -
CHAPITRE 2 : LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE CHINOISES - CONTEXTE ET IMPLICATIONS	- 28 -
SECTION 1 : ORIGINE ET OBJECTIFS DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE	- 28 -
SECTION 2 : MISE EN ŒUVRE ET ÉTAT ACTUEL DES PROJETS	- 30 -
SECTION 3 : LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE ET LE PAKISTAN.....	- 33 -
SECTION 4 : ANALYSE DES CRITIQUES ET DES CONTROVERSES ENTOURANT LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE.....	- 36 -
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	- 41 -
SECTION 1 : CHOIX DE LA MÉTHODE D'ANALYSE QUALITATIVE	- 41 -
SECTION 2 : EXPLICATION DE LA MÉTHODOLOGIE QUALITATIVE – PRINCIPES ET OBJECTIFS.....	- 41 -
SECTION 3 : SÉLECTION DES EXPERTS ET PROCÉDURE D'INTERVIEW	- 42 -
CHAPITRE 4 : LE SOFT POWER CHINOIS EN ASIE	- 45 -
SECTION 1 : HISTORIQUE DES RELATIONS SINO-ASIATIQUES	- 45 -
SECTION 2 : UNE STRATÉGIE DE RAYONNEMENT BIEN ANTÉRIEURE À LA BRI.....	- 47 -
SECTION 3 : LA BRI - OBJECTIFS ET LIMITES ACTUELS.....	- 49 -
SECTION 4 : LA BRI, UN SOFT POWER À LA CHINOISE OU UN HARD POWER DÉGUISE ?	- 52 -
SECTION 5 : CONCLUSION.....	- 54 -
CHAPITRE 5 : LA BRI – LE PAKISTAN ET LE CACHEMIRE : ENJEUX ET PERSPECTIVES	- 55 -
SECTION 1 : SITUATION ACTUELLE DU PAKISTAN ET DU CACHEMIRE	- 55 -
<i>Section 1.1. : Le Pakistan, un État en vulnérabilité structurelle</i>	- 55 -
<i>Section 1.2. : Le Cachemire, un territoire stratégique et enclavé</i>	- 57 -
SECTION 2 : LE RÔLE POTENTIEL DU SOFT POWER CHINOIS DANS LE PAYS	- 57 -
<i>Section 2.1. : Le soft power chinois - intentions et instruments</i>	- 57 -
<i>Section 2.2. : Dépendance économique et piège de la dette</i>	- 59 -
<i>Section 2.3. : Une perception ambivalente de la Chine</i>	- 60 -
SECTION 3 : VERS UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT CONTESTÉ - FORCES ET FAILLES DU MODÈLE CHINOIS	- 61 -
SECTION 4 : LE CAS PAKISTANAIS DANS LA BRI : UNE SINGULARITÉ DANS UN PROJET GLOBAL ...	- 63 -
SECTION 5 : PERCEPTIONS IDÉOLOGIQUES ET SOFT POWER CIVILISATIONNEL	- 65 -
SECTION 6 : IMPLICATIONS POUR LES RELATIONS INDO-PAKISTANAISES.....	- 67 -
SECTION 7 : CONCLUSION.....	- 70 -
CHAPITRE 6 : CONCLUSION	- 72 -
SECTION 1 : RÉCAPITULATION DES PRINCIPALES CONCLUSIONS.....	- 72 -
SECTION 2 : LIMITES DE L'ÉTUDE.....	- 74 -
SECTION 3 : RECOMMANDATIONS POUR DE FUTURES RECHERCHES	- 75 -
BIBLIOGRAPHIE	- 78 -
ANNEXES	- 88 -

TABLEAU D'ANALYSE CROISÉE DES INTERVIEWS	- 88 -
PREMIÈRE INTERVIEW – DOCTEUR BRENDER	- 90 -
DEUXIEME INTERVIEW - EXPERT ANONYME	- 98 -
TROISIEME INTERVIEW – MARIE HILQUIN	- 100 -
QUATRIÈME INTERVIEW – NOWMAY OPALINSKI	- 112 -
CINQUIÈME INTERVIEW – NASHIDIL ROUIAL.....	- 128 -

« Proof of power lies not in resources but in the ability to
change the behavior of states .»

Joseph S. Nye

Remerciements

Ce mémoire est l'aboutissement de plus d'une année de travail, de réflexions, de remises en question et de découvertes. Il n'aurait jamais vu le jour sans le soutien, la disponibilité et l'accompagnement de nombreuses personnes, que je souhaite ici remercier chaleureusement.

Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude à ma promotrice, Madame Kimberly Orinx, pour sa patience, sa rigueur, et l'accompagnement attentif qu'elle m'a offert tout au long de ce travail. Ses conseils avisés, ses retours toujours constructifs et ses nombreuses pistes de réflexion ont été déterminants pour faire évoluer ce mémoire dans la bonne direction. Travailler à ses côtés a été un réel privilège et une source d'apprentissage inestimable.

Je remercie également toutes les personnes qui ont accepté de participer à ce travail par le biais d'entretiens. Leur disponibilité, leur temps, et les informations précieuses qu'elles m'ont confiées ont enrichi considérablement mon analyse. Sans leur contribution, ce mémoire n'aurait pas pu atteindre sa profondeur actuelle.

Je ne saurais oublier mes amis, compagnons de route depuis la bachelier 1, qui ont toujours été là pour offrir leur soutien moral, leur écoute et leur bienveillance. Leur présence à mes côtés a été essentielle pour traverser les hauts comme les bas de ce parcours universitaire exigeant.

Enfin, je remercie de tout cœur ma famille. À ma maman, pour son soutien indéfectible depuis mes premiers pas, et pour sa confiance constante dans mes capacités. À mon papa, pour m'avoir appris à rêver grand et pour m'avoir transmis les valeurs de courage, de persévérance et d'ambition qui m'ont guidé jusqu'ici.

À toutes et à tous, merci.

Avant-propos

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Laudine SOMVILLE

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Somville', with a stylized flourish extending from the end.

Hommage à Joseph S. Nye (1937–2025)

Ce mémoire ne saurait débiter sans un mot en hommage à Joseph S. Nye, dont les travaux sur le soft power ont profondément guidé ma réflexion. Sa pensée, rigoureuse et visionnaire, a constitué le socle théorique de cette recherche et a nourri mon intérêt pour les dynamiques d'influence dans les relations internationales.

Son œuvre restera une référence incontournable pour quiconque cherche à comprendre la puissance autrement que par la contrainte.

Introduction

Section 1 : Présentation du sujet et de sa problématique

L'histoire de la puissance chinoise est aussi grande qu'extraordinaire et penser qu'elle n'est qu'un acteur parmi d'autres dans le jeu géopolitique contemporain serait, au mieux, arrogant, au pire, stratégiquement irresponsable. La Chine fut autrefois l'un des Empires les plus influents de son époque, avec une civilisation des plus avancées (Fairbank, 2013). Un sentiment de supériorité est donc perceptible et est véhiculé par les différents pouvoirs chinois.

Mais son ambition ne s'arrête pas au continent asiatique. L'envie de revenir au-devant de la scène internationale est plus que présente, surtout face à leur concurrent, les Etats-Unis d'Amérique (Cabestan, 2022a).

Afin de devenir une puissance sans précédent sur la scène internationale, plusieurs dynamiques ont été mises en place (Cabestan, 2022b). Tout d'abord, une éducation chinoise en plein développement, qui se démocratise peu à peu et intègre les savoirs occidentaux afin de suivre le développement économique (Guiqin, 2008).

Ensuite, un pouvoir politique fort qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus pour ramener cette gloire passée au peuple chinois (Cabestan, 2022c). La Chine est devenue sans conteste, la première puissance économique du monde, comme en démontre les chiffres du FMI (Fonds Monétaire International) : « Exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB chinois s'élevait en effet à plus de 25 000 milliards de dollars fin 2017 (soit 18,7 % du PIB mondial), contre seulement 22 000 milliards pour l'Union européenne (UE) et à peine plus de 20 000 milliards pour les États-Unis » (Nicolas, 2018a). Un investissement massif dans plusieurs infrastructures modernes en découle, et la Belt and Road Initiative en fait partie (Zacharie, 2017). À l'automne 2013, le président chinois Xi Jinping a lancé les nouvelles routes de la soie pour améliorer la connectivité entre la Chine et l'Eurasie et répondre aux défis de développement et d'infrastructures. Ce projet comportait deux volets : une ceinture terrestre reliant l'Asie

centrale à l'Europe (d'abord orientale puis occidentale), et une route maritime traversant l'Asie du Sud-Est, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Afrique de l'Est, la Méditerranée, jusqu'à l'Europe. Initialement nommé « One Belt One Road » (OBOR) et ciblant une soixantaine de pays, le projet a été rebaptisé en 2015 « Belt and Road Initiative » (BRI) et étendu pour englober le monde entier (Cabestan, 2019a). Ces routes ne sont pas nouvelles puisqu'elles furent autrefois déjà utilisées pour relier les empires chinois et romain. Cependant, les ambitions géopolitiques et économiques chinoises sont ici adaptées à des aspirations contemporaines (Rolland, 2015a).

Non seulement cette initiative permettra à la Chine, premier exportateur mondial (Kataria & Naveed, 2014), d'étendre ses moyens de transports, autrefois principalement maritimes, vers des moyens terrestres (voies ferrées, poids lourds, etc.), mais aussi de renouer des liens forts avec l'Asie centrale et, par extension, l'Europe.

Une dimension plus sociale s'accompagne donc des dimensions purement économiques et politiques. En ayant racheté des actions dans de nombreux ports européens clés, la Chine a déjà montré ses ambitions d'avoir un pied en Europe et grâce à ces investissements privés, l'Europe, bien que mécontente, n'a pas les moyens de s'y interposer (Di Meglio & Gravereau, 2014).

Pourtant, ici ce n'est pas l'Europe qui nous intéresse car, même si la Chine a indéniablement plus de puissance que l'UE dans l'échiquier géopolitique, l'Union a plusieurs cartes en main pour contrebalancer cette puissance chinoise. Le doute qui plane aujourd'hui se situe sur les pays d'Asie centrale qui, encore en pleine croissance, n'ont peut-être pas forcément le choix d'accepter ou non la venue d'un voisin chinois. Certains y voient une opportunité de s'émanciper des vieilles puissances européennes et d'autres y voient la venue d'un nouveau colonisateur (Shichor, 2018). En effet, les relations interétatiques en Asie n'ont pas toujours été un long fleuve tranquille comme en témoignent de nombreux conflits dans la région de la mer de Chine du Sud (Colin, 2011).

Cependant, une relation interétatique a depuis de nombreuses années toujours été cordiale voir amicale, celle du Pakistan et de la Chine (Kataria & Naveed, 2014). Plusieurs raisons solidifient cette relation courtoise entre les deux États :

Both countries are immediate neighbors. There is no conflict between them. Both countries have cooperated with each other diplomatically. Their friendship is based on sovereign equality, brotherhood and mutual cooperation. Although China is a great power, it has shown no hegemonic designs and has never interfered in the internal affairs of Pakistan. Their strategic partnership always remains as reliable. They are committed to fight against terrorism, separatism and religious extremism, which is necessary for the stability, peace, progress and prosperity of the region (Kataria & Naveed, 2014).

De nombreux accords économiques lient les deux États, notamment un corridor économique passant par la région du Cachemire. Cette région n'est pas anodine puisqu'un conflit long de plusieurs années (Jaffrelot & Zérinini-Brotel, 2003) s'y trouve entre l'Inde, le Pakistan et, plus tard, la Chine (Racine, 2020). Le Cachemire incarne pour le Pakistan l'échec de la « Partition des Indes », étant donné qu'il était destiné à rejoindre le Pakistan en tant que terre majoritairement musulmane. En revanche, pour l'Inde, qui prône la laïcité, le Cachemire représente un parfait exemple de son multiculturalisme (Partition (de l'Inde et du Pakistan), 2022).

Ainsi, la question du Cachemire n'est pas seulement une rivalité territoriale mais aussi une friction entre les différentes conceptions de l'identité nationale des deux pays, ce qui a conduit à trois des quatre guerres qu'ils ont menées au cours de leurs 55 années d'existence (Jaffrelot & Zérinini-Brotel, 2003).

Et c'est là tout l'enjeu de cette recherche. Jusqu'où cette influence chinoise va-t-elle produire des effets dans cette région tumultueuse ? La question de recherche de ce travail sera, par conséquent : « Comment les populations pakistanaïses, après le COVID-19, perçoivent-elles l'influence croissante de la Chine dans leur pays, notamment à travers la BRI ? ».

Section 2 : Objectifs de la recherche

Ce mémoire a pour objectif principal d'analyser la manière dont les populations pakistanaises perçoivent l'influence chinoise croissante dans leur pays, notamment à travers la Belt and Road Initiative (BRI), dans le contexte particulier de l'après-COVID-19. Il s'agit plus précisément de comprendre les dynamiques de pouvoir à l'œuvre entre la Chine et le Pakistan à travers le prisme du soft power, en interrogeant les représentations sociales, économiques et politiques de la Chine dans l'opinion pakistanaise.

Toutefois, cette recherche s'inscrit dans un cadre méthodologique contraint. En l'absence de terrain direct au Pakistan, les données mobilisées proviennent principalement d'entretiens menés avec des experts académiques, ce qui limite nécessairement l'accès à des perceptions populaires brutes. L'étude ne prétend donc pas fournir une vision exhaustive ni représentative de l'ensemble des opinions au sein de la société pakistanaise, mais propose plutôt une analyse qualitative et contextualisée fondée sur des discours informés. Les principales limites de ce travail, ainsi que les conclusions qui en découlent, seront discutées en détail dans la conclusion du mémoire.

Section 3 : Structure du mémoire

Ce mémoire s'articule en cinq grandes parties. La première partie est consacrée à la définition du soft power et à ses théories fondatrices, en mettant en lumière ses différentes déclinaisons (*soft, hard, sharp, smart power*) ainsi que les particularités de son application par la Chine. Cette base conceptuelle est essentielle pour comprendre l'usage stratégique du soft power dans les relations sino-pakistanaïses.

La deuxième partie revient sur l'origine, la logique et la mise en œuvre de la Belt and Road Initiative (BRI), en particulier dans le contexte pakistanais. Cette partie explore notamment le fonctionnement du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), les enjeux géopolitiques et les critiques qui entourent cette initiative dans la région.

La troisième partie présente la méthodologie de la recherche, qui repose sur une approche qualitative fondée sur des entretiens semi-directifs avec des experts. Elle justifie les choix épistémologiques et décrit les limites structurelles liées à l'impossibilité d'un travail de terrain direct au Pakistan.

La quatrième partie constitue le cœur de l'analyse empirique. Elle expose les perceptions, les tensions et les représentations liées à la présence chinoise au Pakistan, telles qu'elles ressortent des entretiens menés. Cette partie met en évidence des discours nuancés, parfois ambivalents, qui remettent en question certaines hypothèses initiales.

Enfin, la cinquième et dernière partie discute ces résultats à la lumière des enjeux théoriques et géopolitiques identifiés, en les replaçant dans une perspective plus large. Elle débouche sur une conclusion générale, où sont synthétisées les principales observations de la recherche, les limites identifiées et les pistes de réflexion possibles pour des travaux futurs.

Chapitre 1 : Soft Power - Concepts et Théories

Section 1 : Définition du soft power

Pour analyser ce phénomène, la théorie de la puissance en relations internationales semble pertinente. La quête de puissance, qu'elle soit motivée par le prestige ou la sécurité, a toujours dominé la scène internationale. Quelles que soient les motivations, cette quête de pouvoir a suscité de nombreux débats et controverses au fil des siècles. Comme le théorise J. Nye, le pouvoir se définit comme « la capacité d'agir, mais plus spécifiquement dans les situations sociales, l'aptitude à influencer autrui pour obtenir les résultats désirés » (Nye, 1990).

Aujourd'hui, le pouvoir implique diverses dimensions, comme l'illustre l'article de M. Haugaard. Le « *power to* » renvoie à la capacité d'action, ou à la capacité d'effectuer une action - l'énergie, en somme. Le « *power on* » décrit les situations où A amène B à faire quelque chose, que B n'aurait pas fait autrement. Le « *power on* » est alors souvent synonyme de domination, mais pas nécessairement. Il est en réalité un sous-ensemble du « *power to* », car le « *power on* » suppose une capacité d'action. Le « *power with* » désigne une collaboration plus large entre les acteurs, facilitant le pouvoir d'agir conjointement (Haugaard, 2021). Lors de cette recherche, la relation entre le Pakistan et la Chine apparaîtra comme une combinaison complexe de ces différentes formes de pouvoir : le « *power with* » à travers certaines coopérations stratégiques comme le CPEC, le « *power on* » dans des dynamiques d'influence asymétrique, et le « *power to* » reflétant les capacités d'action propres à chaque acteur. Cette complexité nuance les lectures binaires des relations internationales fait à l'emporte-pièce et invite à une analyse plus fine des rapports de force.

Parallèlement à ces différentes dimensions, plusieurs moyens d'exercer la puissance ont été conceptualisés, reflétant comment les États exercent leur influence sur la scène internationale. Parmi ceux-ci, on retrouve le *soft power*, le *hard power*, le *sharp power* (Christopher Walker & Ludwig, 2017) et le *smart power* (Wilson, 2008).

Tout d'abord, le *soft power*, définit par J. Nye comme étant : “*This second aspect of power-which occurs when one country gets other countries to want what it wants-might be called co-optive or soft power in contrast with the hard or command power of ordering others to do what it wants.*”(Nye, 1990). Il s'agit d'un pouvoir attraction, où un Etat obtient ce qu'il souhaite en séduisant plutôt qu'en contraignant (Nye, 2021).

Ensuite, le *hard power*, en opposition au *soft power*, représente un pouvoir coercitif qui élimine le choix de la cible, soit par la crainte de sanctions négatives, soit par l'attrait de récompenses positives (Nye, 1990). Le *hard power* peut ainsi être perçu comme un pouvoir reposant sur une stratégie de la carotte et du bâton : soit l'obéissance est motivée par l'espoir d'une récompense, soit elle découle de la crainte des conséquences négatives.

Le *sharp power*, concept plus récent, tire son nom de sa nature percutante dans la société. Ni doux, ni dur, il peut cependant se révéler d'une efficacité redoutable. Employé par des régimes autoritaires, le *sharp power* vise à manipuler le public cible en contrôlant ou en brouillant les informations qu'il reçoit (Christopher Walker & Ludwig, 2017). Il peut donc être compris comme étant un ensemble de stratégies de manipulation informationnelle.

Enfin, le *smart power*, définit par Ernest Wilson comme étant : « *the capacity of an actor to combine elements of hard power and soft power in ways that are mutually reinforcing such that the actor's purposes are advanced effectively and efficiently.* » (Wilson, 2008). Le *smart power* se distingue donc par son intelligence, car il combine deux approches en cherchant à tirer parti des points forts de chacune et les rend complémentaires.

Il est évident que les différents moyens de puissance s'articulent, se complètent et se renforcent. Une stratégie étatique efficace repose sur l'utilisation simultanée et coordonnée de ces leviers pour atteindre au mieux ses objectifs.

Et la Chine illustre parfaitement cette logique. Toutefois, pour cette recherche, l'analyse de la puissance chinoise restera au maximum précise et ciblée, ce qui implique de ne pas étudier l'ensemble des moyens de puissance employés par Pékin. Parmi ces moyens, le régime chinois semble particulièrement privilégier l'usage du *soft power* dans le cadre d'un de ces plus gros projets : la Belt and Road Initiative. (Courmont, 2012).

La Chine se trouve aujourd'hui confrontée à un dilemme stratégique. D'une part, elle souhaite accroître son influence pour rivaliser avec les États-Unis (Nicolas, 2018) et réaliser ce qu'elle appelle le « rêve chinois » (中国梦) (Ferdinand, 2016). De l'autre, elle doit éviter d'effrayer ses voisins asiatiques, au risque de les voir renforcer leurs alliances avec Washington. Une telle dynamique irait à l'encontre des intérêts chinois, qui visent notamment à réduire la présence américaine en Asie-Pacifique (Vermander, 2003). Le contexte régional rend cet équilibre d'autant plus délicat : la présence militaire américaines demeure forte à travers des bases stratégiques, ainsi qu'à travers des accords bilatéraux liant Washington à de nombreux pays asiatiques, lesquels jouent un rôle crucial dans la géopolitique régionale : « *Outre les bases de plusieurs dizaines de milliers d'hommes au Japon et en Corée du Sud, on trouve quelques centaines de militaires répartis entre Singapour, la Thaïlande, le Pakistan, etc.* » (Marin & Privat, 2020). Pékin se retrouve donc dans une situation « d'encloisonnement » géopolitique.

Pour contourner ce défi, la Chine mobilise plusieurs outils, parmi lesquels le *soft power* occupe une place importante. L'un des exemples les plus représentatifs de ce *soft power chinois* est l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI - Belt and Road Initiative). Ce vaste projet, qui relie plus de 70 pays, repose sur des accords économiques et politiques visant non seulement à renforcer la connectivité et le commerce, mais aussi à diffuser les valeurs chinoises et à consolider l'influence de Pékin (Lasserre & Mottet, 2018).

C'est dans ce contexte que cette recherche s'intéressera à l'expression du *soft power chinois* à travers la BRI. En analysant cette initiative, il s'agira de comprendre comment le *soft power* est utilisé comme un outil stratégique pour élargir l'influence chinoise tout en minimisant les réactions hostiles des États voisins.

Section 2 : Origines du concept et le cas chinois

Le concept de *soft power*, imaginé par Joseph Nye, prend ses racines dans la bipolarité de la Guerre froide (Courmont, 2012). S'inspirant du duel idéologique entre les États-Unis et l'Union soviétique, Nye souligne que l'influence d'un État repose aussi sur son attractivité culturelle et politique. George Kennan, dès les années 1950, avait déjà mis en évidence les différentes formes de pouvoirs susceptibles de donner l'avantage à Washington sur Moscou. Il soulignait notamment que l'influence des États-Unis dépendrait largement de l'exemplarité de leur modèle, à la fois pour eux-mêmes et pour le reste du monde (Matlock, 2005).

Dans ce prolongement, Nye propose une conceptualisation systémique des mécanismes d'influence non coercitive ayant permis aux États-Unis de triompher durant la Guerre froide. Cependant, elle offre également un cadre pour analyser les nouvelles dynamiques internationales et les stratégies à adopter dans un monde post-bipolaire (Courmont, 2012).

En Chine, le concept de *soft power* a commencé à susciter de l'intérêt dès les années 1990, bien que son adoption ait été marquée par des réticences initiales (Beston Husen, 2017). Ceci peut s'expliquer par la montée en puissance du système économique chinois et de son échec de ne pas influencer la scène internationale comme elle l'espérait. La politique étrangère chinoise se doit donc d'être inventive et décide de se tourner vers des moyens de puissance plus « doux », et pourtant bien plus redoutable que des mesures coercitives, puisque que leur impact s'installe sur le long terme. La Chine a donc intensifié ses efforts pour renforcer son *soft power* afin de servir ses intérêts nationaux.

Ce tournant est amorcé en 2004-2005, lorsque l'ancien président Hu Jintao a introduit les concepts de « société harmonieuse » et de « monde harmonieux », en se basant sur la coopération, l'inclusivité et la coexistence entre civilisations (Beston Husen, 2017). En 2007, lors du 17^{ème} Congrès du Parti communiste chinois, Hu affirme l'importance du *soft power* dans son rapport, entraînant une augmentation significative d'études

académiques et de recherches stratégiques sur ce sujet, témoignant de l'intérêt chinois grandissant (Beston Husen, 2017).

Sous Xi Jinping, cette stratégie s'amplifie. L'utilisation massive des médias permet une propagande et un endoctrinement systématique de la population chinoise et Xi n'hésite pas à mettre en avant le rôle de la communication globale dans la promotion des valeurs chinoises à travers le monde (Zhide, 2016). Sous sa direction, la Chine a lancé des initiatives majeures comme « le rêve chinois », ou encore la « Belt and Road Initiative ». Malgré une qualification de « diplomatie de slogans », ces démarches démontrent l'ambition de Pékin d'accroître son influence mondiale (Beston Husen, 2017).

Parallèlement, des écoles de pensée chinoises commencent à se développer autour du *soft power*, chacune proposant une lecture distincte du concept — elles seront examinées plus en détail dans une section ultérieure. Yu Xintian, par exemple, affirme que le *soft power* repose essentiellement sur la culture et les valeurs d'une nation : « *In my opinion, culture, especially the core of culture-values, is the nucleus of soft power* » (Xintian, 2008). Pour Pékin, ceci se traduit par la mise en avant de leur histoire ancienne et de leur culture traditionnelle comme levier d'attractivité sur la scène internationale, on parle alors de « diplomatie culturelle » (Gazeau-Secret, 2013).

Évidemment, d'autres auteurs et courants se développent en parallèle de Yu Xintian. À mesure que les ambitions stratégiques de Pékin grandissent, les approches du *soft power* se diversifient, reflet d'une stratégie adaptative centrée sur les intérêts nationaux (Courmont, 2012). Les applications concrètes du *soft power* chinois seront examinées dans une section suivante.

Section 3 : Le *soft power* et la « diplomatie culturelle »

Comme mentionné précédemment, Pékin semble particulièrement bien maîtriser l'art de la diplomatie culturelle. Mais en quoi consiste réellement cette forme de diplomatie ?

La diplomatie culturelle, définie par Alain Lombard comme « au croisement de la politique culturelle et de la politique internationale », constitue une stratégie d'influence où la culture est à la fois un outil et un objet d'action internationale. La culture est alors utilisée comme un instrument de politique étrangère pour promouvoir une image positive d'un pays, renforcer ses relations internationales et influencer les opinions publiques étrangères. Elle repose sur l'idée que la culture est un vecteur d'influence puissant, capable de créer un climat de confiance et de sympathie entre les peuples (Peyre, 2024).

Historiquement, elle est une spécificité française, née au XIX^e siècle avec la création de l'Alliance française en 1883, visant à promouvoir la langue et la culture françaises dans un contexte de revanche post-défaite de 1870. Aujourd'hui, cette politique est une référence mondiale, inspirant de nombreux pays émergents (Gazeau-Secret, 2013).

Ces pays, conscients de l'importance du *soft power* pour asseoir leur statut sur la scène internationale, développent leurs propres stratégies culturelles. L'exemple de la Chine est particulièrement révélateur. Lors du 6^e plénum du 17^e Congrès du Parti communiste chinois (2011), le président Hu Jintao affirmait que « *la puissance culturelle [de la Chine] et son influence ne correspondent pas encore à sa place internationale* » (Bougon, 2012), soulignant ainsi l'importance du domaine culturel face aux pressions idéologiques de l'Occident (Gazeau-Secret, 2013).

Pour renforcer son influence, la Chine a adopté plusieurs outils traditionnels, notamment les centres culturels et l'enseignement de la langue. Avec un nombre

important d'Instituts Confucius (Gazeau-Secret, 2013), la Chine met en avant le rôle central du langage, que Edgar Morin qualifie de « plaque tournante essentielle du biologique, de l'humain, du culturel, du social » (Bonomo, 2011). À cela s'ajoutent des initiatives dans les médias internationaux et l'essor du numérique, des secteurs dans lesquels la Chine investit massivement pour diffuser son message culturel et linguistique (Gazeau-Secret, 2013). Toutes ces initiatives seront détaillées plus en profondeur dans une section ultérieure.

Dans la diplomatie culturelle, trois modèles peuvent être observés :

1. Certains États, comme la Chine, assument pleinement leur politique de rayonnement culturel en misant sur une autopromotion subtile et symbolique, évitant les grandes actions de propagande (Gillabert & Milani, 2017).
2. À l'opposé, les États-Unis délèguent largement leur diplomatie culturelle à des fondations privées, illustrant une approche où l'administration fédérale reste en retrait (Gillabert & Milani, 2017).
3. Enfin, des modèles hybrides, comme celui du Royaume-Uni, allient la gestion par les ministères des Affaires étrangères et une délégation partielle à des organismes publics ou privés (Gillabert & Milani, 2017).

Ainsi, la Chine s'inscrit pleinement dans une dynamique d'hégémonie par le biais de la diplomatie culturelle et, plus largement, du *soft power*. En investissant massivement dans la promotion de sa langue, de ses valeurs et de sa vision du monde, elle cherche à redéfinir les équilibres de pouvoir symbolique sur la scène internationale. Mais sa stratégie ne se limite pas à un simple rayonnement culturel : elle vise à façonner les perceptions globales et à légitimer son modèle sociopolitique comme une alternative crédible à celui des puissances occidentales (Gazeau-Secret, 2013).

Section 4 : Applications du *soft power* en Chine

Examinons à présent comment Pékin concrétise sa diplomatie culturelle en s'appuyant sur trois instruments majeurs : les médias, les Instituts Confucius et la *Belt and Road Initiative* (BRI).

Dans un monde où les médias occupent une place omniprésente et où la langue joue un rôle clé dans la transmission des valeurs, la Chine mobilise ces deux leviers de manière stratégique pour asseoir son influence à l'international. En s'appuyant sur ses médias d'État et sur les Instituts Confucius, elle construit une image soigneusement orchestrée qui reflète son ambition de se positionner comme une puissance culturelle et politique incontournable.

Tout d'abord, la Chine investit massivement dans ses médias pour diffuser son influence à l'échelle mondiale. Il est connu que « *anything that is said or written about the world is articulated from a particular ideological position* » (Zhide, 2016) et les médias chinois en sont une parfaite illustration. Des géants comme l'agence de presse Xinhua, la Télévision centrale de Chine (CCTV), la Radio nationale de Chine (CNR), ou encore les journaux comme le China Daily et le Global Times, appartiennent tous à l'État et sont directement supervisés par les autorités. Chaque jour, le département de la Propagande du Parti communiste chinois envoie aux rédactions une liste précise des sujets à mettre en avant et de ceux à éviter, sous peine de sanctions. Les chaînes internationales, comme China Global Television Network (CGTN) ou Radio Chine Internationale (RCI), jouent un rôle clé en diffusant cette ligne officielle bien au-delà des frontières chinoises (Chine | RSF, 2025).

Une analyse approfondie de la manière dont le « rêve chinois » est présenté dans les médias anglophones de l'État révèle une stratégie de communication bien rodée. Par exemple, en étudiant 30 articles publiés après le célèbre discours de Xi Jinping sur le « rêve chinois » en novembre 2012, les chercheurs ont remarqué que les mots « Chinese », « China », « dream » et « Mr. Xi » revenaient en boucle (Zhide, 2016). Cela montre à quel point le discours est contrôlé, presque martelé, afin d'influencer non seulement l'opinion internationale mais aussi celle de la population chinoise elle-même.

On constate alors que le langage est utilisé comme un levier central pour transmettre des valeurs et asseoir l'image d'une Chine forte et visionnaire.

De plus, quand on parle de *soft power* chinois, il est impossible de ne pas mentionner les Instituts Confucius. Ces centres culturels, présents partout dans le monde, sont conçus pour promouvoir la langue, la culture et la pensée chinoise. La logique sous-jacente est simple : plus les gens apprendront le mandarin et s'intéresseront à la culture chinoise, mieux ils comprendront l'émergence du pays et ses ambitions internationales (Rouiaï, 2018).

En ce qui concerne les chiffres, ils donnent une idée précise de l'ampleur de cette stratégie. En janvier 2019, les Instituts Confucius étaient présents dans 154 pays, avec un total de 548 instituts et 1193 Classes Confucius. En outre, ces structures mobilisent près de 47 000 enseignants pour enseigner le mandarin à 2,67 millions de personnes, dont 810 000 suivent des cours en ligne (Rouiaï, 2024a).

Mais ce n'est pas tout : en plus des cours de langue, les Instituts Confucius organisent des activités variées, comme des ateliers de cuisine, des cours de kung-fu ou des festivals traditionnels. En mêlant apprentissage et immersion culturelle, ces instituts rendent la culture chinoise accessible et attrayante pour un large public (Rouiaï, 2024a).

Ce qui est particulièrement frappant, c'est la manière dont ces instituts évitent soigneusement tout contenu politique. Par exemple, les tensions entre la Chine et ses voisins ne sont jamais abordées, et Taïwan est systématiquement présenté dans les cartes des manuels comme faisant partie intégrante de la Chine, sans aucun contexte historique ou juridique (Rouiaï, 2024a).

En réalité, cette stratégie n'a rien de nouveau. Elle s'inspire directement des Alliances françaises, qui sut diffuser la culture française à travers le monde en misant sur l'universalité et une apparente neutralité culturelle (Gazeau-Secret, 2013). La Chine reprend ainsi ces codes pour construire son propre modèle, en évitant les sujets sensibles et en valorisant les aspects fédérateurs de sa culture (Rouiaï, 2024a).

En somme, que ce soit par ses médias ou par ses Instituts Confucius, la Chine montre à quel point son *soft power* repose sur la transmission de sa langue et de sa culture. En construisant cette image soigneusement calibrée, elle cherche à séduire, influencer et façonner la manière dont le monde la perçoit.

Enfin, au-delà des médias et des Instituts Confucius, le soft power chinois s'illustre également à travers des initiatives d'envergure, dont la plus ambitieuse est la Belt and Road Initiative (BRI) (Goulard, 2017). Lancée en 2013 par le président Xi Jinping, cette stratégie globale vise à renforcer la connectivité entre la Chine et de nombreuses régions du monde, tout en servant les intérêts économiques et politiques de Pékin (Rolland, 2015d).

À travers des investissements massifs dans les infrastructures et des partenariats stratégiques, la BRI dépasse le cadre strictement économique pour devenir un levier d'influence majeur (Zacharie, 2017).

L'ampleur et la portée de cette initiative soulèvent toutefois des interrogations quant à ses implications géopolitiques, notamment dans des régions sensibles comme l'Asie du Sud. L'exemple du Pakistan est particulièrement révélateur de ces dynamiques. L'analyse des relations sino-pakistanaïses dans le cadre de la BRI permettra ainsi de mieux comprendre les enjeux de cette stratégie et la manière dont elle redéfinit les rapports de pouvoir à l'échelle régionale et mondiale.

Chapitre 2 : Les Nouvelles Routes de la Soie Chinoises - Contexte et Implications

Section 1 : Origine et objectifs des Nouvelles Routes de la Soie

C'est donc en 2013 que le président chinois Xi Jinping annonçait l'un des projets les plus ambitieux de notre époque : les Nouvelles Routes de la Soie. L'idée ? Créer un vaste réseau d'infrastructures reliant plus d'une septantaine de pays, avec la Chine en position centrale. Officiellement, ce projet vise à renforcer la connectivité entre la Chine et l'Eurasie, tout en répondant aux défis du développement et des infrastructures dans de nombreuses régions du monde (Courmont et al., 2023).

Dès le départ, la Belt and Road Initiative (BRI) – d'abord connue sous le nom "One Belt, One Road" (OBOR) – s'est structurée autour de deux grands axes. Le premier, la "Ceinture économique de la Route de la Soie", repose sur un réseau terrestre reliant la Chine, l'Asie centrale et l'Europe via des infrastructures ferroviaires et routières. Le second, la "Route maritime de la Soie du XXI^e siècle", suit les grandes routes maritimes reliant la Chine à l'Asie du Sud-Est, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Afrique de l'Est et enfin l'Europe. En 2015, Pékin a rebaptisé le projet "Belt and Road Initiative", élargissant son ambition bien au-delà de l'Eurasie pour en faire un projet véritablement mondial (Cabestan, 2019).

Si ces routes s'inspirent des anciennes Routes de la Soie qui reliaient jadis la Chine et l'Empire romain, leur fonction aujourd'hui est bien plus qu'un simple réseau commercial. Derrière les discours officiels sur la coopération économique, la BRI s'inscrit dans une stratégie géopolitique beaucoup plus large (Rolland, 2015).

En tant que première puissance exportatrice mondiale (Kataria & Naveed, 2014), la Chine cherche à diversifier ses routes commerciales, longtemps dominées par les échanges maritimes. Développer des infrastructures terrestres permettrait non seulement de sécuriser ses exportations, mais aussi d'accroître son influence sur les pays traversés. Plus largement, la BRI est une opportunité pour Pékin de renforcer ses relations avec l'Asie centrale et l'Europe, et d'asseoir son statut de puissance dans l'économie mondiale (Cabestan, 2019).

Mais comme exprimé plus haut, l'enjeu n'est pas seulement économique. Derrière cette diplomatie des infrastructures, la Chine déploie une véritable stratégie de contrôle logistique. En rachetant des parts dans plusieurs ports stratégiques en Europe (notamment à Zeebrugge ou encore Le Havre en France) (Hess, 2024), elle s'assure une présence durable sur le continent. Une situation qui inquiète plusieurs États européens, mais contre laquelle ils ont peu de leviers d'action, ces investissements étant avant tout des transactions privées (Di Meglio & Gravereau, 2014). La Chine ancre donc véritablement sa présence dans des lieux économiques stratégiques, mais ce sont surtout les pays d'Asie centrale qui ressentent pleinement cette montée en puissance (Di Meglio & Gravereau, 2014).

Certains perçoivent l'influence chinoise comme une chance de développement et d'émancipation vis-à-vis des anciennes puissances européennes. D'autres, au contraire, y voient l'expression d'une nouvelle forme de domination (Shichor, 2018). Le Pakistan illustre bien cette ambivalence. Partenaire stratégique de la Chine, il a vu naître de nombreux projets communs, dont un corridor économique traversant la région sensible du Cachemire (Jaffrelot & Zérinini-Brotel, 2003).

Aujourd'hui, l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie repose sur trois axes stratégiques : terrestre, maritime et numérique. La route terrestre, également désignée sous le terme de *Ceinture économique de la Route de la Soie*, vise à relier la Chine à l'Europe et au Moyen-Orient via un réseau d'infrastructures traversant l'Asie centrale et occidentale. Elle s'articule autour de six corridors majeurs, dont le corridor Chine-Mongolie-Russie et le corridor Chine-Pakistan, contribuant ainsi à l'essor économique de régions jusqu'alors enclavées (Cabestan, 2019). La route maritime, quant à elle, structure les échanges commerciaux entre la Chine et le reste du monde en empruntant des itinéraires stratégiques passant par le détroit de Malacca, la mer Rouge et les ports européens, tout en s'étendant vers l'Afrique de l'Est et le port de Gwadar au Pakistan (Goulard, 2017). Enfin, la route numérique s'inscrit dans une dynamique de domination technologique à travers le développement des télécommunications, de l'intelligence artificielle et des infrastructures numériques, renforçant ainsi la souveraineté chinoise dans le domaine stratégique de l'économie de la connaissance (Lincot, 2019).

Dans le cadre de cette étude, l'analyse portera essentiellement sur la dimension terrestre des Nouvelles Routes de la Soie. Ce choix se justifie à la fois par des raisons méthodologiques et par la nature plus tangible des transformations induites. En effet, contrairement aux axes numérique et maritime, dont les effets peuvent être plus diffus et complexes à mesurer, le déploiement des infrastructures terrestres entraîne des mutations perceptibles du paysage, de l'aménagement territorial et des dynamiques économiques locales, offrant ainsi un terrain d'étude plus propice à une analyse approfondie.

En conclusion, les Nouvelles Routes de la Soie ne sont donc pas simplement un projet d'infrastructures ou un vaste chantier d'investissement. Elles incarnent la vision chinoise d'un nouvel ordre économique mondial, où Pékin joue un rôle central, à la fois comme bailleur de fonds, partenaire commercial **et** acteur politique influent (Rolland, 2015c).

Section 2 : Mise en œuvre et état actuel des projets

La *Belt and Road Initiative* (BRI) s'inscrit dans une dynamique de long terme et a déjà engendré des transformations profondes, aussi bien sur le plan économique que politique et diplomatique, notamment en Asie, mais également dans d'autres régions du monde comme le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine. Ces évolutions traduisent l'émergence d'un nouveau paradigme dans les relations internationales, où l'influence chinoise se matérialise à travers des investissements stratégiques dans les infrastructures et le commerce (observatoireenrs, 2023).

En octobre 2023, la Chine a célébré le dixième anniversaire de la BRI en organisant le troisième Forum de la Ceinture et de la Route à Pékin. Cet événement a rassemblé des dirigeants du monde entier afin d'évaluer les progrès accomplis et de définir de nouvelles orientations pour l'initiative (observatoireenrs, 2023). Actuellement, la BRI repose sur plus de 200 accords de coopération signés avec 152 pays et 32 organisations internationales. Toutefois, l'initiative connaît également des désengagements. L'Italie, seul pays du G7 à y avoir adhéré en 2019, a annoncé son retrait en décembre 2023, justifiant sa décision par des retombées économiques jugées insuffisantes (*L'Italie se retire de l'accord avec la Chine sur les « nouvelles routes de la soie », colère de Pékin*,

2023). De même, le Panama a décidé en février 2025 de ne pas renouveler son accord avec la BRI, optant pour un renforcement de ses relations avec les États-Unis (Glebova, 2025).

Malgré ces défis, la Chine poursuit son expansion stratégique, notamment en Amérique latine. L'un des projets phares récents est l'inauguration, en novembre 2024, du port de Chancay au Pérou, développé par le groupe chinois Cosco Shipping. Destiné à devenir un hub portuaire majeur de la région, ce projet illustre la volonté chinoise d'accroître son empreinte commerciale sur le continent sud-américain (Escande, 2024).

Concernant la mise en œuvre des Nouvelles Routes de la Soie, comme expliqué précédemment, elle repose sur une architecture multimodale articulée autour de six corridors terrestres majeurs (Rouiaï, 2024b) :

- Chine – Mongolie – Russie ;
- Chine – Russie via le « pont terrestre eurasiatique » ;
- Chine – Istanbul en passant par l'Asie centrale ;
- Chine – Pakistan ;
- Chine – Singapour via l'Indochine ;
- Chine – Bangladesh – Inde – Birmanie.

Ces axes sont complétés par des « passages économiques bleus », des corridors maritimes stratégiques où la Chine investit massivement dans les infrastructures portuaires. Parmi eux, le plus abouti est le corridor Chine – Pakistan, qui relie le territoire chinois au port de Gwadar, un point central du commerce en mer d'Arabie. Ce corridor de plus de 2 500 kilomètres intègre un réseau d'infrastructures de transport et d'énergie d'envergure : routes et autoroutes à plusieurs voies, lignes ferroviaires, pipelines et centrales électriques. L'ensemble de ces aménagements représente un investissement de près de 60 milliards de dollars (GNTC, s. d.).

Cet investissement illustre l'importance stratégique accordée par la Chine aux infrastructures portuaires. Cette tendance se confirme à travers une stratégie diversifiée : certaines infrastructures sont obtenues par des concessions d'exploitation (ex. : Dubaï, Dar-es-Salaam), tandis que d'autres résultent d'acquisitions (Valence, Odessa) ou d'investissements dans des sociétés de manutention portuaire (Vladivostok, Djakarta) (GNTC, s. d.). Cette approche souligne l'importance du transport maritime pour Pékin, sachant que sept des dix plus grands ports mondiaux pour le trafic de conteneurs sont situés en Chine (GNTC, s. d.).

Le développement ferroviaire constitue un autre axe clé de la BRI. Outre la ligne Kunming – Vientiane, inaugurée en 2021 et qui doit être prolongée jusqu'à Bangkok en 2027, d'autres projets voient le jour en Asie (Chine – Kirghizistan) (GNTC, s. d.) et en Afrique (Djibouti – Addis-Abeba) (Goulard, 2017). La Chine investit également dans des lignes à grande vitesse (LGV), notamment en Turquie, au Kazakhstan et en Indonésie (GNTC, s. d.).

Cependant, si la BRI a permis d'accélérer le développement d'infrastructures d'envergure, elle fait également face à des obstacles importants. Tout d'abord, un écart notable subsiste entre les ambitions affichées par Pékin et la concrétisation effective de certains projets. De nombreuses initiatives restent inachevées en raison de difficultés techniques, financières ou politiques (Goulard, 2017). Par ailleurs, la logique d'investissement chinoise s'est souvent révélée opportuniste, aboutissant à un développement parfois incohérent, avec des acquisitions surprenantes, comme des ports aux États-Unis (GNTC, s. d.).

Le contexte économique a également évolué depuis le lancement de la BRI. La croissance chinoise, autrefois supérieure à 7 %, a ralenti pour se stabiliser entre 4 et 5 %, limitant ainsi les capacités d'investissement du pays (Gautier, 2025). Cependant, de par les Nouvelles Routes de la Soie, la Chine est devenue le principal créancier des pays en développement, avec 254 milliards de dollars d'engagements, ce qui l'expose

à un risque accru de défauts de paiement de la part des États bénéficiaires (GNTC, s. d.).

D'autre part, des facteurs géopolitiques ont impacté la mise en œuvre des projets. La guerre en Ukraine, qui a éclaté en 2022, a modifié les flux de transport ferroviaire entre la Chine et l'Europe. Le boycott de la Russie par les puissances occidentales a contraint les opérateurs ferroviaires à contourner le territoire russe en passant par l'Asie centrale (Vergne, 2025).

Enfin, la BRI souffre d'une image parfois négative, perçue par certains comme un instrument d'influence hégémonique ou un « piège de la dette » tendu aux pays récipiendaires. Ce scepticisme peut freiner l'adhésion de nouveaux États et ralentir la concrétisation de certains projets (Courmont et al., 2023).

En conclusion, la BRI demeure un projet d'une envergure exceptionnelle, alliant ambitions économiques et impératifs stratégiques pour la Chine. Toutefois, sa mise en œuvre se heurte à des réalités complexes, tant sur le plan financier que géopolitique. Alors que certains projets connaissent un développement rapide, d'autres peinent à voir le jour, illustrant les défis d'une initiative aux objectifs multiples, oscillant entre pragmatisme économique et ambitions géopolitiques.

Section 3 : Les Nouvelles Routes de la Soie et le Pakistan

Précédemment, les différents corridors constituant la BRI ont été présentés et illustrés (cf. page 14). Cette section s'intéresse plus particulièrement au Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), qui occupe une place centrale dans notre analyse. Ce choix s'explique pour plusieurs raisons. D'une part, le CPEC est considéré le plus abouti des six corridors identifiés dans le cadre de la BRI (Pinguet, 2024). D'autre part, la Chine et le Pakistan entretiennent depuis plusieurs décennies des relations diplomatiques solides, fondées sur une coopération constante et une entente marquée par une

proximité stratégique (Kataria & Naveed, 2014). Plusieurs facteurs contribuent à la solidité de cette alliance, comme expliqué dans l'introduction.

Enfin, de nombreux accords économiques lient les deux États, notamment le corridor économique passant par la région du Cachemire. Or, cette région est particulièrement sensible en raison du conflit territorial qui oppose l'Inde et le Pakistan depuis plusieurs décennies, et dans lequel la Chine est également impliquée (Jaffrelot & Zérinini-Brotel, 2003 ; Racine, 2020). Pour le Pakistan, le Cachemire symbolise l'inachèvement de la Partition des Indes, puisqu'il était destiné à rejoindre le pays en raison de sa majorité musulmane. À l'inverse, l'Inde perçoit cette région comme un emblème de son multiculturalisme et de sa laïcité (*Partition (de l'Inde et du Pakistan)*, 2022). Ce différend territorial dépasse donc la simple question des frontières : il reflète des conceptions opposées de l'identité nationale, ce qui a conduit à trois des quatre guerres indo-pakistanaïses depuis leur indépendance (Jaffrelot & Zérinini-Brotel, 2003).

Toutefois, les tensions sino-indiennes ne se limitent pas aux rivalités frontalières (Saint-Mézard, 2019). L'implication de la Chine dans le port de Gwadar se heurte directement avec les ambitions stratégiques de l'Inde, qui investit depuis de nombreuses années dans le port de Chabahar, en Iran. Situé à seulement quelques centaines de kilomètres de Gwadar, ce dernier se trouve désavantagé par une caractéristique clé : contrairement à son concurrent pakistanais, il ne dispose pas de profondeurs naturelles suffisantes pour accueillir les navires de grand tonnage, réduisant ainsi son attractivité commerciale et stratégique (Goulard, 2018).

Par ailleurs, l'influence de Pékin ne se limite pas au Pakistan. Plusieurs partenaires économiques historiques de l'Inde, tels que les Maldives, le Sri Lanka ou encore le Bangladesh, sont désormais intégrés à l'ambitieux projet de la BRI (Rouiaï, 2024b). Cette expansion chinoise représente une menace pour la prospérité régionale et mondiale de l'Inde, ainsi que pour sa croissance économique. En réponse, Delhi chercherait à mettre en place sa propre initiative :

« Face à la BRI chinoise, l'Inde s'est elle aussi lancée dans la réalisation de nouvelles routes de la Soie. Mais contrairement à Beijing, Delhi a adopté une approche multilatérale, en s'appuyant sur des partenariats avec d'autres puissances. Cette méthode permet de rassurer les États impliqués sur les routes indiennes ; cependant ces projets souffrent d'une certaine fragilité, car l'Inde doit s'accorder avec des puissances qui n'ont pas les mêmes intérêts qu'elle face à la Chine » (Goulard, 2018, p.298-299).

Dans ce contexte de rivalités géopolitiques, la configuration géographique du Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) joue un rôle clé dans les ambitions chinoises. Il débute à Kashgar, une ville du Xinjiang historiquement liée aux anciennes routes de la soie. Il traverse ensuite le nord du Pakistan en empruntant « l'autoroute de l'amitié », qui, avec ses 4600 mètres d'altitude, détient le record de la route la plus haute du monde. Son tracé se prolonge vers le sud, reliant Islamabad à Karachi avant d'atteindre Gwadar, sous gestion chinoise depuis 2015 grâce à un bail de 40 ans. Pékin ambitionne d'y développer une infrastructure portuaire majeure, comprenant la construction de 50 kilomètres de quais, une zone franche de 900 hectares et un aéroport international à l'horizon 2055 (Pinguet, 2024). L'essor de Gwadar repose sur la mise en place de nombreux projets qui en feront un carrefour logistique de premier plan à l'échelle mondiale (CPEC | *China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) Secretariat Official Website*, s. d.).

En somme, le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) s'impose comme un projet phare des Nouvelles Routes de la Soie, matérialisant l'alliance sino-pakistanaise à travers une coopération économique et stratégique renforcée. Toutefois, son tracé au cœur de la région disputée du Cachemire et son impact sur les équilibres portuaires exacerbent les tensions avec l'Inde, qui y voit une menace directe à son influence régionale. Face à l'expansion de la BRI, Delhi tente de structurer sa propre réponse, bien que celle-ci demeure fragile en raison des divergences entre ses partenaires. Ainsi, le CPEC illustre non seulement l'ambition chinoise de remodeler les dynamiques commerciales eurasiatiques, mais aussi la complexité géopolitique qui en découle. Et c'est pourquoi, l'étude se focalisera sur cette région et ce corridor.

Section 4 : Analyse des critiques et des controverses entourant les Nouvelles Routes de la Soie

Depuis son lancement, la Belt and Road Initiative (BRI) suscite autant d'espoirs que de controverses. Si la Chine présente cette initiative comme un projet de coopération gagnant-gagnant visant à améliorer la connectivité mondiale et à stimuler le développement économique, de nombreuses critiques émergent quant à ses implications financières, stratégiques, géopolitiques et diplomatiques (Courmont et al., 2023).

L'un des principaux reproches adressés à la BRI concerne sa viabilité financière et son impact sur les économies des pays bénéficiaires. La Chine, via des institutions comme la *China Development Bank* et la *China Exim Bank* accorde des prêts massifs à des pays en développement pour financer la construction d'infrastructures (ports, routes, chemins de fer, centrales électriques, etc.). Toutefois, la rentabilité de ces projets est souvent incertaine, et plusieurs États partenaires se retrouvent dans une situation d'endettement insoutenable (Zacharie, 2017).

Ce phénomène est qualifié de « piège de la dette », selon lequel la Chine prêterait volontairement à des États en difficulté financière afin d'obtenir un contrôle stratégique sur certaines infrastructures lorsque ces pays ne parviennent pas à rembourser leurs dettes (Chellaney, 2017). Un cas emblématique est celui du Sri Lanka, où le gouvernement a dû céder, en 2017, le port stratégique de Hambantota à une entreprise chinoise pour une période de 99 ans après avoir échoué à rembourser un prêt de plus d'un milliard de dollars (Badiotal, 2019). Cette situation a renforcé les inquiétudes quant à une perte de souveraineté des pays bénéficiaires, qui pourraient se retrouver sous une influence économique et politique accrue de Pékin (Zacharie, 2017).

D'autres exemples soulignent ces risques : le Pakistan, par exemple, a vu sa dette extérieure exploser en raison du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), un projet évalué à plus de 60 milliards de dollars (Pinguet, 2024). Face à des difficultés

de remboursement, Islamabad a dû solliciter l'aide du Fonds monétaire international (FMI), ce qui a renforcé les accusations de dépendance financière excessive envers Pékin (« Pakistan PM Sharif Welcomes IMF's \$7 Billion Funding Agreement », 2024).

Au-delà des défis économiques, la BRI constitue également un enjeu stratégique majeur et exacerbe les rivalités entre grandes puissances. L'Inde, le Japon et les États-Unis perçoivent ce projet comme un moyen pour Pékin d'étendre son influence bien au-delà de ses frontières, menaçant ainsi leurs propres intérêts géopolitiques (Arnaud & Livolsi, 2024).

L'Inde est particulièrement préoccupée par la construction du corridor économique Chine-Pakistan, qui traverse la région disputée du Cachemire, un territoire au cœur d'un conflit historique entre New Delhi et Islamabad. Pour le gouvernement indien, ce projet viole sa souveraineté territoriale et représente une tentative chinoise d'encerclement stratégique, notamment par le renforcement des liens entre Pékin et les pays d'Asie du Sud (Zacharie, 2017). En réaction, l'Inde a refusé de participer à la BRI et a renforcé ses alliances avec des pays opposés à l'expansion chinoise (Goulard, 2018), comme le Japon et les États-Unis (Mottet, 2020).

Les États-Unis, de leur côté, considèrent la BRI comme un instrument de projection de puissance chinoise qui vise à remettre en cause l'ordre mondial dominé par Washington (Arnaud & Livolsi, 2024). L'administration Trump, puis celle de Biden, ont mis en place des initiatives pour contrer l'influence de Pékin, comme le projet Blue Dot Network, destiné à promouvoir des infrastructures alternatives basées sur des normes de transparence et de viabilité financière (Creative, s. d.).

L'Union européenne s'inquiète également de voir la BRI affaiblir les règles du commerce international en favorisant des accords bilatéraux déséquilibrés où les entreprises chinoises bénéficient d'un accès privilégié aux projets d'infrastructures, au détriment de la concurrence étrangère (Fabry, 2019).

Ensuite, la BRI ne modifie pas seulement les relations de pouvoir à l'échelle mondiale, elle restructure profondément les dynamiques régionales. En Asie centrale, une région historiquement sous influence russe, les investissements chinois bouleversent l'ordre établi, provoquant à la fois des opportunités économiques et des tensions (Rolland, 2015). Le Kazakhstan, par exemple, bénéficie largement des investissements chinois pour moderniser ses infrastructures, mais la présence accrue de Pékin suscite aussi des résistances et un sentiment d'inquiétude parmi les populations locales, qui redoutent une trop grande dépendance économique vis-à-vis de la Chine (The World Bank, 2020)

En Asie du Sud-Est, la BRI se heurte également à des enjeux de souveraineté, notamment dans la mer de Chine méridionale, où Pékin développe des projets d'infrastructures sur des îles contestées, au grand dam de pays comme le Vietnam et les Philippines. Ces tensions alimentent des rivalités militaires et poussent certains États à se rapprocher des États-Unis pour contrer l'influence chinoise dans la région (Lasserre & Mottet, 2018).

Face à l'expansion de la BRI, plusieurs puissances cherchent à contrer l'influence chinoise en développant des projets alternatifs. L'Union européenne, par exemple, craint que la BRI n'affaiblisse ses propres industries et marginalise ses entreprises dans le cadre des grands projets d'infrastructures financés par Pékin (Fabry, 2019). En réponse, Bruxelles a lancé en 2021 l'initiative Global Gateway, un plan d'investissement de 300 milliards d'euros visant à proposer une alternative aux financements chinois dans les pays en développement (*Global Gateway - European Commission*, 2023).

D'autres initiatives régionales se développent, comme le corridor de croissance Asie-Afrique (AAGC), mené par le Japon et l'Inde, ou encore le corridor international Nord-Sud, un projet de transport reliant la Russie, l'Iran et l'Inde pour proposer une alternative aux routes commerciales de la BRI (Courmont et al., 2023).

En plus des critiques extérieures, la BRI fait face à des contestations internes en Chine même. De nombreux économistes chinois estiment que les investissements massifs engagés dans ce projet ne sont pas toujours rentables et pourraient peser sur la stabilité financière du pays. Certaines entreprises d'État chinoises, fortement impliquées dans la construction des infrastructures de la BRI, accumulent des dettes considérables, suscitant des inquiétudes quant à la soutenabilité de ces investissements à long terme (Courmont et al., 2023).

Sur le plan politique, l'échec de certains projets risque de fragiliser la crédibilité du gouvernement chinois. Dans un système où le Parti communiste repose sur un contrôle strict de la société, un affaiblissement de la BRI pourrait être perçu comme un revers stratégique majeur, susceptible d'alimenter le mécontentement au sein des élites et de la population (Courmont et al., 2023).

Enfin, la région du Xinjiang est un endroit clé pour la BRI, puisque que trois de ces corridors clés y passent, notamment le CPEC. Cependant, la province est marquée par de fortes tensions interethniques, notamment entre les Hans et les Ouïghours, qui représentent environ 45% de la population. De nombreux affrontements rendent la région instable et cela crée un risque pour la sécurité et le bon fonctionnement de la BRI. L'apaisement et l'intégration du Xinjiang représente un des défis majeurs de l'aboutissement du CPEC pour la Chine.(Goulard, 2017).

Face à ces critiques, la Chine adapte progressivement son approche en promouvant une BRI plus sélective et plus durable. L'objectif est de réduire le risque d'endettement des pays partenaires et de privilégier des projets plus viables économiquement. Cependant, abandonner totalement la BRI serait trop coûteux, non seulement sur le plan financier, mais aussi en termes d'image et de crédibilité internationale. La Chine joue une partie stratégique de long terme et sait que sa légitimité, tant à l'échelle mondiale que nationale, dépend de la réussite de ce projet (Courmont et al., 2023).

En définitive, la BRI est un projet en mutation, tiraillé entre ambitions grandioses et réalités économiques et politiques complexes. Son avenir dépendra de la capacité de Pékin à répondre aux critiques tout en consolidant son influence sur la scène mondiale.

Chapitre 3 : Méthodologie de Recherche

Section 1 : Choix de la méthode d'analyse qualitative

Cette recherche adopte une approche qualitative, une méthode particulièrement adaptée au sujet étudié en raison des contraintes d'accès aux données de terrain. Ce choix repose également sur un autre facteur essentiel : l'analyse qualitative permet d'explorer la dimension sociale des phénomènes étudiés et de comprendre les perceptions et ressentis des acteurs impliqués. « *Effectivement, par une analyse approfondie et systématique du matériau symbolique, le chercheur qualitatif cherche à dégager le savoir (ou le savoir-faire) que partagent – consciemment ou inconsciemment – les acteurs.* » (Angermuller, 2006a).

Cependant, il est important de reconnaître que cette approche repose en partie sur l'interprétation des données recueillies lors des entretiens. Certains propos peuvent être compris différemment selon le contexte ou l'individu qui les analyse. Ainsi, il conviendra d'aborder ces résultats avec prudence et de prendre en compte ces limites dans l'interprétation des données.

Section 2 : Explication de la méthodologie qualitative – principes et objectifs

Contrairement à l'approche quantitative, qui vise à dégager des lois générales ou des relations de cause à effet fondées sur des données mesurables, la recherche qualitative met l'accent sur l'expérience et la perception des acteurs. Elle privilégie l'ouverture, la flexibilité et la réflexivité afin de restituer la logique propre à un phénomène, en tenant compte de sa singularité et de son contexte spécifique (Angermuller, 2006).

Cette approche repose principalement sur deux méthodes : la démarche inductive et la démarche déductive. Dans le cadre de cette étude, c'est la méthode déductive qui sera adoptée. Autrement dit, une hypothèse initiale est posée avant le début de la recherche, et les questions formulées lors des entretiens visent à confirmer ou à infirmer cette hypothèse (Pelaccia et al., 2018).

Pour recueillir les données qualitatives, plusieurs outils sont envisageables, tels que les entretiens, les observations ou l'analyse de documents (Pelaccia et al., 2018). Dans cette étude, seules les données issues d'entretiens seront utilisées. La sélection des participants s'appuiera sur un échantillonnage intentionnel et critérié, décrit dans la section suivante.

Section 3 : Sélection des experts et procédure d'interview

Les données seront collectées à travers un minimum de trois entretiens et un maximum de cinq. Afin d'assurer une diversité des points de vue, la sélection des experts repose sur des critères précis, notamment leur spécialisation thématique et une diversité disciplinaire.

Les experts retenus se répartissent en deux catégories principales :

1. Des spécialistes en relations internationales et géopolitique, apportant une analyse des enjeux stratégiques et politiques liés à la Chine et à son influence internationale, notamment via la Belt and Road Initiative (BRI).
2. Des chercheurs en géographie et en anthropologie, permettant d'examiner les implications sociales et territoriales de la présence chinoise en Asie centrale et dans le cyberspace.

La sélection s'est faite en plusieurs étapes. Tout d'abord, certains experts ont été identifiés via des recherches personnelles et des contacts établis lors d'un stage (notamment le Dr Reinhold Brender de l'Institut Egmont). Ensuite, une approche d'échantillonnage dite « *en boule de neige* » a été utilisée : « *en recherche qualitative, il est également possible d'échantillonner en demandant aux premiers sujets interviewés ou observés de recommander au chercheur d'autres sujets, qui présenteraient un point de vue similaire ou opposé* » (Pelaccia et al., 2018).

La sélection et recherche d'experts a abouti à 5 experts :

a) Le Docteur Reinhold Brender

Chercheur associé principal à l'Institut Egmont depuis novembre 2023. Ancien fonctionnaire de l'UE, il possède une large expérience des relations extérieures, notamment en Europe, au Kosovo, aux États-Unis, en Égypte et dans la région Asie-Pacifique. Avant d'intégrer les institutions européennes, il a été journaliste en affaires étrangères pour le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Titulaire d'un doctorat en histoire et sciences politiques de l'Université de Fribourg, il a publié une biographie de Marcel Déat, figure politique controversée de la Seconde Guerre mondiale (*Reinhold Brender - Institut Egmont*, s. d.).

b) Expert Anonyme

Géographe spécialiste en Asie centrale.

c) Marie Hiliquin

Docteure en géographie, aménagement et urbanisme, actuellement postdoctorante. Ses recherches portent sur la présence chinoise en Asie centrale à travers la BRI. Elle a publié un article scientifique intitulé « *Les Nouvelles routes de la soie en Asie centrale dans la stratégie géoéconomique chinoise* » sur Géoconfluences, le 2 décembre 2024 (*Marie Hiliquin*, 2024).

d) Nowmay Opalinski

Chercheur associé au GEODE (*Géopolitique de la Datasphère*) et doctorant à l'IFG. Il mène une thèse sur la stratégie de déploiement des infrastructures de connectivité et des technologies numériques chinoises à l'échelle internationale, en se focalisant sur le Pakistan. Ses recherches explorent l'influence de la Chine dans le cyberspace à travers ses infrastructures, logiciels et flux informationnels, en interrogeant la notion de « *routes de la soie numériques* » (*Nowmay Opalinski – Institut Français de Géopolitique*, s. d.).

e) Nashidil Rouiaï

Docteure en géographie et spécialiste du soft power chinois. Elle a publié sur Géoconfluences l'article scientifique « *Sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du soft power chinois* » (14 septembre 2018) et a contribué à plusieurs autres publications sur les Instituts Confucius, les routes de la soie et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (Nashidil Rouiaï, 2018).

L'échantillon ainsi constitué permet d'apporter une diversité d'expertises complémentaires, alliant approche géopolitique, géographique et numérique. L'âge des participants n'ayant pas d'impact direct sur les résultats de l'étude, aucun critère spécifique ne leur a été imposé à ce niveau.

Enfin, le questionnaire comprend une quinzaine de questions générales, posées à l'ensemble des participants. En complément, des questions plus spécifiques ont été adaptées au domaine d'expertise de chaque interviewé. Par ailleurs, des questions spontanées ont également été intégrées au fil des échanges lorsque cela s'avérait pertinent.

Chapitre 4 : Le Soft Power Chinois en Asie

Section 1 : Historique des relations sino-asiatiques

L'histoire des relations sino-asiatiques est marquée par une dynamique complexe oscillant entre fascination, méfiance et coopération. Comme l'a souligné le Dr. Brender lors de son entretien, « *la Chine est un acteur qui compte et qui compte beaucoup* » dans l'ensemble de la région indopacifique.

Bien avant l'émergence des Nouvelles Routes de la Soie, Pékin s'était déjà imposé comme un partenaire commercial incontournable, notamment grâce à sa montée en puissance économique rapide : « *ça fait partie de cette stratégie chinoise de booster une croissance économique de manière un peu superficielle* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Cependant, cette influence n'a pas toujours été perçue de manière positive. Plusieurs experts, tels que Nashidil Rouiaï et Marie Hiliquin, rappellent que la Chine a souvent dû faire face à une image de puissance intrusive, notamment en Asie centrale, où la méfiance historique reste forte : « *En Asie centrale, on a peur de la Chine. C'est le grand ennemi depuis toujours. Sébastien Perrouz a appelé ça le « péril jaune »¹.* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025). Cette analyse est partagée par l'Expert Anonyme : « *Notamment au Kazakhstan, vous avez des opinions publiques qui sont plus réservées, avec des tranches de la population qui sont franchement hostiles. Pour différentes raisons : une peur ancestrale de la Chine, la politique qui est menée contre les ouighours, les affirmations nationalistes qui s'expriment à cause de la peur de voir la Chine mettre la main sur une partie du territoire, sur les ressources, etc.* » (Expert Anonyme, communication personnelle, 6 février 2025).

Toutefois, il convient de nuancer cette méfiance : la majorité des voisins de la Chine ont en effet accepté d'intégrer la Banque asiatique d'investissement pour les

¹ L'expression « péril jaune » est apparue à la fin du XIXe siècle, dans un contexte impérialiste européen, et désigne une vision stéréotypée et alarmiste de l'Asie perçue comme une menace pour l'Occident (Tournier, 1984).

infrastructures (BAI), principalement pour bénéficier des investissements chinois, répondant ainsi à un véritable besoin de développement. Cette adhésion n'est toutefois pas dénuée de réticence : elle ne découle pas d'un enthousiasme sincère, mais plutôt d'un choix pragmatique « *Cette acceptation, elle est provoquée par un besoin de développement. Ce n'est pas pour aider la Chine. C'est parce que, factuellement, ces territoires ont besoin de se développer et pensent qu'il serait absurde de se fermer aux investissements chinois face à ce besoin de développement.* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Cela n'empêche donc pas un grand nombre de ces pays d'être parfaitement conscients des ambitions chinoises, qu'il s'agisse de développement ou d'expansion. Il ne s'agit pas nécessairement d'une expansion territoriale — encore que, l'exemple de Taïwan reste dans toutes les têtes —, mais avant tout d'une volonté d'expansion économique. À ce titre, de nombreux États d'Asie du Sud et d'Asie centrale portent un regard de plus en plus critique sur les Nouvelles Routes de la Soie. Depuis plusieurs années, certaines autorités dénoncent notamment le fameux "piège de la dette", et des voix s'élèvent contre les risques liés à cette dépendance financière (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Il serait donc réducteur d'adopter une lecture manichéenne de la situation. Ces pays ont, pour la plupart, un réel besoin de développement, tout en demeurant lucides face aux risques inhérents à cette coopération. Ils tentent ainsi de tirer parti des opportunités économiques offertes par les investissements chinois, tout en se prémunissant contre une influence excessive. C'est un équilibre délicat à trouver.

Cela n'empêche pas, par ailleurs, que certains d'entre eux se retrouvent en désaccord avec la Chine sur d'autres dossiers, à commencer par les tensions en mer de Chine méridionale. Ainsi, il n'est pas rare de voir des États accepter des financements chinois tout en adoptant des positions fermes sur certains enjeux géopolitiques. Cette ambivalence illustre bien la complexité des relations internationales dans la région :

pragmatisme économique et rivalités stratégiques coexistent souvent (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Section 2 : Une stratégie de rayonnement bien antérieure à la BRI

Bien avant même les grands projets d'infrastructure récents, la Chine avait déjà entamé une politique d'expansion de son influence, d'abord économique, puis progressivement politique et culturelle : « *En fait, on pourrait faire revenir ça dès le début des années 2000. En 2001, la Chine accède à l'OMC, à l'Organisation mondiale du commerce. Et en fait, déjà, c'est une première manière de faire briller la Chine et de l'imposer dans les échiquier géopolitique mondial. Ensuite, le fait, effectivement qu'elle s'intègre, qu'elle participe à des tas d'organisations internationales, qu'elle soit présente, ça c'est aussi une manière d'imposer la Chine, sa voix à l'international dans cet échiquier géopolitique et géostratégique.* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Ces actions s'inscrivent dans une dynamique plus large : celle du « rêve chinois », qui ne se résume pas à un projet économique, mais incarne une volonté d'expansion culturelle, diplomatique et géopolitique. Ce rêve, véritable matrice idéologique du pouvoir chinois contemporain, mobilise un soft power structuré : instituts Confucius, programmes d'échange, diffusion linguistique et culturelle, etc. « *(...) la politique chinoise ne se réduit pas à la BRI. Il y a beaucoup plus, toute une série de projets, y compris dans les infrastructures (...).* » (Expert Anonyme, communication personnelle, 6 février 2025).

Parmi les instruments les plus emblématiques de cette influence, les Instituts Confucius ont joué un rôle central en diffusant la langue et la culture chinoises à travers le monde. Comme le souligne Nashidil Rouiaï, cette diplomatie culturelle a permis à Pékin de s'imposer symboliquement sur la scène asiatique : « *Les routes de la soie atteignent une sorte de 'pic' du soft power* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). En parallèle, la Chine a mis en place de nombreux programmes d'échange, destinés aux étudiants, chercheurs et populations civiles. Ces échanges,

souvent accompagnés de bourses d'études, cours de mandarin ou visites en Chine, visent en priorité les pays situés sur le tracé de la BRI. Ils servent clairement le rayonnement de Pékin en forgeant des liens humains, linguistiques et intellectuels durables.

De plus, avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping et la mise en œuvre active du rêve chinois, la Chine est passée d'un modèle de coopération culturelle à celui d'un acteur omniprésent cherchant à remodeler les rapports de force régionaux. Cela a suscité de nombreuses résistances, tant étatiques que populaires : « *Au Kirghizstan et au Kazakhstan il y a eu des manifestations pour dire que c'était pas une bonne idée que les Chinois prennent autant de place.* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Pour autant, Marie Hiliquin insiste sur la complexité du regard porté sur la Chine. Elle souligne l'existence d'une image souvent biaisée en Europe : « *Il y a aussi beaucoup de préconçus. (...) Il y a beaucoup de racisme envers la Chine. (...) La Chine, on peut lui reprocher beaucoup de choses, mais n'empêche que si les États centrafricains veulent travailler avec la Chine et pas l'Europe, c'est qu'il y a une raison.* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025). Selon elle, ce rejet de la tutelle occidentale au profit d'un partenaire perçu comme moins intrusif contribue à l'attractivité chinoise dans certaines régions.

Ce qui a vraiment marqué un tournant avec les Nouvelles Routes de la Soie, c'est leur capacité à rassembler toutes ces initiatives sous une même vision stratégique, leur donnant ainsi une cohérence et une portée nouvelle : « *Donc il faut d'abord penser ce projet, pas comme un projet avec un plan spécifique bien établi, mais plutôt comme un slogan mobilisateur (il y en a pour la Chine qui parle d'une politique du slogan souvent) on a un slogan mobilisateur et en fait ce slogan mobilisateur va permettre à tout un tas d'acteurs au sein de l'administration chinoise et aussi du secteur public, parapublic et privé de se mobiliser dans la direction définie par le Parti communiste chinois* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Section 3 : La BRI - objectifs et limites actuels

Tous les chercheurs interrogés s'accordent sur un point : la BRI ne saurait être réduite à un simple projet économique. Son ambition dépasse largement les seules logiques de commerce et d'infrastructures :

« Alors sur la BRI vous savez, il y a eu différentes interprétations. Mais je crois qu'il y a quand même un consensus qui est visible dans la communauté des chercheurs pour considérer que ce n'est pas qu'un projet économique, c'est évidemment un projet politique. Certaines aussi, géographes, considèrent aussi que c'est un projet géographique (...) » (Expert Anonyme, communication personnelle, 6 février 2025).

« (...) je pense que c'est plurifactoriel. Effectivement, à mon avis, la donne géopolitique, elle regroupe un peu tout ce que vous avez dit. C'est-à-dire que je pense qu'effectivement, c'est un projet qui est pleinement géopolitique, mais dans son acception la plus large. C'est-à-dire qu'elle intègre des enjeux économiques, elle intègre des enjeux stratégiques, elle intègre des enjeux sociaux, des enjeux culturels. Et donc, voilà, je considère que c'est vraiment un... C'est pas un projet économique, c'est un projet géopolitique, (...). » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Mais ce projet, aussi ambitieux soit-il, connaît aussi ses limites. Il irrigue des régions parfois instables ou politiquement sensibles, ce qui en fait un pari risqué. L'influence chinoise, bien que structurée, suscite des réticences croissantes, notamment face aux accusations liées au « piège de la dette », à la non-transparence des contrats ou encore à l'impact écologique des chantiers : *« Les routes de la soie verte, c'est évidemment, là, pour le coup, oui, un bel écran de fumée »* (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025). Autrement dit, le soft power chinois se heurte à des obstacles locaux qui freinent son efficacité.

Par ailleurs, certains des itinéraires empruntés par la Chine pour construire ses corridors passent par des zones particulièrement difficiles d'accès. Il s'agit parfois de régions montagneuses, de terrains exigus ou de routes étroites, nécessitant des prouesses techniques et une technologie avancée. Ces défis ne semblent toutefois pas

constituer un obstacle insurmontable pour la Chine (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Dans son interview, Marie Hiliquin souligne que les difficultés techniques ne seraient pas un frein majeur pour Pékin, qui aurait les moyens de les surmonter. En revanche, elle s'interroge sur la viabilité à long terme de ces projets : construit-on ces infrastructures pour une durée de 10 ans ou de 100 ans ? Elle exprime ses doutes concernant la durabilité, notamment en ce qui concerne les conditions géologiques des sols, le risque d'éboulements ou d'instabilité géomorphologique. Elle invite donc à penser ces projets dans une perspective de long terme.

Selon elle, les principaux défis sont d'ordre géopolitique : *« Les principaux défis, c'est de multiplier les sources, de multiplier les partenariats possibles. Et là, à long terme, cette rivalité Chine–États-Unis, c'est un grand point d'interrogation. »*(M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Cette analyse est partagée par Nashidil Rouiaï, qui rappelle que le projet des Nouvelles Routes de la Soie a été conçu dans un contexte spécifique, au début des années 2010. Or, plus de dix ans plus tard, le monde a profondément changé, remettant en question certaines des dynamiques initiales du projet.

À cela s'ajoute le coût exorbitant de la BRI. Les investissements massifs qu'elle implique ne garantissent pas toujours des retours économiques directs. Mais comme l'expliquent Nashidil Rouiaï et le Dr. Brender, le pari chinois dépasse largement les seules considérations financières : *« On pense que c'est vraiment un projet géopolitique, (...), on accepte en fait certaines pertes pour d'autres objectifs. »* (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). En d'autres termes, la Chine est prête à concéder des pertes économiques à court terme pour gagner en influence stratégique à long terme.

Ainsi, même si les objectifs chiffrés ne sont pas toujours atteints, la Chine poursuit sa trajectoire. Le rêve chinois, porté par la BRI, est avant tout un outil géopolitique visant à façonner un nouvel ordre mondial plus favorable à ses intérêts.

Cependant, l'un des écueils fréquents dans l'analyse des Nouvelles Routes de la Soie est de considérer la Chine comme un acteur monolithique, entièrement coordonné par le Parti communiste chinois. Or, comme le souligne Nowmay Opalinski, cette vision est réductrice : *« on n'est pas face à un bloc monolithique, mais à différents acteurs qui ont leur propre intérêt [...] et qui peuvent même être en concurrence entre eux »*.

En réalité, la BRI fonctionne comme un label mobilisateur plutôt qu'un projet centralisé, permettant à une pluralité d'acteurs (entreprises d'État, grandes firmes privées, ministères, collectivités locales) de s'aligner sur des priorités politiques pour accéder à des financements publics et à une reconnaissance institutionnelle. Cette diversité engendre des logiques parfois concurrentes, où certaines entreprises chinoises s'affrontent sur les mêmes marchés étrangers, y compris au Pakistan. Cette complexité interne remet en cause la vision d'une stratégie parfaitement orchestrée et appelle à une lecture différenciée des modalités de mise en œuvre de la BRI, en fonction de la nature des acteurs impliqués et des objectifs qu'ils poursuivent.

Mais l'ambition chinoise s'incarne non seulement dans les infrastructures et les capitaux, mais aussi dans des dynamiques humaines concrètes. De nombreux travailleurs chinois sont envoyés dans les pays partenaires pour bâtir les infrastructures financées par Pékin. Ces flux migratoires contribuent à une ouverture réciproque : *« la Chine qui s'ouvre au monde et donc le monde qui intègre aussi ces nouvelles dynamiques chinoises, (...) »* (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Ce phénomène révèle une logique d'influence croisée, dans laquelle la Chine exporte ses normes, sa langue, ses références culturelles, voire son modèle politique : *« on va faire en sorte que vous puissiez apprendre notre langue, que vous puissiez apprendre notre histoire (l'histoire qu'on veut vous donner à apprendre), que vous soyez plus au courant de nos coutumes, nos traditions, etc. »* (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). Pourtant, cette forme d'influence reste difficile à quantifier. Contrairement à un bilan comptable, le soft power n'est pas mesurable (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Il n'en demeure pas moins que les signaux sont là. Dans certaines régions, le mandarin est désormais enseigné comme langue prioritaire, parfois devant l'anglais, témoignant d'un basculement culturel progressif.

En définitive, la puissance d'influence chinoise ne se mesure pas uniquement en kilomètres d'infrastructures ou en milliards d'investissements, mais dans la profondeur des transformations culturelles, linguistiques et politiques qu'elle entraîne. Un soft power à la fois subtil, persistant et hautement stratégique, au cœur du rêve chinois.

Section 4 : La BRI, un soft power à la chinoise ou un hard power déguisé ?

L'analyse des entretiens révèle un consensus fort parmi les experts : les Nouvelles Routes de la Soie (BRI) ne correspondent pas pleinement à une stratégie de soft power au sens classique du terme. Pour reprendre la distinction théorisée par Joseph Nye, le *soft power* désigne « la capacité d'un pays à obtenir ce qu'il veut par l'attraction plutôt que par la coercition ou les paiements ». Il repose donc sur l'influence culturelle, la diplomatie, les valeurs et l'image positive projetée à l'international. À l'inverse, le hard power mobilise des instruments plus directs de contrainte, comme la puissance militaire ou les leviers économiques et financiers.

Dans le cas de la BRI, les témoignages d'experts convergent pour affirmer que, derrière le discours officiel d'ouverture et de coopération, se cache une stratégie de domination économique, souvent perçue comme intrusive, voire contraignante : « *En fait, il n'y a que la Chine pour faire croire que c'est vraiment du soft power. Initialement, c'est du hard power. Mais il y a une sorte de doute, parce que c'est dans le discours, en tout cas, qui est produit par Pékin, il y a ce jeu entre ces deux types de puissance.* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). Le Dr. Brender évoque ainsi une initiative « *clairement aussi politique* », soulignant la manière dont la Chine construit des rapports de dépendance avec ses partenaires. De son côté, Nashidil Rouiaï affirme que, malgré son habillage culturel, « *c'est surtout du hard power sous couvert d'attractivité* ».

Cette hybridation stratégique est au cœur de la BRI : Pékin utilise des outils relevant en apparence du soft power (coopération culturelle, échanges universitaires, investissements) pour instaurer des formes de domination beaucoup plus directes : « *à mon avis, la Chine transforme la notion de soft power, la tort, pour intégrer la Nouvelles Routes de la Soie dans son arsenal de soft power* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). Il ne s'agit donc pas uniquement de séduire, mais bien d'asseoir une influence politique durable par des moyens économiques, en tissant des réseaux de dépendance infrastructurelle et financière. Comme le rappelle N. Rouiaï, « *l'objectif étant, pour le gouvernement chinois, de rayonner à l'international, mais aussi de rayonner auprès de son peuple lui-même, en se montrant comme étant une grande puissance* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Cette ambiguïté est d'autant plus frappante que la Chine semble détourner la notion même de soft power, pour l'adapter à ses intérêts. Toujours selon Rouiaï, les Nouvelles Routes de la Soie appartiennent bel et bien au registre du hard power, même si elles ne s'appuient pas sur la coercition armée : « *ce n'est pas juste de la séduction... on est face à des enjeux de dette effectivement* ». Autrement dit, la Chine déplace les frontières entre soft et hard power, en y ajoutant une couche de séduction stratégique destinée à légitimer son projet auprès des pays du Sud. Il s'agit de leur proposer une alternative à l'ordre occidental, perçu comme arrogant et dominateur : « *se mettre sur un pied d'égalité* », « *briller* », « *proposer une voie alternative* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Cette relecture de la BRI permet donc de la qualifier d'instrument de « *hard power hybride* », où les outils traditionnels d'influence culturelle sont mis au service d'objectifs profondément géopolitiques. La Chine ne séduit pas pour convaincre, mais pour ancrer sa puissance dans la durée, en créant des conditions de dépendance durables dans les domaines économiques, politiques et même technologiques.

Section 5 : Conclusion

L'analyse des relations sino-asiatiques révèle un soft power chinois à la fois structuré, ambitieux et profondément ambivalent. Si la Chine parvient indéniablement à tisser un maillage d'influence culturelle, linguistique, politique et économique dans son voisinage régional, cette dynamique ne se déploie pas sans résistances. L'Asie centrale et l'Asie du Sud, bien que bénéficiaires des investissements chinois, adoptent une posture pragmatique, oscillant entre coopération intéressée et méfiance historique.

Loin de s'incarner dans une stratégie purement séduisante, le soft power chinois prend souvent la forme d'un outil hybride, mêlant impératifs diplomatiques, logiques de puissance et ambitions géopolitiques. Ce mélange entre attraction et contrainte brouille les frontières entre soft et hard power, comme le soulignent les nombreux experts mobilisés ici. En réalité, la BRI agit comme un vecteur d'influence globale, plus proche d'un mécanisme d'intégration stratégique que d'un simple projet de coopération culturelle.

Cette puissance d'influence repose également sur une pluralité d'acteurs chinois — publics, parapublics et privés — qui, loin d'être toujours coordonnés, participent à une dynamique complexe où la concurrence interne coexiste avec les ambitions du Parti. Cette diversité d'agents et d'objectifs, parfois contradictoires, souligne la nécessité de dépasser les visions monolithiques de la Chine et d'analyser finement les modalités concrètes de déploiement de son *soft power*.

Dès lors, il devient pertinent de s'interroger sur la manière dont cette stratégie d'influence se matérialise dans des contextes nationaux spécifiques. Le cas du Pakistan, pays clé de la BRI, offre à ce titre un terrain d'analyse privilégié pour comprendre comment le soft power chinois s'adapte, se transforme — et parfois même se heurte — aux réalités locales.

Chapitre 5 : La BRI – le Pakistan et le Cachemire : Enjeux et Perspectives

Section 1 : Situation actuelle du Pakistan et du Cachemire

Afin de répondre à la question de recherche — comment les populations locales pakistanaises perçoivent-elles, depuis la fin de la pandémie de COVID-19, l'influence grandissante de la Chine dans leur pays ? —, il est nécessaire de replacer le contexte politique, économique et sécuritaire actuel du Pakistan, ainsi que celui, particulier, du Cachemire, sur base des interviews menées dans le cadre de cette recherche.

Mon hypothèse, pour rappel, est que cette influence est perçue de manière globalement négative par les populations locales, bien que cette perception soit modulée selon les régions et les enjeux.

Section 1.1. : Le Pakistan, un État en vulnérabilité structurelle

Le Pakistan se trouve aujourd'hui dans une situation de profonde fragilité structurelle. Cette vulnérabilité est à la fois sécuritaire, politique et économique. Sur le plan sécuritaire, l'année 2024 a été particulièrement marquante : « *on atteint un nombre d'attentats par an qui équivaut au pire qu'a connu le Pakistan en 2014* » explique Nowmay Opalinski, qui précise que 2024 fut « *la pire année depuis 2014* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Cette instabilité touche notamment les zones frontalières avec l'Afghanistan, théâtre d'insurrections persistantes, notamment au Baloutchistan.

D'un point de vue économique, le Pakistan reste fortement dépendant de ses exportations, principalement textiles, vers l'Europe et les États-Unis. Cependant, comme le souligne Nowmay Opalinski, « *il y avait assez peu d'investissements du fait de la situation sécuritaire* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Dans ce contexte, le pays dispose de peu d'alternatives et s'est tourné vers des puissances étrangères pour obtenir des fonds nécessaires à son développement. La Chine et ses investissements ont permis, en quelque sorte, de replacer le Pakistan sur

la carte des investisseurs étrangers. Mais ces investissements s'accompagnent à un risque de dettes et d'instrumentalisation de cette dette pour faire pression.

Ce recours à l'endettement et l'influence qu'il engendre est ancien, et ne se limite pas à la Chine :

« En fait, la Chine, elle ne fait pas quelque chose de très novateur là-dedans. C'est-à-dire que les grandes puissances occidentales, ça fait longtemps qu'elles ont déjà mis en place ce genre de choses dans d'autres territoires. C'est-à-dire aider, mais derrière, pas forcément directement avoir des baux (...) sur des infrastructures si jamais il n'y a pas de paiement. » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Par ailleurs, N. Opalinski rappelle que *« le Pakistan est un pays qui a toujours été sous la perfusion d'aides étrangères [...]. Avant, c'était les Américains, maintenant, ce sont les Chinois »* (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Cette formule résume une réalité souvent méconnue : au Pakistan, la relation aux aides extérieures ne suscite pas les mêmes réflexes de méfiance ou de défense de la souveraineté que dans d'autres contextes, notamment occidentaux. Là où l'Occident raisonne en termes d'autonomie stratégique sur le long terme, les autorités pakistanaises — confrontées à une urgence permanente de développement — privilégient une logique de survie immédiate.

Ce rapport au temps est essentiel. Dans un État marqué par une instabilité politique chronique, la priorité n'est pas de préserver une souveraineté abstraite, mais d'assurer la construction de routes, la fourniture d'électricité, ou le financement d'infrastructures vitales. Cette logique de court terme, profondément ancrée, limite pourtant les marges de manœuvre stratégiques. Elle empêche la mise en place d'un développement durable, et maintient le pays dans une forme de dépendance structurelle vis-à-vis de puissances étrangères — aujourd'hui principalement envers la Chine.

Section 1.2. : Le Cachemire, un territoire stratégique et enclavé

Parmi les zones les plus vulnérables et stratégiques du Pakistan figure le Cachemire, et plus spécifiquement le Gilgit-Baltistan. Ce territoire, disputé avec l'Inde, est administré de facto par l'armée pakistanaise. Il consitue à la fois un espace marginalisé économiquement et un enjeu de sécurité majeur. Nowmay Opalinski note : « *ces territoires-là sont administrés, de facto je dirais, par l'armée [...], l'activité économique est assez moindre* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Ce contrôle militaire étouffe toute dynamique de développement autonome, décourage les investissements et maintient les populations dans une précarité chronique.

Pourtant, le besoin d'infrastructures y est criant. Les régions montagneuses comme le Gilgit-Baltistan manquent de connectivité et souffrent d'un isolement qui freine leur développement. Là encore, la Chine s'est positionnée comme un acteur de modernisation, notamment via la construction ou la rénovation d'axes routiers. Cependant, comme le rappelle Nashidil Rouiaï, ces investissements se font souvent « *sans bénéfice réel pour les populations locales* », les ouvriers étant en majorité chinois et les infrastructures pensées d'abord dans une logique géopolitique (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Section 2 : Le rôle potentiel du soft power chinois dans le pays

Section 2.1. : Le soft power chinois - intentions et instruments

Pour comprendre l'impact de la Chine au Pakistan, il est essentiel de saisir la transformation qu'elle opère sur le concept même de *soft power*. Pour rappel, à l'origine défini par Joseph Nye comme la capacité d'influencer les autres par la séduction plutôt que par la contrainte, le *soft power* chinois s'inscrit dans une stratégie beaucoup plus hybride, souvent à la frontière du *hard power*, comme expliqué dans le chapitre précédent.

Nashidil Rouiaï le formule clairement : « *Ce n'est pas un projet économique, c'est un projet géopolitique, qui intègre des enjeux économiques, culturels, sociaux* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). La Chine ne se limite pas à l'exportation de ses infrastructures : elle propose un modèle civilisationnel, un récit global — le « rêve chinois » — au service de son rayonnement international. Les Instituts Confucius, implantés dans de nombreux pays traversés par la BRI, constituent un outil stratégique de cette diplomatie culturelle. Comme l'indique N. Rouiaï, « *les Instituts Confucius s'ouvrent [...] dans les pays qui sont traversés par les nouvelles routes de la soie* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Cette stratégie de séduction culturelle est complétée par une logique infrastructurelle et technologique. La « Route de la soie numérique » en est un exemple frappant. Nowmay Opalinski, dont la thèse porte précisément sur les infrastructures numériques chinoises au Pakistan, insiste : « *Les investissements chinois dans les infrastructures de télécommunications au Pakistan* » sont une manière de « *s'imposer comme un acteur central de la révolution numérique mondiale* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Ces projets permettent à Pékin d'écouler ses surcapacités technologiques tout en façonnant des normes numériques alignées avec ses intérêts stratégiques.

Cependant, ce *soft power* chinois n'est pas exempt de critiques. Les projets BRI privilégient les entreprises et les ouvriers chinois, limitant les retombées locales. Nashidil Rouiaï observe que « *ça n'amène pas forcément de la richesse dans les faits puisqu'ils viennent avec leurs ouvriers et leurs entreprises chinoises* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). Cette logique prive les populations locales d'opportunités de formation, d'emploi et d'intégration dans la chaîne de valeur.

Nowmay Opalinski ajoute que le Pakistan, en quête urgente de développement, « *ne prend pas forcément en compte* » ces enjeux, car « *ils sont dans une logique de court terme, d'urgence* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Malgré cela, des effets positifs existent : l'amélioration des axes routiers a permis la création de petits commerces, stimulant certaines dynamiques économiques locales.

Section 2.2. : Dépendance économique et piège de la dette

L'un des risques majeurs liés à l'influence chinoise au Pakistan réside dans la dépendance économique croissante. Marie Hiliquin rappelle que « *la Chine est le premier créancier du Pakistan [...] si un jour il y a un problème, c'est un très gros levier de pression* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025). Cette dépendance est accentuée par le déséquilibre commercial : les marchés pakistanais sont inondés de produits chinois, comme le constate Nowmay Opalinski : « *Le tissu industriel local a été fortement impacté par les exportations chinoises [...] tout vient de Chine* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Cette asymétrie engendre une forme de souveraineté limitée. Cependant, il convient de nuancer le concept de « piège de la dette ». Nashidil Rouiaï souligne que la situation pakistanaise ne diffère pas fondamentalement de celle d'autres pays du Sud global, historiquement soumis à des influences extérieures, d'abord occidentales, aujourd'hui chinoises. Comme elle l'explique, ce n'est pas tant une prise de contrôle directe par la Chine qui menace, mais plutôt une « autocensure » des gouvernements locaux, poussés à aligner leurs décisions sur les attentes de leur créancier. Marie Hiliquin soutient son analyse :

« *(en parlant de la création d'une centrale nucléaire) Si le Kazakhstan doit choisir entre une entreprise chinoise et une entreprise française, EDF est évidemment très intéressée, Macron est allé au Kazakhstan récemment, mais que le Kazakhstan doit rembourser ses dettes auprès de la Chine, la Chine peut dire « on va vous rajouter un délai. Ou, quand même on est sympa, on vous a fait un prêt et donc, vous prenez notre entreprise ». Tout ça, ça passe en dessous de la table, évidemment, c'est pas dit dans les médias. Et donc, on a peu de preuves de ces choses-là, c'est très difficile à mesurer, mais c'est un moyen de pression, et c'est le cas dans à peu près tous les pays.* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Le Docteur Brender introduit même une nuance porteuse d'espoir face à cette dynamique d'influence asymétrique : « *Mais en même temps, cela n'empêchera pas un pays, le moment venu, d'agir dans le sens de ce qu'il perçoit alors comme étant dans son propre intérêt* » (R. Brender, communication personnelle, 6 février 2025). Autrement dit, même dans un contexte de dépendance, les États conservent une

certaine capacité d'agir, une marge d'autonomie qu'ils peuvent mobiliser lorsque les circonstances le permettent ou l'exigent.

Ce qui est en jeu, c'est donc moins une perte brutale de souveraineté qu'un ajustement progressif des politiques nationales à des priorités étrangères. Le Pakistan, en quête de stabilité, se montre alors pragmatique. Nowmay Opalinski rappelle :

« Il faut savoir que le Pakistan a été perfusé par l'aide militaire américaine pendant différent moment de son histoire. Et en fait, l'économie pakistanaise est extrêmement dépendante de ces flux économiques. » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

De plus, les marges de manœuvre pour sortir de cette dépendance sont faibles, mais pas inexistantes. Marie Hiliquin évoque la possibilité d'une « diversification », comme l'a fait le Kazakhstan. De plus, elle propose un possible rôle pour l'Union Européenne : *« (...) elle peut proposer une balance à la Chine dans ces pays-là. Pour des pays comme le Pakistan, des pays en Asie, du Sud-Est, l'Indonésie, le Kirgizstan, Djibouti »* (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025). Des investissements occidentaux permettrait en plus une meilleure régulation des investissements et un meilleur encadrement environnemental et social.

Toutefois, ces normes ne sont pas systématiquement imposées par les autorités pakistanaises elles-mêmes :

« Si on fait travailler 18 heures par jour pour un salaire de misère des travailleurs sur le port de Gwadar, la Chine n'aura pas de préoccupation d'ordre éthique, moral ou humanitaire. » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Section 2.3. : Une perception ambivalente de la Chine

Sur le terrain, la perception de l'influence chinoise est nuancée. Contrairement à une vision uniformément critique, les populations locales ne semblent pas percevoir négativement la Chine en tant que telle. Au contraire, c'est plutôt l'inefficacité ou la

corruption des autorités pakistanaises qui cristallise les critiques. « *Les Pakistanais ne perçoivent pas forcément l'enjeu de la dette à la Chine comme un problème majeur [...]. Pour eux, c'est un peu le fonctionnement habituel du pays* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025), explique Nowmay Opalinski.

Dans le Cachemire comme ailleurs, les attentes restent avant tout locales : les populations souhaitent un développement économique, un accès à l'emploi, à l'électricité, à des routes praticables. Leur principal problème n'est pas la Chine, mais l'armée pakistanaise, les coupures d'électricité, l'instabilité sécuritaire (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Section 3 : Vers un modèle de développement contesté - forces et failles du modèle chinois

Le cas pakistanais dans la Belt and Road Initiative s'inscrit dans une dynamique plus large d'expansion de l'influence chinoise dans les pays du Sud global. Cependant, à bien des égards, il se distingue de ses homologues d'Asie centrale, d'Afrique ou d'Amérique latine.

Dans plusieurs pays d'Asie centrale, notamment le Kirghizistan et le Kazakhstan, la Chine se heurte à une résistance populaire croissante. Des manifestations contre la montée en puissance chinoise, comme celles observées au Kazakhstan dans les années 2010, ont mis en lumière la défiance d'une partie de la population vis-à-vis d'une présence perçue comme intrusive, voire coloniale. Marie Hiliquin rappelle que dans ces pays, « *si un jour il y a un problème, la Chine dispose d'un très gros levier de pression* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025), notamment à travers le contrôle ou la mise sous tutelle d'infrastructures critiques comme les barrages ou les réseaux de distribution électrique.

À l'inverse, le Pakistan se montre historiquement plus favorable à l'influence chinoise : « *Alors, pour le Pakistan, c'est tout le contraire, si vous voulez. (...) On n'a pas*

considéré les investissements chinois comme un risque. On les a d'abord considérés comme une solution » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Cette analyse est également soutenue par Marie Hiliquin : *« Le développement du port de Gwadar, je pense que c'est quand même une très bonne chose. Il y avait un réel besoin de construction d'infrastructures, (...) »* (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Contrairement au Kirghizistan, où les investissements chinois suscitent des tensions identitaires et politiques, le Pakistan entretient une longue tradition de coopération stratégique avec Pékin, motivée en partie par son antagonisme avec l'Inde. L'initiative du CPEC n'est donc pas vécue comme une imposition extérieure, mais plutôt comme une co-construction — une distinction essentielle soulignée par Nowmay Opalinski :

« Les Pakistanais ne sont pas de simples spectateurs (...) il y a eu une concordance entre un besoin pour les pakistanais de se sortir de l'économie de guerre et de assainir en fait les fondations économiques du pays et en même temps une volonté de la Chine d'étendre ses investissements. » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Autre spécificité du Pakistan : la centralité de l'armée dans l'économie nationale. Si dans de nombreux États la société civile peut faire contrepoids aux orientations de politique étrangère, ce n'est pas le cas au Pakistan. Le contrôle exercé par l'armée sur des zones entières (comme le Cachemire pakistanais) rend tout débat public extrêmement limité, voire inexistant. L'absence de cadre démocratique fort accentue cette asymétrie décisionnelle.

Enfin, la Chine adapte son approche en fonction des terrains locaux. Au Kirghizistan, la BRI prend la forme d'infrastructures industrielles (routes, centrales), tandis qu'au Pakistan, elle cible d'abord l'énergie et les télécommunications :

« Vous avez une adaptation aussi de l'offre chinoise en fonction des contextes des différents pays dans lesquels la Chine investit et au Pakistan il y avait certains besoins et l'un des besoins premiers, c'était vraiment la question énergétique. » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Cette adaptabilité montre une compréhension fine des besoins locaux, mais souligne aussi une logique de segmentation stratégique — chaque pays étant intégré à la BRI pour servir des fonctions spécifiques dans l’agenda géopolitique chinois.

Section 4 : Le cas pakistanais dans la BRI : une singularité dans un projet global

Le modèle de développement porté par la Chine au Pakistan repose sur une promesse de transformation rapide, pilotée par les infrastructures. Toutefois, à moyen terme, de nombreux signes suggèrent un essoufflement de cette stratégie et la nécessité d’une réorientation.

Nowmay Opalinski décrit comment la première phase du CPEC — baptisée « Early Harvest » — s’est concentrée sur la production énergétique et les grands axes de transport. Ces efforts ont permis des gains immédiats : amélioration de la connectivité, augmentation de la production électrique, réduction des coupures. Mais la seconde phase, censée enclencher une industrialisation plus profonde, peine à démarrer. La création de zones économiques spéciales (ZES) reste marginale, freinée par l’instabilité politique et sécuritaire, mais aussi par la frilosité des entreprises chinoises à transférer des technologies sensibles ou à s’ancrer localement :

« Les Chinois, pour l'instant, n'ont pas transféré de technologie. Ce qu'ils ont fait, c'est que par exemple, ils ont construit des usines d'assemblage de téléphones portables au Pakistan. Mais en fait, ils n'ont pas construit l'ensemble du téléphone portable au Pakistan. Ils vont seulement les assemblés » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

De plus, les déséquilibres de la balance commerciale se creusent. Les produits chinois dominent les marchés pakistanais, mettant en péril le tissu industriel local. La promesse d’un développement inclusif ne se matérialise pas : comme le résume N. Opalinski, *« on est toujours sur de l’emploi assez peu qualifié »* (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

À cela s'ajoute la question de la dette. Le Pakistan, déjà sous assistance du FMI, ne peut s'endetter davantage sans risques systémiques. Le projet ML-ONE, par exemple — modernisation d'une ligne ferroviaire stratégique —, reste en suspens faute de financement. L'usure du modèle devient manifeste.

Toutefois, il serait réducteur de penser cette relation uniquement en termes d'asymétrie ou de domination unilatérale. Si le Pakistan est incontestablement dans une position de dépendance financière et stratégique, il n'en reste pas moins un acteur indispensable dans l'architecture géoéconomique chinoise. Comme le souligne à juste titre M. Hiliquin, la Chine a ses propres vulnérabilités :

« Mais la Chine a ce problème d'accessibilité. Et la Chine, elle voit la sécurité comme la multiplication de ses possibilités. C'est-à-dire que si on nous bloque à un moment le canal de Panama, il faut qu'on puisse continuer à envoyer nos marchandises » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Dans cette logique, le Pakistan joue un rôle de pivot. Le port de Gwadar, entièrement modernisé, ainsi que la rénovation des axes routiers vers la Chine via le corridor du Karakoram, offrent à Pékin une alternative terrestre précieuse pour l'acheminement de ses biens. En somme, le Pakistan constitue pour la Chine une pièce maîtresse dans sa quête de sécurité logistique et de diversification stratégique. Cette interdépendance, bien qu'inégale, confère au Pakistan une marge de négociation et une valeur géopolitique qu'il serait erroné de sous-estimer.

Cependant, avec le temps, certaines dynamiques ont évolué. Du côté chinois, l'enthousiasme initial a aussi décliné. Les attaques visant les ressortissants et les entreprises chinoises, notamment au Baloutchistan, ont refroidi Pékin (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Le gouvernement chinois, irrité par l'incapacité d'Islamabad à assurer la sécurité, a même envisagé l'envoi de sociétés militaires privées — une option politiquement explosive.

À terme, cette situation pose la question de la durabilité de la BRI au Pakistan. Faute de réorientation stratégique (notamment vers un développement plus équitable, intégré

et localisé), ce partenariat pourrait s'essouffler, voire se retourner contre ses promoteurs (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Section 5 : Perceptions idéologiques et soft power civilisationnel

L'un des enjeux sous-jacents de la Belt and Road Initiative au Pakistan réside dans sa dimension idéologique. En proposant un modèle de développement centré sur les infrastructures, rapide, et conditionné à une faible exigence en matière de droits humains ou de gouvernance, la Chine se positionne comme une alternative systémique au modèle occidental. Cette vision du développement, reposant davantage sur l'efficacité économique que sur des critères politiques ou normatifs, séduit de nombreux États du Sud global.

La Chine incarne ainsi, aux yeux de nombreux partenaires, une puissance pragmatique, non intrusive. Nashidil Rouiaï souligne que les autorités chinoises n'imposent pas de conditionnalités aux pays bénéficiaires de leurs projets : « *Si vous décidez d'améliorer les conditions, tant mieux, mais ce n'est pas leur souci* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). Cette flexibilité contraste fortement avec les exigences des bailleurs occidentaux, souvent perçues comme paternalistes. Marie Hiliquin l'exprime clairement : « *Les Européens, vous voulez tout faire à notre place, vous voulez décider, vous voulez nous expliquer comment faire. Les Chinois, ils arrivent, et OK, ils peuvent mal faire des choses, mais au moins, ils ne sont pas en train de nous expliquer la vie.* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Dans ce contexte, le Pakistan, pris dans une logique de court terme et confronté à une instabilité politique chronique, ne dispose pas des capacités institutionnelles nécessaires pour encadrer efficacement cette coopération. Comme l'explique Nowmay Opalinski : « *Les Pakistanais ne perçoivent pas forcément l'enjeu de la dette comme un problème majeur. Ils espèrent toujours pouvoir la renégocier* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Cette dépendance assumée permet à la Chine de se présenter comme une puissance en miroir de l'Occident : moins contraignante, plus rapide, plus souple. Elle s'appuie sur le récit du « rêve chinois »

pour proposer aux pays en développement une alternative à l'ordre libéral international.

Toutefois, cette alternative est loin d'être dépourvue d'ambiguïtés. Nashidil Rouiaï parle à ce titre d'un « *soft power tordu* », c'est-à-dire une influence qui repose sur des instruments de puissance traditionnelle — infrastructures, endettement, accès stratégique — tout en adoptant le langage de la coopération et du développement. Le Pakistan, dans ce schéma, fonctionne comme un laboratoire : un État vulnérable où l'influence chinoise peut s'exercer librement, mais dont les limites structurelles révèlent aussi les fragilités du modèle proposé.

Mais si la Chine propose un modèle alternatif à l'Occident, encore faut-il s'interroger sur la manière dont ce modèle est perçu par les populations concernées. Au Pakistan, cette perception est loin d'être homogène. Plusieurs témoignages recueillis révèlent un décalage net entre les élites et les populations locales. Comme le souligne Marie Hiliquin, « *les élites, elles ont tout intérêt à coopérer avec la Chine [...] parce que c'est financièrement intéressant pour elles* », tandis que « *les populations locales ne sont pas forcément ravies* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

Cependant, Nowmay Opalinski nuance cette analyse. Pour lui, les populations locales ne semblent pas percevoir négativement la Chine en tant que telle. Au contraire, c'est plutôt l'inefficacité ou la corruption des autorités pakistanaises qui cristallise les critiques. « *Les Pakistanais ne perçoivent pas forcément l'enjeu de la dette à la Chine comme un problème majeur [...]. Pour eux, c'est un peu le fonctionnement habituel du pays* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Ce constat montre bien que la Chine n'est pas toujours identifiée comme responsable directe des insuffisances du développement local — signe d'un *soft power* opérant mais indirect.

Dans le Cachemire comme ailleurs, les attentes restent donc avant tout locales : les populations souhaitent un développement économique, un accès à l'emploi, à

l'électricité, à des routes praticables. Leur principal problème n'est pas la Chine, mais l'armée pakistanaise, les coupures d'électricité, l'instabilité sécuritaire (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

De plus, sur le terrain, les effets du CPEC sont ambivalents. Nowmay Opalinski note que les infrastructures ont facilité la mobilité et permis l'émergence de petits commerces locaux, mais que l'élan initial du projet semble s'être essoufflé : « *Le CPEC était vraiment une opportunité majeure pour le Pakistan, mais le pays est un peu passé à côté* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Enfin, le Docteur Brender rappelle avec justesse que des projets de cette envergure ont des effets transformateurs profonds : « *Ça change la façon de vivre dans un pays.* » (R. Brender, communication personnelle, 6 février 2025). Il insiste sur la nécessité de répondre non seulement aux besoins des élites, mais aussi à « *l'aspiration du peuple* ». Dans cette perspective, la réussite ou l'échec du modèle chinois au Pakistan dépendra de sa capacité à se traduire en bénéfices concrets pour les populations, au-delà des promesses macroéconomiques ou diplomatiques.

Section 6 : Implications pour les relations indo-pakistanaïses

L'expansion des investissements chinois au Pakistan, notamment à travers le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), dépasse largement la simple coopération bilatérale : elle redessine les équilibres géopolitiques régionaux. Le CPEC, présenté comme une opportunité économique mais aussi politique pour le Pakistan, est perçu par l'Inde comme une menace stratégique directe. C'est ici que l'investissement chinois prend une dimension plus complexe qu'un simple prêt économique : « *Parce que le pays (N.B. : ici le Pakistan) avait un sentiment de vulnérabilité. On parle d'un symptôme « d'État assiégé » face à l'Inde.* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

L'un des points de tension majeurs réside dans le tracé de ce corridor, qui traverse le Gilgit-Baltistan, une région intégrée au Cachemire et donc revendiquée à la fois par Islamabad et New Delhi.

Pour Nowmay Opalinski, cette situation est limpide : « *La rénovation de cet axe routier [...], c'était une ligne rouge pour les Indiens* ». En effet, la présence chinoise dans cette région disputée est interprétée par l'Inde comme une contestation de sa souveraineté. Plus encore, l'amélioration des infrastructures est vue comme une potentielle capacité de déploiement militaire sino-pakistanaïs. Il explique : « *Les Indiens perçoivent ce qui se passe au Pakistan comme une continuité de la politique chinoise aux frontières de l'Inde* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

En somme, les investissements chinois ne sont pas politiquement neutres. Ils contribuent à renforcer une alliance stratégique sino-pakistanaise dans une région déjà fortement militarisée, accroissant la méfiance de l'Inde (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025). Cette dernière y voit une forme d'encerclement stratégique, alors que la Chine développe également des infrastructures dans le Tibet voisin. La rivalité sino-indienne, exacerbée par les affrontements frontaliers récurrents dans l'Himalaya, se projette ainsi dans les dynamiques du CPEC :

« (...) *un élément à prendre en compte dans le futur géopolitique de la Chine, cette montée en puissance d'une Inde plus dynamique d'un point de vue aussi population : une population qui est plus jeune, qui fait plus d'enfants. Donc voilà avec un renouvellement de la population plus importante, là où la Chine a quand même une population vieillissante avec un renouvellement qui est pas du tout assuré. Donc oui, si on se projette dans quelques décennies, c'est un concurrent sérieux effectivement.* » (N. Rouiaï, communication personnelle, 31 mars 2025).

Toutefois, il est essentiel de rappeler que la Chine ne détient pas une position de domination absolue dans cette relation. Comme le note Marie Hiliquin, « *la Chine a ce problème d'accessibilité* » et cherche à sécuriser ses routes commerciales en multipliant ses points d'accès stratégiques : « *Si on nous bloque à un moment le canal de Panama, il faut qu'on puisse continuer à envoyer nos marchandises. Et c'est là où les investissements au Pakistan sont vraiment pertinents : le port de Gwadar, les routes qui ont été refaites...* » (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025). Le

Pakistan joue donc un rôle pivot dans la stratégie logistique chinoise, notamment en lien avec la sécurisation de l'ouest chinois, comme le Xinjiang. Cette interdépendance logistique et géopolitique permet de relativiser l'idée d'un rapport de force totalement asymétrique.

Cependant, l'analyse doit rester nuancée. N. Opalinski ajoute que pour l'Inde, une Chine active économiquement au Pakistan n'est pas forcément problématique : « *Sur le plan économique, ce n'est pas forcément quelque chose de mauvais, parce que ça peut permettre de stabiliser le Pakistan* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). L'Inde, qui redoute un effondrement du Pakistan et ses conséquences sécuritaires, pourrait y voir un bénéfice indirect si les investissements chinois contribuent à une certaine pacification économique.

Cette position est également partagée par le Dr Brender, qui rappelle que « *un projet de cette envergure entraîne des conséquences majeures* », mais que son impact dépendra surtout de la gouvernance et de la capacité des États à faire respecter leurs priorités internes : « *Ça ne peut pas être seulement les aspirations de l'élite qui veut s'enrichir.* » Il souligne également que même si le CPEC crée des liens de dépendance, « *cela n'empêchera pas un pays, le moment venu, d'agir dans le sens de ce qu'il perçoit comme étant dans son intérêt* » (R. Brender, communication personnelle, 6 février 2025).

L'Inde n'est d'ailleurs pas la seule à envisager les investissements chinois comme un potentiel facteur de stabilisation. La Chine elle-même nourrit l'espoir que le CPEC contribuera à pacifier durablement le Pakistan, un pays voisin dont l'instabilité pourrait avoir des répercussions directes sur ses propres régions frontalières de l'Ouest — en particulier le Xinjiang (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025). Cette région, au cœur de tensions politiques et sécuritaires persistantes, représente un enjeu majeur pour Pékin, qui voit dans le développement économique régional une stratégie de prévention contre les mouvements séparatistes ou extrémistes (M. Hiliquin, communication personnelle, 20 février 2025).

En définitive, la stratégie chinoise au Pakistan produit des effets paradoxaux : elle alimente les tensions régionales tout en portant une promesse de stabilisation pour un pays historiquement instable. Le CPEC est ainsi un outil à double tranchant, dont la portée dépasse de loin le simple cadre économique. Ce projet semble donc être un savoureux — mais périlleux — mélange d'enjeux sécuritaires, logistiques et politiques, où s'entremêlent les ambitions de Pékin, les vulnérabilités du Pakistan, et les craintes géopolitiques de l'Inde.

Section 7 : Conclusion

L'analyse du rôle de la Chine au Pakistan, et plus particulièrement au Cachemire, met en lumière la complexité des logiques d'influence dans un pays marqué par une vulnérabilité structurelle. Le soft power chinois, tel qu'il est exercé à travers la Belt and Road Initiative, ne correspond pas au modèle classique proposé par Joseph Nye. Il s'agit d'un *soft power* hybride, articulant séduction, pression économique et logique d'interdépendance.

Ce pouvoir d'attraction trouve un terrain fertile au Pakistan, un État historiquement dépendant de soutiens extérieurs, et où les élites politiques, en quête de financement rapide, privilégient une logique de court terme. Comme le souligne Nowmay Opalinski : « *Ils sont toujours dans un calcul sur le court terme* ». Cette situation favorise la pénétration chinoise dans des secteurs stratégiques, sans toujours garantir de retombées locales significatives.

Les résultats de cette recherche permettent d'infirmer l'hypothèse de départ, qui postulait une perception négative de l'influence chinoise par les populations pakistanaïses. Sur le terrain, les critiques se concentrent davantage sur l'inefficacité des autorités pakistanaïses que sur la Chine elle-même. Comme le résume bien Nowmay Opalinski: « *Mais donc les Pakistanais vont plutôt avoir tendance, (...), à remettre la faute sur les Punjabis qui eux ont tiré des revenus de l'influence chinoise à leur détriment ou en les laissant de côté.* » (N. Opalinski, communication personnelle, 6 mars 2025).

Même au Cachemire, région hautement stratégique, les revendications ne portent pas prioritairement sur l'influence chinoise. Les problèmes majeurs restent l'insécurité, le contrôle militaire et l'absence d'opportunités économiques. La Chine est perçue comme un acteur extérieur puissant, mais pas nécessairement hostile.

Le CPEC illustre ainsi les tensions entre dépendance et développement. S'il peut participer à une forme de stabilisation régionale, il ancre aussi le Pakistan dans une relation d'asymétrie structurelle avec Pékin. Enfin, l'impact régional est indéniable : en modifiant les équilibres stratégiques en Asie du Sud, la Chine transforme aussi, indirectement, la dynamique indo-pakistanaise.

Chapitre 6 : Conclusion

Alors que s'achève ce mémoire, il convient de revenir sur les enseignements principaux de cette recherche, qui s'est attachée à comprendre comment les populations pakistanaises perçoivent aujourd'hui l'influence chinoise croissante dans leur pays, en particulier à travers les projets de la Belt and Road Initiative, dans le contexte post-COVID-19. Cette conclusion s'organise en trois temps : elle commence par une synthèse des résultats majeurs issus de l'analyse, se poursuit par une réflexion sur les limites méthodologiques et empiriques de l'étude, avant d'ouvrir sur quelques pistes de réflexion et recommandations pour des recherches futures.

Section 1 : Récapitulation des principales conclusions

Cette recherche a permis de mettre en lumière la nature hybride et ambivalente de l'influence chinoise dans le cadre de la Belt and Road Initiative (BRI), en particulier à travers le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC). Loin de se cantonner à une stratégie classique de soft power fondée sur l'attractivité culturelle, la Chine déploie une approche bien plus composite, mêlant instruments économiques, politiques et symboliques. Cette hybridation rend floue la frontière entre soft et hard power. Si la littérature académique tend globalement à qualifier la BRI de stratégie de soft power, plusieurs chercheurs nuancent cette lecture, la décrivant plutôt comme une forme de hard power "déguisé", réemballé sous une rhétorique de coopération pour éviter la perception d'une posture trop coercitive. Les entretiens menés dans le cadre de cette étude confirment cette ambiguïté : tous les experts interrogés s'accordent à parler de soft power, tout en reconnaissant des mécanismes de contrainte implicites.

Le cas du Pakistan illustre cette complexité avec acuité. Bien que les projets du CPEC répondent à des besoins réels de développement et soient majoritairement bien accueillis par les autorités pakistanaises, ils inscrivent le pays dans une logique de dépendance économique accrue. La Chine, en affichant une vision de partenariat gagnant-gagnant, parvient à renforcer son influence tout en conservant une image de bienfaiteur. Toutefois, cette stratégie d'interdépendance asymétrique réduit les marges

de manœuvre stratégiques d'Islamabad. Il est important de souligner que cette dépendance est rarement perçue comme un problème par les autorités pakistanaises, qui adoptent une posture pragmatique : la priorité donnée au développement à court terme et à la stabilité prime sur les considérations de souveraineté étatique, comme l'ont clairement montré les entretiens.

L'analyse révèle également que, malgré des investissements massifs, les retombées concrètes pour les populations locales restent limitées. Les infrastructures et projets énergétiques ont certes apporté certains bénéfices visibles, mais peu de transferts de compétences ou d'effets d'entraînement sur le tissu économique national ont été observés. De plus, la perception populaire de la Chine demeure ambivalente : si les avantages matériels sont appréciés, une méfiance diffuse persiste vis-à-vis de la présence étrangère et des déséquilibres qu'elle engendre, sans pour autant se transformer en hostilité ouverte.

Sur le plan géopolitique, la présence chinoise contribue à redessiner les équilibres stratégiques régionaux, notamment en accentuant les tensions entre le Pakistan et l'Inde. Le tracé du CPEC à travers le Cachemire contesté illustre à quel point ces projets, bien qu'économiques en apparence, sont profondément géopolitiques. Deux trajectoires se dessinent : soit la BRI contribue à stabiliser le Pakistan, ce qui pourrait bénéficier à l'ensemble de la région, y compris à l'Inde et à la Chine ; soit, au contraire, elle conforte Islamabad dans une posture de fermeté, voire d'agressivité stratégique. Les récents incidents armés dans la région semblent malheureusement valider cette seconde hypothèse. Ce constat souligne l'urgence de poursuivre les recherches dans cette zone, d'autant plus que les dynamiques locales peuvent rapidement évoluer et avoir des répercussions internationales majeures.

Enfin, cette étude a montré que le modèle chinois d'influence, reposant sur une faible conditionnalité politique et une forte capacité d'investissement, séduit de nombreux pays du Sud global. Toutefois, il reste dépendant de variables internes à la Chine — comme la stabilité économique et sociale — et exposé aux critiques croissantes sur les

enjeux de dette, de souveraineté et de durabilité environnementale. Ce modèle, s'il se veut alternatif, n'échappe pas aux tensions qu'il génère localement.

La BRI nous oblige donc à repenser les contours de l'influence : ni douce, ni dure, elle esquisse une forme de puissance intermédiaire, malléable et parfois opaque, qui redéfinit en profondeur les règles du jeu international.

Ainsi, l'hypothèse initiale selon laquelle l'influence chinoise au Pakistan serait perçue de manière globalement négative par les populations locales ne se confirme pas. L'analyse menée montre que cette perception est bien plus nuancée, voire distante. Pour une large part des personnes interrogées, les difficultés quotidiennes et les frustrations socio-économiques sont avant tout attribuées aux autorités pakistanaises elles-mêmes. La Chine, et notamment la Belt and Road Initiative, n'apparaît pas nécessairement comme une source directe de préoccupation ou de rejet. En définitive, c'est le régime pakistanais qui cristallise l'essentiel des critiques, reléguant l'acteur chinois à un rôle secondaire dans la lecture populaire des problèmes du pays.

Section 2 : Limites de l'étude

Malgré la rigueur méthodologique adoptée, plusieurs limites doivent être reconnues.

La première tient à la position sociale et académique de l'auteure. Formée dans une université catholique belge et issue d'un milieu privilégié, mon regard reste influencé par des cadres de pensée occidentaux, même si j'ai tenté de m'en distancier. Cette subjectivité n'invalide pas l'analyse, mais invite à l'interpréter comme un point de vue situé.

La deuxième limite découle du choix d'une approche qualitative. Si elle permet une compréhension nuancée des dynamiques d'influence et des logiques d'acteurs, elle repose inévitablement sur des interprétations subjectives. Le nombre d'entretiens, leur manque de parité, et le faible nombre de voix féminines dans l'échantillon constituent

des contraintes importantes. Malgré mes efforts pour inclure une diversité de perspectives, il a été difficile de mobiliser certaines catégories d'intervenants, en particulier des femmes expertes sur le sujet.

Troisièmement, l'absence d'accès direct au terrain pakistanais constitue une limite méthodologique majeure. L'analyse des perceptions locales s'est fondée sur des sources secondaires et les récits d'experts, ce qui crée une médiation supplémentaire dans l'interprétation. Enfin, le caractère évolutif des relations internationales impose de considérer certains résultats comme provisoires : l'instabilité géopolitique de la région pourrait rapidement invalider certaines hypothèses formulées ici.

Section 3 : Recommandations pour de futures recherches

À la lumière des constats établis et des limites rencontrées, plusieurs axes de recherche mériteraient d'être approfondis.

D'une part, un suivi longitudinal du CPEC permettrait de mieux évaluer les effets réels des investissements chinois au Pakistan, en dépassant les discours officiels. Il serait particulièrement pertinent de croiser analyses macroéconomiques et études de terrain pour comprendre l'impact de ces projets sur les inégalités, la gouvernance locale et la résilience économique.

D'autre part, il apparaît essentiel de s'intéresser de plus près aux perceptions des populations directement concernées. Une approche ethnographique, combinant entretiens, observations et enquêtes quantitatives, permettrait de mieux cerner les logiques d'acceptation ou de résistance à l'influence chinoise.

L'étude des effets différenciés selon le genre constitue également une piste encore largement inexplorée. La BRI, en tant que projet de transformation structurelle, affecte potentiellement les rôles sociaux, l'accès aux ressources ou les opportunités économiques de manière inégale selon le sexe. Ces enjeux, pourtant majeurs, restent absents de la majorité des analyses.

Enfin, une mise en perspective comparative avec d'autres stratégies d'influence (indienne, américaine, européenne) permettrait de mieux comprendre les recompositions en cours dans l'ordre mondial. Dans un monde marqué par l'affirmation d'une multipolarité assumée, les États intermédiaires comme le Pakistan se trouvent au cœur de dynamiques de compétition pour l'influence. Comprendre leurs choix stratégiques devient alors essentiel.

Alors que l'Inde et le Pakistan sont tous deux des puissances nucléaires, l'évolution de leur rivalité dans un contexte d'investissement chinois massif pose des questions de sécurité internationale majeures. Une escalade régionale pourrait avoir des répercussions bien au-delà de l'Asie du Sud, tant sur le plan économique que géopolitique. D'autant plus que des attaques ont eu lieu récemment dans la région du Cachemire, rappelant que ces tensions, loin d'être théoriques, s'inscrivent dans une actualité brûlante (*Cachemire*, 2025). Ces questions, que l'on pourrait considérer comme prospectives, s'inscrivent probablement dans un avenir plus proche qu'on ne le pense. Quelle sera la réaction des grandes puissances face à une déstabilisation potentielle ? La Chine, partie prenante et initiatrice du CPEC, pourrait-elle rester en retrait en cas de conflit ? Ces interrogations soulignent l'importance d'un suivi attentif et continu de cette zone stratégique.

En somme, cette étude ouvre une fenêtre sur un phénomène plus large : la transformation des modalités d'influence dans un monde en recomposition rapide. Le soft power chinois ne se laisse pas aisément classer dans les grilles traditionnelles ; il interroge, bouscule, et invite à repenser l'influence comme un processus d'interactions, de traductions et d'appropriations multiples. Comprendre ces dynamiques ne relève pas seulement d'un enjeu académique : c'est une nécessité pour anticiper les fractures et les reconfigurations de demain.

Dans un monde désormais marqué par l'affirmation d'une multipolarité assumée, où les grandes puissances s'efforcent de recomposer les réseaux d'influence et les normes

internationales, l'étude du soft power chinois apparaît comme un observatoire privilégié des mutations de l'ordre mondial. La capacité de la Chine à proposer une alternative crédible aux modèles traditionnels, mais aussi les résistances et adaptations qu'elle suscite au sein des sociétés locales, invitent à penser l'influence non plus comme une domination univoque, mais comme un processus d'interactions complexes, d'appropriations différenciées et de négociations permanentes. À l'avenir, comprendre ces dynamiques ne sera pas seulement un enjeu académique : ce sera une nécessité stratégique pour toutes celles et ceux qui, dans un monde en recomposition rapide, chercheront à anticiper les lignes de force de demain.

Bibliographie

- Akhtar, N., Khan, H. U., Jan, M. A., Pratt, C. B., & Jianfu, M. (2021). Exploring the Determinants of the China-Pakistan Economic Corridor and Its Impact on Local Communities. *SAGE Open*, 11(4), 215824402110571. <https://doi.org/10.1177/21582440211057127>
- Ali, M. (2018). Pakistan's quest for coal-based energy under the China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) : Implications for the environment. *Environmental Science and Pollution Research*, 25(32), 31935-31937. <https://doi.org/10.1007/s11356-018-3326-y>
- Angermuller, J. (2006). Chapitre 10. L'analyse qualitative et quasi qualitative des textes. In *La méthodologie qualitative* (p. 225-236). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.paill.2006.01.0225>
- Arnaud, A., & Livolsi, L. (2024). One Belt One Road : A new international flows architecture under the chinese influence. *Les Cahiers Scientifiques du Transport - Scientific Papers in Transportation, Unlabeled volume*, 11367. <https://doi.org/10.46298/cst-11367>
- Astarita, C., & Damiani, I. (2016). Géopolitique de la nouvelle route de la soie. *Géoeconomie*, 79(2), 57-94. <https://doi.org/10.3917/geoec.079.0057>
- Badiotal, N. (2019, décembre 3). Le Sri Lanka piégé par les crédits chinois. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Le-Sri-Lanka-piege-credits-chinois-2019-12-03-1201064175>
- Beston Husen, A. (2017). The Role of Soft Power in China's Foreign Policy in the 21st Century. *International Journal of Social Sciences & Educational Studies*, 3(3), 8.
- Bonomo, S. (2011). Sur la langue d'Edgar Morin. *Hermès, La Revue*, 60(2), 225-231. <https://doi.org/10.3917/herm.060.0225>
- Bougon, F. (2012, janvier 5). Pékin dénonce les « forces hostiles » de l'Occident qui menacent sa culture. https://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2012/01/05/pekin-denonce-les-forces-hostiles-de-l-occident-qui-menacent-sa-culture_1626180_3216.html
- Bouissou, J. (2017, août 8). Le Pakistan subjugué par la manne chinoise. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/festival/article/2017/08/08/le-pakistan-subjuguе-par-la-manne-chinoise_5169931_4415198.html

- Brender, R. (2025, février 6). *Les Nouvelles Routes de la Soie au prisme du soft power* [Communication personnelle].
- Cabestan, J.-P. (2019). Les nouvelles routes de la soie. *Études*, Décembre(12), 19-30. <https://doi.org/10.3917/etu.4266.0019>
- Cabestan, J.-P. (2022a). Chapitre 2. L'évolution de la politique étrangère chinoise depuis 2000. In *La politique internationale de la Chine: Vol. 3e éd.* (p. 57-124). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/la-politique-internationale-de-la-chine--9782724637908-p-57.htm>
- Cabestan, J.-P. (2022b). Conclusion. Intégration, volonté de puissance et risques de guerre. In *La politique internationale de la Chine: Vol. 3e éd.* (p. 603-623). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/la-politique-internationale-de-la-chine--9782724637908-p-603.htm>
- Cabestan, J.-P. (2022c). Introduction. In *La politique internationale de la Chine: Vol. 3e éd.* (p. 9-29). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/la-politique-internationale-de-la-chine--9782724637908-p-9.htm>
- Cachemire : En bombardant son voisin, l'Inde "instrumentalise une tragédie"*. (2025, mai 7). Courrier international. https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-pakistan-cachemire-en-bombardant-son-voisin-l-inde-instrumentalise-une-tragedie_230687
- Chellaney, B. (2017, janvier 23). *China's Debt-Trap Diplomacy | by Brahma Chellaney*. Project Syndicate. <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-one-belt-one-road-loans-debt-by-brahma-chellaney-2017-01>
- China to promote cultural soft power*. (s. d.). Consulté 16 janvier 2025, à l'adresse http://fj.china-embassy.gov.cn/eng/sgxw/201401/t20140101_880627.htm
- Chine | RSF*. (2025, janvier 8). <https://rsf.org/fr/pays/chine>
- Chine-Pakistan : Le port de Gwadar, «pièce essentielle» des «nouvelles routes de la soie»*. (2023, septembre 4). RFI. <https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20230907-chine-pakistan-le-port-de-gwadar-pi%C3%A8ce-essentielle-des-nouvelles-routes-de-la-soie>
- Christopher Walker, & Ludwig, J. (2017). *From « Soft Power » to Sharp Power"*. 6-25.
- Ciu, J. (2017, mai). *China, Pakistan plan to modernize vital railway link—Business—Chinadaily.com.cn*. https://www.chinadaily.com.cn/business/2017-05/15/content_29346858.htm

- Claverie, B. (2019). La Belt and Road Initiative : L'Europe, terminus du « rêve chinois » ? *Revue internationale et stratégique*, 116(4), 21-32. <https://doi.org/10.3917/ris.116.0021>
- Colin, S. (2018). Les motivations économiques et politiques. In *Images économiques du monde 2019* (p. 20-23). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.bost.2018.01.0020>
- Courmont, B. (2012). Le soft power chinois : Entre stratégie d'influence et affirmation de puissance. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 43(1), 287-309. <https://doi.org/10.3917/receo.431.0287>
- Courmont, B. (2023). *Géopolitiques des Mondes Asiatiques—40 fiches illustrées pour comprendre le monde* (1ère édition). Eyrolles.
- Courmont, B., Lasserre, F., & Mottet, É. (2023). Les nouvelles routes de la soie, dix ans après. *Futuribles*, 453(2), 63-75. <https://doi.org/10.3917/futur.453.0063>
- CPEC | China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) Secretariat Official Website. (s. d.). Consulté 18 février 2025, à l'adresse <https://cpec.gov.pk/>
- Creative, T. (s. d.). *Blue Dot Network*. Consulté 20 mars 2025, à l'adresse <https://www.bluedot-network.org>
- Crevier, G. (2018, décembre 4). *Baloutchistan : Un conflit méconnu qui s'éternise*. Perspective Monde. <https://perspective.usherbrooke.ca//bilan/servlet/BMAnalyse/2725>
- de Swielande, T. S., Orinx, K., & Peiffer, S. (2024). *La guerre cognitive au cœur de la stratégie chinoise de socialisation*.
- Di Meglio, J. F., & Gravereau, J. (2014). Les investissements chinois en Europe. *Géoéconomie*, 68(1), 51-66. <https://doi.org/10.3917/geoec.068.0051>
- Escande, P. (2024, novembre 15). « La Chine accroît sa présence en Amérique latine et éjecte progressivement de son traditionnel jardin l'ancien roi des Amériques, les Etats-Unis ». https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/11/15/la-chine-accroît-sa-presence-en-amerique-latine-et-ejecte-progressivement-de-son-traditionnel-jardin-l-ancien-roi-des-ameriques-les-etats-unis_6394980_3234.html
- Expert Anonyme. (2025, février 6). *Les Nouvelles Routes de la Soie au prisme du soft power* [Communication personnelle].

- Fabry, E. (2019, avril 8). *Europe-Chine : Répondre à la hauteur des enjeux*. Institut Jacques Delors. <https://institutdelors.eu/publications/europe-chine-repondre-a-la-hauteur-des-enjeux/>
- Fairbank, J. K. (2013). Introduction. Pour mieux comprendre l'histoire de la Chine. In *Histoire de la Chine* (p. 27-58). Tallandier. <https://www.cairn.info/histoire-de-la-chine--9791021001107-p-27.htm>
- Ferdinand, P. (2016). Westward ho-the China dream and 'one belt, one road' : Chinese foreign policy under Xi Jinping. *International Affairs*, 92(4), 941-957. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12660>
- Forbes. (2022, octobre 31). *Pakistan : L'urgence climatique*. Forbes France. <https://www.forbes.fr/?p=280562>
- Gautier, M. (2025, janvier 14). *Taux de croissance du PIB de la Chine 2023*. Statista. <https://fr.statista.com/statistiques/665400/taux-de-croissance-annuel-du-pib-chine/>
- Gazeau-Secret, A. (2013). « Soft power » : L'influence par la langue et la culture. *Revue internationale et stratégique*, 89(1), 103-110. <https://doi.org/10.3917/ris.089.0103>
- Gillabert, M., & Milani, P. (2017). Introduction : Modèles et contre-modèles transnationaux de diplomatie culturelle. *Relations internationales*, 169(1), 3-10. <https://doi.org/10.3917/ri.169.0003>
- Glebova, D. (2025, février 3). *Panama to end relationship with China's « Belt and Road Initiative »*. <https://nypost.com/2025/02/03/us-news/panama-to-end-relationship-with-chinas-belt-and-road-initiative/>
- Global Gateway—European Commission*. (2023, mars 1). https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_en
- GNTC. (s. d.). *Les nouvelles Routes de la Soie : Dix ans d'investissements, bilan et perspectives ? – GNTC | Groupement National des Transports Combinés*. Consulté 12 mars 2025, à l'adresse <https://gntc.fr/2024/01/les-nouvelles-routes-de-la-soie-dix-ans-dinvestissements-bilan-et-perspectives/>
- Goulard, S. (2017). Les routes de la Soie, un projet pour le monde. *Outre-Terre*, 50(1), 349-368. <https://doi.org/10.3917/oute1.050.0349>
- Goulard, S. (2018). L'Inde face aux nouvelles routes de la Soie. *Outre-Terre*, 5455(1), 289-305. <https://doi.org/10.3917/oute2.054.0289>

- Guixin, Z. (2008). *La démocratisation de l'enseignement supérieur en Chine. Synergies Chine*(3), 153-158.
- Haugaard, M. (2021). The four dimensions of power : Conflict and democracy. *Journal of Political Power*, 14(1), 153-175.
<https://doi.org/10.1080/2158379X.2021.1878411>
- Hess, A. (2024, janvier 24). *Investissements chinois dans les ports européens : L'UE sur le pont*. euronews. <https://fr.euronews.com/2024/01/24/investissements-chinois-dans-les-ports-europeens-lue-sur-le-pont>
- Hiliquin, M. (2025, février 20). *Les Nouvelles Routes de la Soie au prisme du soft power* [Communication personnelle].
- Huang, L., Lasserre, F., & Mottet, É. (2018). Nouvelles liaisons ferroviaires chinoises : Une entreprise stratégique. *Politique étrangère, Printemps*(1), 119-131.
<https://doi.org/10.3917/pe.181.0119>
- Jaffrelot, C. (2009). La question musulmane. *Revue Projet*, 310(3), 43-51.
<https://doi.org/10.3917/pro.310.0043>
- Jaffrelot, C., & Zérinini-Brotel, J. (2003). *La question du Cachemire après le 11 septembre et la nouvelle donne au Jammu et Cachemire*.
- Johnston. (2008). *Socialization in International Relations Theory*. Princeton University Press.
- Kataria, J. R., & Naveed, A. (2014). Pakistan-China Social and Economic Relations. *South Asian Studies*, 29(2), 395-410.
- Lamballe, A. (2025). La stratégie chinoise en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud. *Cahiers de Conflits*, 1, 35-43. <https://doi.org/10.3917/cdc.251.0035>
- Lasserre, F., Courmont, B., & Mottet, É. (2023, juin). *Les nouvelles routes de la soie : Une nouvelle forme de coopération multipolaire ?* (ISSN : 2492-7775) [Document]. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon.
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/nouvelles-routes-soie-bri-belt-and-road-initiative>
- Lasserre, F., Huang, L., & Mottet, É. (2020). *La dimension ferroviaire de l'initiative Belt and Road : Un puissant levier commercial et politique*.
- Lasserre, F., & Mottet, É. (2018). *L'Initiative Belt and Road, un outil géopolitique chinois ?* 4, 2-7.

- L'économie des nouvelles routes de la soie : Opportunités et risques liés aux corridors de transport.* (2019). World Bank. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/regional-integration/publication/belt-and-road-economics-opportunities-and-risks-of-transport-corridors>
- Lemercier, C., & Zalc, C. (2008). IV. Compter des mots, explorer des textes. *Repères*, 48-57.
- Lincot, E. (2019). Les nouvelles routes de la soie du numérique et le défi de l'intelligence artificielle. *NECTART*, 9(2), 146-153. <https://doi.org/10.3917/nect.009.0146>
- L'Italie se retire de l'accord avec la Chine sur les « nouvelles routes de la soie », colère de Pékin.* (2023, décembre 7). Le Nouvel Obs. <https://www.nouvelobs.com/monde/20231207.OBS81797/l-italie-se-retire-de-l-accord-avec-la-chine-sur-les-nouvelles-routes-de-la-soie-colere-de-pekin.html>
- Marie Hiliquin (ISSN : 2492-7775). (2024, novembre). [PloneAnnuaireContact]. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/a-propos/annuaire/hiliquin-marie>
- Marin, C., & Privat, F. (2020, avril 1). *Présence américaine dans le voisinage chinois.* Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/presence-us-chine>
- Matlock, J. (2005). George Kennan, diplomate et stratège. *Politique américaine*, 3(3), 73-88. <https://doi.org/10.3917/polam.003.0073>
- Mottet, É. (2020, novembre 5). *La stratégie indo-pacifique du Japon.* Areion24.news. <https://www.areion24.news/2020/11/05/la-strategie-indo-pacifique-du-japon/>
- Naravane, V. (2019, octobre 1). *Au Cachemire, l'hindouisme sabre au clair.* Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/10/NARAVANE/60460>
- Nashidil Rouiai (ISSN : 2492-7775). (2018, septembre). [PloneAnnuaireContact]. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/a-propos/annuaire/rouiai-nashidil>
- Ng Teng Fong—Sino group One Belt One Road Research Institute. (s. d.). Hong Kong Chu Hai College. Consulté 8 mai 2024, à l'adresse <https://obor.chuhai.edu.hk/>

- Nicolas, F. (2018). La puissance économique et financière chinoise. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres. In *Ramses 2019* (p. 100-105). Institut français des relations internationales. <https://doi.org/10.3917/ifri.demon.2018.01.0100>
- Nowmay Opalinski – Institut Français de Géopolitique. (s. d.). Consulté 31 mars 2025, à l'adresse https://www.geopolitique.net/our_team/nowmay-opalinski/
- Nye, J. S. (1990). Soft Power. *Slate Group, LLC*, 80, 153-171.
- observatoireenrs. (2023, octobre 26). *Au 3e Forum des routes de la soie, les 8 priorités annoncées par Xi Jinping*. Observatoire Français des Nouvelles Routes de la Soie. <https://observatoireenrs.com/2023/10/26/au-3e-forum-des-routes-de-la-soie-les-8-priorites-annoncees-par-xi-jinping/>
- OFNRS. (s. d.). Observatoire Français des Nouvelles Routes de la Soie. Consulté 2 mai 2024, à l'adresse <https://observatoireenrs.com/a-propos-ofnrs/>
- Opalinski, N. (2025, mars 6). *Les Nouvelles Routes de la Soie au prisme du soft power* [Communication personnelle].
- Pakistan PM Sharif welcomes IMF's \$7 billion funding agreement. (2024, septembre 25). *Reuters*. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/pakistan-wins-approval-imf-board-7-bln-bailout-bloomberg-reports-2024-09-25/>
- Pakistan Population (2024)—Worldometer. (s. d.). Consulté 8 mai 2024, à l'adresse <https://www.worldometers.info/world-population/pakistan-population/>
- Partition (de l'Inde et du Pakistan) (ISSN : 2492-7775). (2022, avril). [Terme]. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/partition>
- Pelaccia, T., Demeester, A., Maisonneuve, H., & Poteaux, N. (2018). Chapitre 10. Superviser un travail de recherche reposant sur une méthode qualitative. In *Comment (mieux) superviser les étudiants en sciences de la santé dans leurs stages et dans leurs activités de recherche ?* (p. 287-328). De Boeck Supérieur. <https://doi.org/10.3917/dbu.pelac.2018.01.0287>
- Peyre, N. (2024). Influence et diplomatie culturelle. *Dossiers Cairn*, 12. <https://shs.cairn.info/dossiers-2024-12-page-1>
- Pinguet, L. (2024, février 7). *CPEC - Corridor économique Chine-Pakistan, l'élève turbulent de la BRI*. Observatoire Français des Nouvelles Routes de la Soie. <https://observatoireenrs.com/2024/02/07/le-cpec-corridor-sino-pakistanais-eleve-turbulent-bri/>

- Racine, J.-L. (2020). La politique chinoise de l'Inde. Asymétrie et assertion. In *Annuaire français de relations internationales* (p. 461-476). Éditions Panthéon-Assas. <https://doi.org/10.3917/epas.ferna.2020.01.0461>
- Reinhold Brender—Institut Egmont. (s. d.). Consulté 31 mars 2025, à l'adresse <https://www.egmontinstitute.be/staff/reinhold-brender/>
- Rekacewicz, P. (2000, janvier 1). *Cachemire : Quelques repères*. Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/reperescachemire>
- Riga, D. (2022). Repenser la Belt and Road Initiative : Une lecture diachronique de la projection économique chinoise. *The Journal of Cross-Regional Dialogues/La Revue de dialogues inter-régionaux*. <https://doi.org/10.25518/2593-9483.228>
- Rolland, N. (2015). La nouvelle Route de la soie. Les ambitions chinoises en Eurasie. *Politique étrangère, Automne(3)*, 135-146. <https://doi.org/10.3917/pe.153.0135>
- Rouiaï, N. (2018). Sur les routes de l'influence : Forces et faiblesses du soft power chinois. *Géoconfluences*. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois>
- Rouiaï, N. (2024a, juillet). *Instituts Confucius* (ISSN : 2492-7775) [Terme]. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/instituts-confucius>
- Rouiaï, N. (2024b, décembre). *Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.)* (ISSN : 2492-7775) [Terme]. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie>
- Rouiaï, N. (2025, mars 31). *Les Nouvelles Routes de la Soie au prisme du soft power* [Communication personnelle].
- Routes de la soie, le Monopoly de Xi Jinping—Arte (2020). (2020). [Émission]. In *Le dessous des Cartes*. <https://www.arte.tv/fr/videos/091146-021-A/le-dessous-des-cartes/>
- Saad, A., Xinping, G., & Ijaz, M. (2019). China-Pakistan Economic Corridor and Its Influence on Perceived Economic and Social Goals : Implications for Social Policy Makers. *Sustainability*, 11(18), 4949. <https://doi.org/10.3390/su11184949>

- Saint-Mézard, I. (2019). Inde : Quelles stratégies face à la Chine ? *Hérodote*, 173(2), 29-48. <https://doi.org/10.3917/her.173.0029>
- Schulhof, V., Van Vuuren, D., & Kirchherr, J. (2022). The Belt and Road Initiative (BRI) : What Will it Look Like in the Future? *Technological Forecasting and Social Change*, 175, 121306. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2021.121306>
- Sécurité générale au Pakistan*. (2024, avril 23). SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement. <http://diplomatie.belgium.be/fr/pays/pakistan/voyager-au-pakistan-conseils-aux-voyageurs/securite-generale-au-pakistan>
- Shichor, Y. (2018). China's Belt and Road Initiative Revisited : Challenges and Ways Forward. *China Quarterly of International Strategic Studies*, 4(1), 39-53. <https://doi.org/10.1142/S237774001850001X>
- The World Bank. (2020). *South Caucasus and Central Asia : The Belt and Road Initiative Kazakhstan Country Case Study*.
- Thorez, J., Colin, S., & Savchuk, I. (2023). Le transport ferroviaire conteneurisé entre Chine et Europe: Un projet phare de la BRI face à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 12(1), 165-205. <https://doi.org/10.3917/receo1.541.0165>
- Tournier, M. (1984). *Les jaunes : Un mot-fantasme à la fin du 19e siècle*. <https://doi.org/10.3406/mots.1984.1143>
- Valantin, J.-M. (2022). Géopolitique de l'adaptation au changement climatique : La survie et la puissance des nations. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 106(2), 96-99. <https://doi.org/10.3917/re1.106.0096>
- Valley, J. F., Great Rift. (2024, août 13). *Kenyan train to nowhere reveals China's debt trap diplomacy*. <https://www.thetimes.com/world/africa/article/kenyan-train-to-nowhere-reveals-chinas-debt-trap-diplomacy-h2j0qrtqs>
- Vergne, C. (2025, février 19). *La tension entre la Russie et la Chine, et la guerre en Ukraine, impactent le commerce ferroviaire*. Geo.fr. <https://www.geo.fr/geopolitique/tensions-entre-russie-chine-et-guerre-en-ukraine-impacte-commerce-ferroviaire-223856>
- Vermander, B. (2003). La Chine et les Etats-Unis: partenaires et concurrents. *Études*, 399(11), 453-462. <https://doi.org/10.3917/etu.995.0453>
- Wilson, E. J. (2008). Hard Power, Soft Power, Smart Power. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616, 110-124.

- World Bank. (2019). *Belt and Road Economics : Opportunities and Risks of Transport Corridors*. World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1392-4>
- Xintian, Y. (2008). Soft Power Enhancement And China's External Strategy. *China international studies*, 12, 20-35.
- Zacharie, A. (2017, juin 29). *La nouvelle Route de la Soie : Le plan Marshall chinois*. CNCD-11.11.11. <https://www.cncd.be/La-nouvelle-Route-de-la-Soie-le>
- Zhide, H. (2016). A Corpus-Driven Analysis of Media Representations of the Chinese Dream. *International Journal of English Linguistics*, 6(1). <http://dx.doi.org/10.5539/ijel.v6n1p142>

Annexes

Tableau d'analyse croisée des interviews

TABLEAU D'ANALYSE CROISÉE DES INTERVIEWS			
THÈME		Points communs	Différences
NATURE DU PROJET BRI		Tous s'accordent pour dire que la BRI n'est pas seulement économique mais aussi politique. Marie Hiliquin : « Ce n'est pas qu'un projet économique, c'est évidemment un projet politique. » Nashidil Rouai : « C'est un projet pleinement géopolitique. »	N. Rouai insiste sur les dimensions sociales et culturelles, tandis que Dr. Brender reste plus centré sur le politique et l'économique.
SOFT POWER OU HARD POWER ?		Large consensus : la BRI est du hard power déguisé. Dr. Brender : « Je dirais pas soft power parce que c'est hard power. » Nashidil Rouai : « Les routes de la soie atteignent une sorte de "pic" du soft power, mais c'est surtout du hard déguisé. »	Nowmay Opalinski nuance : la dimension numérique donne aussi un soft power technique (cyber influence).
DEPENDANCES / "PIEGE DE LA DETTE"		Tous reconnaissent que la dépendance est un risque réel. Dr. Brender : « Et une fois une fois engagé dans ces très grands projets, c'est vrai, ils sont liés. Ça créé	Nowmay Opalinski nuance pour le Pakistan : « Alors, pour le Pakistan, c'est tout le contraire, si vous voulez. Il n'y a pas eu de... On n'a pas considéré les

	des dépendances comme je le disais. » Nashidil Rouai : « En fait, le seul moyen finalement, c'est d'être pleinement dans un développement qui n'aurait pas besoin de puissance étrangère pour exister. »	investissements chinois comme un risque. On les a d'abord considérés comme une solution. »
IMPACT SUR LES POPULATIONS LOCALES	Accord : peu de bénéfices pour les locaux au Pakistan et en Asie Centrale, et vision négative des chinois. M. Hiliquin : « ça créé du développement du côté chinois, mais pas du côté local. »	Nowmay Opalinski nuance : « Mais je pense qu'au Cachemire ils ne perçoivent pas forcément l'influence chinoise comme néfaste en fait, ils vont plutôt rejeter la faute de certaines politiques sur le gouvernement pakistanais. »
ACTEURS CHINOIS	Tous soulignent que la Chine n'est pas un bloc homogène. Nashidil : « Il y a des rivalités entre entreprises chinoises au Pakistan. »	Nowmay insiste beaucoup sur les stratégies divergentes dans le numérique, ce que les autres abordent moins.
REACTION INTERNATIONALE / INDE	Accord que l'Inde est réticente face à la BRI. Brender : « L'Inde est un acteur important et méfiant. »	Nowmay précise que le Cachemire est une zone très sensible pour l'Inde, ce qui amplifie les tensions locales.

STRATEGIE CHINOISE GLOBALE	Tous reconnaissent l'ambition chinoise d'être une puissance mondiale. Expert Anonyme : « Il faut replacer la BRI dans la stratégie globale de la Chine, qui va au-delà du projet. »	/
----------------------------------	---	---

Première interview – Docteur Brender

Moi :	Pouvez-vous vous présenter ? Comment vous en êtes arrivé jusqu'ici ? Et cetera.	
Intervenant :	Donc voilà, vous le savez, je suis un ancien fonctionnaire européen. Et donc je pense que, en ce qui concerne le thème que nous discutons, il y a deux aspects qui sont peut-être importants. C'est le premier, je connais très bien les relations extérieures de l'Europe, de l'intérieur. J'ai vraiment une bonne compréhension, je pense, du fonctionnement de la machine, des relations extérieures de l'Union européenne, notamment à Bruxelles. Et deuxièmement, en ce qui concerne maintenant le thème, je suis pas un spécialiste en « Belt and Road ». Certainement pas. Mais j'ai quand même eu une assez forte, comment dirais-je ? Plus qu'un contact ! J'ai vraiment été très exposé à toutes les questions concernant la Chine, parce que j'étais pendant 5 ans le chef de division pour les relations avec le Japon, la Corée du Nord, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays du Pacifique. Et pour tous ces pays, la Chine est un acteur qui compte et qui compte beaucoup même hein, donc. Et qui a un rôle et des difficultés aussi. Donc j'ai vraiment pendant les 5 années fortement exposés à toutes les questions qui concernent la Chine.	
Moi :	Qu'est-ce qui vous amène à travailler sur le sujet ?	
Intervenant :	Voilà, je travaille pas vraiment sur le sujet. Mais, je continue à m'intéresser à l'Indo-Pacifique je pense, et c'est vrai aussi. Et bien-sûr aux relations extérieures de l'Europe plus	

	généralement. Mais comme je te disais, je suis pas vraiment un spécialiste.	
Moi : Intervenant :	Mais est-ce que vous en aviez déjà entendu parler dans des recherches ? Parce que pour le Sud Global c'est quand même aussi un projet d'une grande ampleur... Oui, oui ! Bien -sûr !	
Moi : Intervenant :	Quels sont pour vous les objectifs principaux de ce projet ? Il y a certainement une dimension économique très importante pour commencer. Et bon, c'est dans l'intérêt de la Chine, mais c'est aussi dans l'intérêt des pays partenaires qui s'impliquent dans ce projet. Et donc je pense, il doit y avoir un bénéfice, sinon ça n'a pas d'intérêt, économiquement parlant. Et pour la Chine, la Chine est évidemment une toute grande puissance dans le domaine économique et dans le commerce international. Et donc il est capital pour la Chine d'être très bien relié au reste. Si vous regardez les chiffres des relations commerciales de la Chine avec le reste du monde, c'est un acteur de tout premier plan, tout tout premier plan. Donc je pense que la question de la connectivité, et bien sûr de la Belt and Road, c'est un projet phare dans ce domaine-là. Peut-être le plus important même ! Et donc c'est clair que ça c'est capital pour le développement économique de la Chine en général. Mais aussi, quand on regarde la situation actuelle, et c'est peut-être pour vous intéressant aussi de regarder cette question : la Chine a quand même des difficultés à trouver des marchés pour ces marchandises, hein ! Parce que la Chine est dans une situation économique actuellement qui n'est pas la meilleure et ils cherchent des débouchés. Et je pense, avec maintenant, si on regarde, voilà, les derniers événements avec l'élection de Trump, le marché américain n'est plus si facilement accessible, donc les autres pays gagnent en importance, y compris l'Europe. D'ailleurs la Chine fait la Cour à l'Europe aussi hein ! C'est clair ! La Chine souhaite que l'Europe se dissocie des États-Unis. Et donc ils aimeraient bien faire plus de commerce avec nous aussi. Mais nous, en tant qu'Europe, nous avons aussi nos problèmes avec la Chine. Mais donc le contexte est économique d'abord, mais après dans un deuxième volet il est clairement politique aussi. C'est clair. C'est un projet qui a une importance politique	<i>Nature du projet de la BRI</i> <i>Chine = grande puissance</i> <i>Rapport Chine et Europe</i> <i>Nature du projet de la BRI</i> <i>Dépendance à la Chine</i> <i>Conditions de financements et piège de la dette</i> <i>Soft power – hard power chinois</i>

	parce que ça renforce les liens de la Chine avec les pays concernés, et même au-delà. Et ça donne aussi un levier à la Chine, parce que dans certains pays, notamment le Pakistan, les projets ont une dimension extraordinairement grande. Et la Chine est aussi impliquée dans leur financement, on le sait très bien et donc ça donne un levier de tout premier plan. Et parce que c'est la concrétisation des liens commerciaux. C'est très concret et voilà. Donc c'est clairement aussi politique. Il y a aussi une dépendance qui est créée, clairement. Parce que une fois engagé dans ce projet-là, il n'est pas facile d'en sortir. Ça renforce les liens existants, parfois même beaucoup, je pense. Et en même temps ça crée une dépendance par rapport à la Chine aussi hein. Et ça donne un levier aussi par le financement. Parce que le financement et les conditions de financement, c'est opaque. Il semblerait même que la Chine, dans certains cas, puisse demander que les dettes soient payées immédiatement, même les extraordinaires. Donc, c'est clairement aussi politique et au sens large, c'est peut-être le troisième volet : c'est clairement aussi quelque chose qui contribue au, je dirais pas soft power parce que c'est hard power, mais quand même au rayonnement de la Chine hein. C'est comprendre que la Chine était un acteur de tout premier plan dans le monde. Et maintenant quand on regarde, quand on fait un pas en arrière, je pense, qu'il est vraiment important de voir que la Chine a essentiellement un objectif majeur : c'est de se placer, hisser, au tout premier rang des puissances du monde, à égalité avec les États-Unis, et même peut être vouloir les dépasser. Mais à ce stade, là aussi, il faut être réaliste je pense. Actuellement, je pense ça se joue essentiellement dans l'espace indo-Pacifique. La Chine est très bien connectée aussi avec l'Afrique, je le sais très bien, et aussi avec l'Amérique latine. Mais néanmoins, en ce qui concerne l'intention de vouloir évincer les États-Unis, ça se focalise sur l'espace indopacifique, parce que les Américains sont la puissance numéro un dans cette région. Et c'est quelque chose qui gêne la Chine. Beaucoup. Et ils veulent que ça change et que la Chine soit la force dominante, au moins dans cette région, dans une première étape, peut-être même au plan	<i>Ambitions chinoises</i>
--	---	-----------------------------------

	mondial, ultérieurement. Et donc, on doit avoir ça à la tête quand on regarde ce très grand projet, je pense. Parce que clairement il y a ce contexte qui est très important. Il y a une vision et une visée qui vraiment est ultimement géopolitique.	
Moi : Intervenant :	Et est-ce que pour vous cette montée, cette volonté de montée en puissance, ne pourrait pas être entravée par l'Inde qui essaie aussi de s'imposer comme un acteur ? Oui ! ah oui ! Absolument, la Chine n'est pas seule ! Là il faut être réaliste aussi. Donc, je pense que l'observation principale est de dire que la Chine et les États-Unis ne sont pas seuls dans le monde. Ce sont vraiment les deux forces dominantes actuellement, je pense. Mais il y a un certain nombre d'acteurs, notamment le Sud Global. C'est essentiellement le Sud Global. Ce sont des pays qui revendiquent leur propre rôle et qui ne s'alignent pas avec un des deux grands camps, l'Inde en fait partie, mais il y en a d'autres : il y en a l'Indonésie, il y a l'Afrique du Sud, il y a le Brésil, et cetera. Donc c'est vrai, ces pays-là, effectivement aujourd'hui, ils prennent les décisions au cas par cas. Ils ne s'alignent pas dans la durée avec un des dans camps. Mais en ce qui concerne l'Inde, l'Inde est quand même un très grand acteur. C'est le même nombre d'habitants que la Chine, mais en termes d'économie bien sûr, c'est pas du tout au même niveau encore. Donc ce n'est pas la même « hauteur », je pense pas. Mais c'est un acteur important. Il y a une certaine rivalité. La Chine essaie de se positionner en tant que chef de file pour le Sud Global. Mais l'Inde, aussi. Et y en a d'autres, c'est ouvert. Qui est chef de file ? Est-ce qu'il y a un chef de file ? Est-ce que c'est acceptable ? Mais la Chine souhaite, je pense, le faire. Mais l'Inde est un acteur, certainement, et je sais très bien qu'il y a des relations très difficiles avec entre l'Inde et la Chine. D'ailleurs, voilà les pays avec lesquels j'ai travaillé : c'était la Corée du Sud, c'était le Japon, c'était d'ailleurs la Corée du Nord (mais ça je compte pas vraiment), c'était l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les pays du Pacifiques, et on peut aller plus loin. Mais pour tous ces pays-là, la Chine est le premier partenaire économique. D'ailleurs aussi pour l'Europe et d'ailleurs aussi pour les États-Unis. Donc on est tous dans la même situation, on a la Chine comme partenaire	<i>Concurrents de la Chine</i> <i>La Chine plus « puissante » que l'Inde</i> <i>Relations partenaires et Chine</i>

	principal. Mais c'est un prix avec lequel presque tous, tous les partenaires ont des problèmes.	
Moi : Intervenant :	Mais oui mais d'un autre côté, enfin moi j'ai ce ressenti-là, que tous ces pays plutôt émergents je veux dire, le Pakistan etc qui ne s'alignent pas forcément avec le modèle occidental, sa seule autre solution qu'ils ont c'est d'aller vers la Chine. Donc oui, c'est un acteur qui est problématique, mais d'un autre côté, à court terme, ça leur apporte quand même énormément d'avantages économiques, politiques et même au niveau social. Je veux dire, quand on voit les infrastructures qu'ils aident à construire, pour un pays comme le Pakistan, je pense que c'est extrêmement important. Je suis tout à fait d'accord. C'est vrai. Et une fois une fois engagé dans ces très grands projets, c'est vrai, ils sont liés. Ça crée des dépendances comme je le disais. Mais en même temps ça n'empêchera pas un pays de, le moment donné, essayer d'agir dans le sens de ce qu'il perçoit, à ce moment, comme étant dans ses intérêts. Donc je pense, aujourd'hui, on est vraiment dans une situation où les pays du Sud Global ne s'alignent pas dans la durée, forcément. Mais c'est vrai, j'avoue, c'est un projet qui crée des dépendances, qui rend cela difficile.	<i>Réaction des partenaires à la dépendance à la Chine</i>
Moi : Intervenant :	Mais donc sur le long terme, est ce que vous pensez que ces dépendances vont de plus en plus se marquer et donc ça sera de plus en plus difficile pour eux de pouvoir se détacher ? C'est la grande question, c'est la grande question ! Ça dépend de plusieurs facteurs je pense. Ça dépend : Premièrement évidemment de la Chine elle-même. Parce que on a vu, si je ne me trompe pas, l'investissement de la Chine dans la BRI a plafonné, ça n'augmente pas. Donc la Chine est en train, je pense, de réévaluer elle-même son engagement, et est-ce qu'elle veut continuer ? Est-ce qu'elle va continuer ? C'est un très grand projet, c'est plus de 1000 milliards. Ça dépend de la Chine. Et ça dépend aussi d'autres options, qui à la limite vont exister ; C'est-à-dire le Global Gateway. La visée c'est de faire quelque chose de similaire, c'est encore au début, donc c'est ambitieux. D'ailleurs le G 7, il a aussi son initiative. Bon, il y a plusieurs initiatives. L'Inde a aussi lancé, je pense, une initiative	<i>Difficultés de la Chine concernant la BRI</i> <i>Réaction de l'Inde</i>

	engageant l'Afrique, non ? Il y a vraiment, quand on regarde de plus près, il y a une demi-douzaine de de projets visant à établir, à renforcer la connexion entre les pays. Donc il y a une concurrence et ça dépend un peu aussi de la concurrence, comment elle se développe ? Global Gateway, il y a beaucoup de questions, c'est un peu tout à la fois : c'est un projet de connexion, mais en même temps de développement, ça va dans beaucoup de sens et ce n'est pas encore tout à fait clair où ça va aller. Donc ça dépend de la Chine et ça dépend du contexte. Et ça dépend aussi d'ailleurs du contexte politique hein. Il ne faut pas oublier le contexte politique. On ne sait pas où on va avec les relations avec les Etats-Unis sous Trump et la Chine. La qualité de cette relation va avoir un impact sur beaucoup de choses. Le contexte est peu prévisible, c'est ce que je veux dire. Le contexte global, actuellement, et fortement « en flux », le contexte bouge. Donc ça dépend de la Chine, ça dépend de l'offre de la concurrence, y compris de Global Gateway et y en a d'autres, et ça dépend du contexte politique. Et en ce qui concerne l'Europe, j'aurais dû ajouter ça avec le Global Gateway, l'Europe a énormément, et je pense c'est vraiment une question très importante quand on regarde la situation actuelle. On aura, je pense au mois de février, la Commission va faire la proposition pour le budget à venir pour l'Union Européenne. Et donc on aura une discussion qui sera très vive, j'en suis certain. Il y a beaucoup de priorités dans le financement : il a la sécurité, l'Europe veut renforcer sa sécurité, ça coûte beaucoup d'argent, on sait très bien. On veut renforcer la coopération entre les industries d'armement en Europe, et cetera, et en général tout le monde doit augmenter la contribution. On le sait très bien, à tout le débat autour des 2% ou 5% du BNP. Et donc leur sécurité coûte beaucoup d'argent. Le changement climatique coûte encore beaucoup d'argent. C'est un grand débat avec les pays en voie de développement et les autres. Qui financent quoi ? On a l'Europe veut lancer, vous avez vu là il y a quelque jours on a lancé le grand projet pour renforcer la capacité d'être concurrentiel au niveau mondial. On veut investir dans l'industrie, dans l'intelligence artificielle, et	<i>Difficultés de la Chine concernant la BRI</i>
--	---	---

	posez, elle est pertinente, elle est légitime. Néanmoins, même la Chine reconnaît que sa contribution est nécessaire. Donc je pense, in fine, je l'espère au moins, on va arriver à un compromis. On doit trouver un compromis qui permet aux pays qui ont besoin de, peut-être à ce stade encore, se développer et peser plus sur l'environnement, de le faire. Mais dans certaines limites. Et aussi avec un financement pour les aider.	
Moi : Intervenant :	Et alors, pour les populations locales. Est-ce que pour vous ce genre d'initiative ça peut être perçu comme une opportunité ou contraire avoir des conséquences désastreuses ? Que ce soit pour leur culture, leur environnement ou leurs habitudes de vie ? Oui. Bien sûr, tout ça est possible, évidemment. Je m'imagine, c'est un méga projet au Pakistan donc je pense, c'est 60 milliards. Et l'infrastructure ça un impact très lourd sur le pays hein, y compris sur l'industrie et c'est souhaité, partiellement au moins, parce qu'on veut en bénéficier. Clairement un projet de cette envergure entraîne des conséquences. Et évidemment, ça dépend du projet et de la bonne gestion de ce projet. Que ça soit en conformité avec les aspirations des pays qui, je l'espère, va prendre en compte les aspirations du peuple. Ça ne peut pas être seulement les aspirations de l'élite qui veut s'enrichir. Donc, je pense, évidemment, de tels projets, logiquement et inévitablement, entraînent des conséquences majeures. Sur le plan économique, sur le plan politique probablement aussi, et sur le plan civilisationnel. Parce que ça change la façon de vivre dans un pays. Il faut les gérer intelligemment, leur expliquer comment faire.	<i>Conséquences de la BRI sur les pays partenaires</i>
Moi : Intervenant :	Oui, OK parfait merci ! Je ne sais pas ,pour moi là j'ai plus ou moins tout. Je ne sais pas si vous vouliez aborder une un sujet auquel on n'aurait pas encore mentionné ou quoi ? Oui, peut-être. Il faut vraiment voir que, je pense, la Chine est engagée vraiment dans un effort d'envergure de se hisser au tout premier plan, qui a beaucoup d'aspects. Qui a un aspect Belt and Road, mais qui a un aspect renforcement militaire extraordinaire (l'armement des sous-marins, la puissance nucléaire quia un volet engagement aux Nations Unies avec toutes sortes	<i>Le rêve chinois et les projets pour y arriver</i>

	d'instruments pour essayer de renforcer ça), il y a aussi un aspect Taïwan et cetera. Donc il y a toute une panoplie d'aspects de cette volonté de la Chine de se hisser au tout premier plan. Et la Chine a notamment lancé aussi trois initiatives : Le Global Development Initiative, le Global Security Initiative et le Global Civilisation Initiative. Qui sont un peu flous, mais qui marquent clairement l'ambition de la Chine d'être vraiment un pays qui pèse sur ces éléments, sur le développement, sur la sécurité dans le monde et sur, même, les aspects civilisationnels. Donc on a vraiment l'ambition extraordinairement grande qui est visible ici. Je pense qu'il faut voir un tel projet dans ce contexte-là, oui.	
--	---	--

Deuxième interview - expert anonyme

Moi :	Quelle est votre vision sur le long terme de projet ? Au niveau des populations locales pakistanaises, etc. ? Qu'est-ce que ce grand projet d'envergure peut représenter pour les populations ?	
Intervenant :	Moi je travaille sur les pays ex-soviétiques. Donc je ne suis pas spécialiste du Pakistan. Mais je pense que vous devez être attentive sur plusieurs points : il y a le projet BRI depuis une dizaine d'années. Mais que la Chine a eu auparavant une politique vis-à-vis des pays qui l'entoure. Ce n'est pas nouveau. Ça c'est le premier point. Et le second point, c'est d'être bien attentive sur le fait que la politique chinoise ne se réduit pas à la BRI. Il y a beaucoup plus, toute une série de projets, y compris dans les infrastructures, qui ne sont pas labélisés BRI, qui ne participent pas à la BRI, etc. Et inversement, il y a des projets qui ont été labellisés BRI a posteriori. Il faut en être bien conscient. Ne pas penser tout en termes de BRI, et ne pas penser qu'il n'y avait rien avant la BRI.	
Moi :	Au début, on présente la BRI comme un projet purement économique, avec les accès que cela va créer. Mais quand on regarde toute l'influence que ça peut apporter à la puissance chinoise, on parle parfois de « diplomatie culturelle ». Comment le voyez-vous dans vos travaux ?	<i>Nature du projet de la BRI</i>
Intervenant :	Alors sur la BRI vous savez, il y a eu différentes interprétations. Mais je crois	

	qu'il y a quand même un consensus qui est visible dans la communauté des chercheurs pour considérer que ce n'est pas qu'un projet économique, c'est évidemment un projet politique. Certaines aussi, géographes, considèrent aussi que c'est un projet géographique ; je vous renvoie sur un de mes numéros spécial avec Sébastien Colin sur la BRI en Eurasie (...). Certains ont tendance, fin, une majorité en fait, à prendre en considération la partie politique aussi de ce projet.	
Moi : Intervenant :	Est-ce que dans vos études il y a des points qui reviennent souvent au niveau de l'impact de cette BRI ? ou au contraire, chaque pays à ses spécificités ? Non, il y a des points communs. S'agissant des pays d'Asie-Centrale, la Chine est devenue depuis au moins une vingtaine d'années un acteur, politique et économique, de premier rang dans la région. C'est vraiment un acteur essentiel. Et pour différentes raisons, les relations les plus étroites sont avec le Kazakhstan. Plus étroites ou du moins, les plus développés, notamment au niveau économique. Ce qu'on constate c'est qu'il y a de nombreuses initiatives (qu'elles soient dans la BRI ou pas) qui impliquent les pays de centre asiatique. Un point sur lequel il faut être vigilant, c'est sur le fait que les réceptions du projet chinois diffèrent selon les strates de la société. En gros les élites de centre asiatique entretiennent des relations étroites maintenant avec les élites politiques chinoises. Et donc soutiennent les différents partenariats. Notamment au Kazakhstan, vous avez des opinions publiques qui sont plus réservées, avec des tranches de la population qui sont franchement hostiles. Pour différentes raisons : une peur ancestrale de la Chine, la politique qui est menée contre les ouïghours, les affirmations nationalistes qui s'expriment à cause de la peur de voir la Chine mettre la main sur une partie du territoire, sur les ressources, etc.	
Moi : Intervenant :	Est-ce qu'il y a une contrainte, au niveau des populations locales, d'un changement dans leur mode de vie ? Alors non en Asie-Centrale, je ne pense pas que ça importe. Il n'y a pas d'oppositions	

	claires vis-à-vis de cela. Après, je ne suis pas certain, il faut vérifier.	
--	---	--

Troisième interview – Marie Hiliquin

Moi :	Du coup pour commencer j'aurais aimé savoir un peu pour le moment quel est votre poste et quel est vraiment votre domaine d'expertise ?	
Intervenant :	Alors, je vais commencer par le début. Donc moi, j'ai soutenu ma thèse à l'université de Lille, dans un laboratoire de géographie, d'urbanisme et d'aménagement. Donc j'ai un prisme un peu différent de la plupart des gens qui étudient les routes de la soie. Et ma thèse, elle portait sur les nouvelles routes de la soie et leur impact en Asie centrale principalement. Donc je devais partir faire du terrain en Chine en mars 2020. Donc évidemment pas possible. Je fais partie de cette génération de chercheurs qui ont eu des terrains empêchés avec la guerre en Ukraine, les révoltes au Kazakhstan 2022, le COVID, etc. J'en oublie sûrement. Mais bon voilà ça n'a pas été sans peine. Et donc c'est pour ça que je me suis principalement intéressée à l'Asie centrale et à la frontière entre la Chine et le Kazakhstan. De toute façon je n'aurais pas pu aller dans le Xinjiang, pour des raisons très évidentes. Et je travaille aussi sur les questions de population ouïgoure. Mais pas sous le prisme, alors évidemment, la question du génocide se pose forcément. Mais moi, je travaille plus sur comment des corridors de développement et des infrastructures créent des déplacements de population. Qui est un prisme très courant en Chine. Le barrage des trois gorges, etc. Voilà, c'est pas leur premier, leur premier essai. Donc suite à cette thèse, à l'origine, je voulais aussi m'intéresser à l'intégralité de ces routes de la soie terrestre. Mais quand on commence une thèse, on est toujours très ambitieux. Donc de la Chine donc de Xinjiang, Xunxing, Chengdu, jusqu'à l'Europe. Donc je m'intéressais beaucoup à Duisbourg. Et bon, il faut bien restreindre un peu ces périmètres de recherche, ça c'est déjà très ambitieux. Il y a beaucoup de gens qui travaillent déjà sur la BR en Europe de l'Est en plus. Voilà et donc là je m'intéresse à un tout autre sujet. Donc je suis en post-doctorat à IRCM. Donc IRCM, c'est l'Institut de recherche	

	stratégique de l'école militaire qui a ouvert une filiale, des bureaux à Bruxelles en février l'année dernière, ça fait un an et donc là je travaille sur comment les Chinois investissent dans les secteurs stratégiques pour l'Union européenne. Dans l'Union européenne, donc majoritairement sur les productions de batteries électriques, qui est le sujet le brûlant d'actualité en ce moment. Donc comment est-ce que les Chinois investissent, c'est-à-dire comment est-ce qu'ils choisissent les endroits et est-ce qu'ils ont des schémas d'investissement ? Comment est-ce qu'ils décident d'aller dans le nord de la France ou en Allemagne, ou en Hongrie ? C'est les 3 terrains d'études et donc pour le moment j'en suis là donc. Et j'organise de séminaires à l'IRCEM Europe et le fait d'être à Bruxelles, c'est évidemment très utile pour moi parce que j'ai accès à beaucoup d'acteurs très pertinents.	
Moi : Intervenant :	Mais du coup, comment est-ce que vous décririez vous les objectifs principaux en fait, de ces nouvelles routes de la soie ? Est-ce que pour vous c'est plutôt davantage géopolitique, économique, culturelle ? Alors, pour comprendre les routes de la soie, il y a une chose principale au début, c'est qu'il n'y a pas de document de planification de la BRI. Il n'y a rien qui a été publié par le gouvernement chinois là-dessus. Donc, pour comprendre comment elle fonctionne, il faut regarder la planification à l'échelle du gouvernement dans les plans quinquennaux. Les plans quinquennaux depuis 2011. Et on voit l'importance que les routes de la soie prennent dans ces documents au fur et à mesure. Et quand on s'attache à ces documents quinquennaux, on comprend que c'est avant tout un outil de planification national, les routes de la soie. L'objectif c'est d'abord, mais ça j'en parle dans mon article sur géoconfluence je pense, donc de désengorger les côtes est du littoral et de favoriser le dynamisme dans la province de Xinjiang. Donc dans le centre de la Chine, ils y arrivent très très bien, Xunxing est même passé première ville du pays maintenant. Donc dans le centre, c'est très efficace, des super corridors de développement autour des grandes villes, on voit qu'il y a des zones de logistique très efficaces.	<i>La création de la BRI</i> <i>Objectifs de la BRI</i> <i>Objectifs de la BRI</i>

	été refaites. Après, il faut quand même passer par les routes de Karakorum qui sont dans les montagnes. Mais les Chinois ont été capables de mettre une liaison ferroviaire au Tibet, à je ne sais plus combien de mètres d'altitude, avec des masques à oxygène à l'intérieur du train. Les défis techniques, ils savent les relever. Après, c'est toujours la viabilité de ces projets et leur durabilité, moi qui me questionne. Est-ce qu'on prend une voie de chemin de fer pour 10 ans ou pour 100 ans? Avec les éboulements de terrain, les risques géomorphologiques, forcément, moi ça m'interroge toujours. Après, je ne suis pas ingénieur, mais on sait que les éboulements de terrain vont poser problème sur ce type d'infrastructure à long terme. Donc la question initiale, quels sont les principaux défis? Les principaux défis, c'est de multiplier les sources, de multiplier les partenariats possibles. Et là, à long terme, cette rivalité Chine-États-Unis, c'est un grand point d'interrogation. On attend tous de voir ce qui va se passer. Il est peut-être question que Xi Jinping aille voir Trump aux États-Unis, rende une visite officielle, on va voir. Sur ce sujet-là, il y a Stéphanie Balm et Alice Ekman qui ont fait une émission sur France Inter, je crois, lundi, qui était excellente, je vous la recommande.	<i>Défis dans la construction de la BRI</i> <i>Défis de la BRI</i> <i>Rivalité US-Chine</i>
Moi : Intervenant :	Mais enfin là au niveau des défis techniques, je comprends, mais j'ai aussi lu pas mal de choses vis-à-vis aussi du piège de la dette et notamment pour des pays comme le Pakistan qui voilà au niveau de son PIB c'est pas waouh et quand on a la Chine qui arrive avec des belles infrastructures et des belles promesses comme ça, il y a peut-être ce revirement aussi où ils prennent les comptes et puis une dépendance du coup qui devient de plus en plus accrue. Quels sont les risques pour ce genre de pays en fait? Alors là effectivement c'est pas les défis pour la Chine, c'est les défis pour les pays récipiendaires. Donc pour le Pakistan je connais pas les chiffres mais il me semble que c'est peut-être le premier, je crois que la Chine est le premier créancier du Pakistan. Les chiffres bougent souvent. Je peux vous	<i>Défis pour les pays membres de la BRI</i>

	parler par contre du Kirghizistan, où je connais mieux les chiffres. La Chine détient 40% de la dette du Kirghizistan. C'est énorme. PIFCAC a demandé à ce qu'on ait un report des créances que la place dans des projets vers développement durable. La Chine a refusé. Ils ont proposés des investissements à la place dans des projets verts, développement durables, etc. La Chine a fait « bof, pas fou ». Donc là, le Kirgizstan doit rembourser à la Chine. Ça va être très compliqué. Et dans ce piège de la dette, ce qu'on omet aussi toujours de regarder, c'est un peu s'ils ne remboursent pas, quelles infrastructures ils récupèrent. Et donc au Kirgizstan, il y en a six principales. De toute façon, c'est le Kirgizstan. Il n'y a pas non plus des centaines d'infrastructures critiques. Mais celui qui me questionne le plus, c'est la centrale hydroélectrique de Togtogoul, qui produit 40% - 50% de l'énergie du pays et la moitié de l'énergie de la capitale. Alors ça me paraît évident que les Chinois ne vont pas la fermer ou la démanteler, mais si un jour il y a un problème et qu'ils sont très en colère, c'est un très gros levier de pression. Et ensuite, ce piège de la dette, il pose un autre problème dans le sens où si on a une ouverture de marché, par exemple là au Kazakhstan, il est question de peut-être construire une centrale nucléaire, ce qui, à mon avis, est une très mauvaise idée parce qu'on est sur des failles sismiques, mais ça, c'est un autre sujet. Si le Kazakhstan doit choisir entre une entreprise chinoise et une entreprise française, EDF est évidemment très intéressée, Macron est allé au Kazakhstan récemment, mais que le Kazakhstan doit rembourser ses dettes auprès de la Chine, la Chine peut dire « on va vous rajouter un délai, ou quand même on est sympa, on vous a fait un prêt ». Et donc, vous prenez notre entreprise, tout ça, ça passe en dessous de la table, évidemment, c'est pas dit dans les médias. Et donc, on a peu de preuves de ces choses-là, c'est très difficile à mesurer, mais c'est un moyen de pression, et c'est le cas dans à peu près tous les pays. Globalement, ce qui s'applique à l'Asie centrale s'applique aussi à l'Asie du Sud-Est et aux pays d'Afrique, type Djibouti, etc. On a à peu près les mêmes schémas qui se répètent.	<i>Conséquences du piège de la dette</i> <i>Exemple de levier de pression chinois dans le cadre du piège de la dette</i> <i>Exemple d'influence chinoise dans le cadre de la BRI</i> <i>Conséquences du piège de la dette</i>
Moi :	Et au niveau des populations locales, qu'est-ce que ça veut dire concrètement? Là, vous	

	problème, c'est qu'il y a des chercheurs qui travaillent sur le fait que ce sont des Mingong qui viennent travailler. Les Mingong, je ne sais pas si ça vous parle ? Les Mingong, c'est les Chinois qui n'ont pas de papier. C'est ceux qui sont nés pendant la politique de l'enfant unique, qui du coup n'ont pas été déclarés, donc qui n'ont pas d'existence officielle. Et c'est pour ça que nos chiffres sur la Chine sont complètement faux ou biaisés, parce qu'on n'a pas de réelle idée de qui est qui. Et donc c'est Mingong on construit notamment une route au Kyrgyzstan. Et il y en a beaucoup qui sont décédés sur place parce que c'est des travaux très durs. Il y a quelques chercheurs, je pourrais vous retrouver si ça vous intéresse, des chercheurs qui bossent dessus, qui disent en plus, on envoie des travailleurs chinois, ils meurent là-bas, on ne sait pas qui c'est, c'est illégal, on n'a aucun contrôle dessus. Et ça, c'est le problème dans tous les pays où la Chine investit, c'est qu'elle envoie ses travailleurs et donc ça ne crée pas de dynamisme local. Les infrastructures servent aux Chinois, ça c'est ce qu'on a vu sur Korgos, ou tous les postes frontières de la Chine. Ça crée du développement du côté chinois, mais pas du côté local. Alors pour le Pakistan, je pense que c'est quand même assez différent parce qu'on partait de bases assez différentes de l'Asie centrale. Le développement du port de Gwadar, je pense que c'est quand même une très bonne chose. Il y avait un réel besoin de construction d'infrastructures, là où en Asie centrale on avait les infrastructures soviétiques, qui n'étaient pas idéales, mais qui avaient le mérite d'exister. C'était pas top, ça répondait aux besoins de Moscou, mais au Pakistan il y avait aussi ce besoin-là. Et la Chine a vraiment besoin aussi de valoriser cette relation avec le Pakistan pour des questions de sécurité aussi. Le Xinjiang, tous les mouvements, ça sort de méchantes compétences sur le Pakistan. Est-ce que vous avez pu lire ou échanger avec Nowmay Opalinski? Non, pas du tout. C'est vraiment la personne qu'il vous faut. Nowmay, il écrit sa thèse sur les routes de la soie au Pakistan (...)	
--	--	--

Moi :		
Intervenant :		
Moi :	Du coup-là quand vous expliquez ça j'ai l'impression que ça remet quand même un peu en question, l'approche chinoise basée sur une espèce de non-ingérence sur papier officiellement, mais dans le cadre de ces nouvelles routes de la soie, elle adopte parfois une position peut-être plus interventionniste, non?	
Intervenant :	Non, ce principe de non-ingérence dans les affaires étrangères consiste surtout à dire que si le Kazakhstan décide d'enfermer des personnes, la Chine signera quand même son accord pour construire son usine. Là où les Français ou les Européens ou les Américains diraient « vous respectez pas trop les droits de l'homme, nous on va pas signer ». Si on fait bosser 18 heures par jour pour un salaire de misère des travailleurs sur le port de Gwadar, la Chine elle va dire « si ça fonctionne, c'est pas mon problème en fait, c'est le vôtre ». Et si vous décidez d'améliorer les conditions, eh bien, tant mieux, mais ce n'est pas mon souci. Il n'y a pas de préoccupation d'ordre éthique, moral, humanitaire. C'est dans ce sens-là qu'on parle de non-ingérence.	<i>Non-ingérence chinoise</i>
Moi :	Oui, oui, oui, ok. En même temps, ça fait sens quand on regarde ce genre de pays qui cherchent justement un développement et avoir une place autour de la table et qu'on a parfois l'arrogance européenne qui arrive avec ses grands principes et son envie de dicter ses normes donc ça fait sens aussi et je pense c'est pour ça que nous en tant qu'europeens on a quand même assez peur quand on voit un projet d'une telle envergure c'est vrai que allez moi j'ai commencé à étudier là-dessus il y a cinq ans cinq six ans on n'en parlait peut-être pas autant j'ai l'impression qu'aujourd'hui ou en tout cas on voyait pas l'envergure de ce projet là et je trouve ça hyper intéressant et Je ne sais pas comment vous, vous pouvez voir ces dynamiques-là, que ce soit au niveau politique ou social, mais j'ai l'impression que ça va être de plus en plus exponentiel.	<i>Image chinoise en Europe</i>

Intervenant :	Il y a deux choses intéressantes dans ce que vous dites. La première, c'est le manque de connaissances de la Chine. Il y a peu d'experts de la Chine, déjà. Proportionnellement à la place du pays, si je le mets en regard avec le nombre d'experts sur les États-Unis, ou même sur la Russie, on n'est vraiment pas très nombreux. Il y en a, évidemment. Quand je regarde à Bruxelles, il y a Thierry Kellner, Vanessa Franckville et après, je ne connais pas les autres. Alors, il doit y en avoir d'autres, évidemment, en professeur. Mais voilà, de grands noms qui sont connus, en tout cas à Paris, c'est limité. Il y a aussi beaucoup de préconçus. Il y a aussi une très mauvaise image. Il y a beaucoup de racisme envers la Chine. Et ensuite, il y a aussi cette idée de... Moi, je travaille beaucoup en réfléchissant à tout ce qui est études décoloniales, à essayer de ne pas reproduire des erreurs type le « péril jaune ». Voilà, on en parlait. Même si on connaît très bien Sébastien Perrouz, j'ai vu tous ses travaux, c'est quelqu'un d'adorable. Il pensait vraiment pas à mal le jour où il a écrit ça. Il faut éviter d'écrire ce genre de choses aujourd'hui. Et moi, je vois pas la Chine comme le grand méchant. Je le vois pas du tout comme ça. Je pense que c'est beaucoup plus nuancé, beaucoup plus subtil que ça. J'ai pas une passion pour la politique américaine. Et je pense que ce qui se passe avec Trump en ce moment nous montre bien qu'il n'y a pas un grand gentil et un grand méchant. C'est pas binaire, cette façon de faire. La Chine, on peut lui reprocher beaucoup de choses, mais n'empêche que si les États centrafricains veulent travailler avec la Chine et pas l'Europe, c'est qu'il y a une raison. Et c'est quelque chose qui, dans les entretiens, transparait très très vite. « Oui, mais les Européens, vous voulez tout faire à notre place, vous voulez décider, vous voulez nous expliquer comment faire. » Les Chinois, ils arrivent et OK, ils peuvent mal faire des choses, mais au moins, ils ne sont pas en train de nous expliquer la vie. Et ça, c'est vraiment important aussi de le prendre en considération. Et il y a une volonté de la part des pays en voie de développement de travailler avec la Chine. Ensuite, l'autre aspect qui, moi, me questionne toujours, c'est cette information de la Chine est le plus grand pollueur au	<i>Image chinoise</i> <i>Vision de la Chine dans le monde</i> <i>Volonté de la part des pays en voie de développement de travailler avec la Chine</i> <i>Chine et l'écologie</i>
---------------	--	--

	monde. Oui, on est complètement d'accord. La Chine est toujours dans les accords de Paris. La Chine fait des gros efforts aussi pour développer une économie plus verte. Alors, encore une fois, il y a des centrales à charbon. C'est toujours une question de mesure. Mais si la Chine pollue autant, c'est pour produire des produits manufacturés à destination de l'Europe et des États-Unis. Et on rappelle aussi ce chiffre : 1 Américain pollue comme 10 Chinois. Donc, je pense qu'il y a toujours des choses à remettre, les chiffres, ça se manipule comme on veut. Et ça, je pense que n'importe quel économiste pourra le dire. L'interprétation, c'est une clé là-dedans. Donc il faut toujours rester très subtil, très nuancé quand on parle de la Chine. On peut critiquer, évidemment que je dénonce le génocide ouïghour, que je dénonce la manière dont on expulse des populations, qu'on prenne le travail de certaines populations en Asie centrale, mais je suis pas sûre que je puisse dire que la France a fait mieux en Centrafrique ou en Algérie. Voilà, c'est toujours un peu retourner le miroir sur soi.	
Moi : Intervenant :	C'est ça. Non, je suis totalement d'accord avec vous. Et alors, juste au niveau du coup de ce piège de la dette, est-ce que pour vous, vous voyez un avenir où tous ces pays impliqués dans ces nouvelles routes de la soie pourront s'affranchir finalement à long terme de cette dépendance économique vis-à-vis de la Chine ou au contraire, ça va être extrêmement compliqué? À moins qu'on ait une politique comme celle du Kazakhstan qui est vraiment d'aller vers la diversification. L'Ouzbékistan essaie aussi de le faire, mais l'Ouzbékistan, c'est encore un peu plus compliqué parce qu'ils essaient aussi beaucoup plus que le Kazakhstan de s'émanciper de la tutelle russe. Et c'est là où l'Union européenne aura son importance, où elle peut proposer une balance à la Chine dans ces pays-là. Pour des pays comme le Pakistan, des pays en Asie, du Sud-Est, l'Indonésie, le Kirgizstan, Djibouti. Bon, là ça commence à être un peu tard. Et donc ça va être vraiment comment les acteurs extérieurs vont permettre de rééquilibrer une balance ou non. Mais ce qu'il faut toujours avoir en tête, c'est que ces pays, s'ils ont accepté les financements, c'est aussi parce qu'ils avaient besoin des	<i>Rôle possible de l'UE dans le piège de la dette</i> <i>Justification de l'acceptation de financement chinois.</i>

	infrastructures. Donc si ce n'était pas l'argent de la Chine, ça aurait été l'argent de l'Union européenne ou des États-Unis. Donc, c'est toujours se demander quelle tutelle vaut mieux qu'une autre ? On sait quand même que quand c'est des projets européens, il y a un peu plus de considération pour les populations locales et pour les questions écologiques. Et d'ailleurs, sur les questions écologiques, j'ai oublié de répondre tout à l'heure. Les routes de la soie verte, c'est évidemment, là, pour le coup, oui, un bel écran de fumée. Ce qui à long terme va poser problème pas encore tout de suite mais dans cinq dix ans c'est avec le partage de l'eau. Parce qu'il y a différentes rivières qui passent entre l'Asie centrale et la Chine, donc par exemple la rivière illy : la Chine construit des barrages ils ont de l'agriculture qui a émergé ces trente dernières années à côté des frontières et à un moment l'eau va commencer à manquer et en Asie centrale c'est déjà un enjeu et il y a très peu de coopération menée dessus. Pour le Pakistan quels sont les partages ? je sais pas à quel point il y en a je ne maîtrise beaucoup moins la topographie de la zone.	<i>Routes de la soie verte</i>
Moi : Intervenant :	J'avais lu pas mal d'articles là-dessus. Je regarde un peu au niveau de mes questions. J'ai l'impression qu'on a un peu fait le tour. Je ne sais pas si vous voulez aborder un aspect dont on n'a pas encore mentionné ou si vous voulez faire un commentaire en plus ? Je pense qu'il faut vraiment s'intéresser au développement de Kashgar quand on regarde ce qui se passe au Pakistan. Kashgar a vocation à devenir le deuxième plus gros pôle du Xinjiang derrière Urumtsi. Et Kashgar est beaucoup plus proche de la frontière du Pakistan. Les corridors d'infrastructures sont tous en train de se retrouver à Kashgar. Ils ont rénové toute la ville. Ils ont créé des pôles logistiques. Et tout ça, c'est aussi à destination du Pakistan. Donc, intéressez-vous bien aussi à les corridors, d'où est-ce qu'ils arrivent en fait. Parce que tout ce qui a été fait à Kashgar, c'est sous le prisme des routes de la soie. Ça a été commencé bien avant, comme tous les projets que la Chine fait. On n'a pas attendu si Jinping est 2011-2013 pour faire des choses. Mais ça s'est vraiment accéléré depuis 2016 à Kashgar, avec tous les nouveaux plans provinciaux du	

	Xinjiang. Et ça, ça va accélérer les exports vers le Pakistan, je pense.	
--	--	--

Quatrième interview – Nowmay Opalinski

Moi :	Est-ce que vous pourriez m'expliquer un peu plus quel est aujourd'hui votre poste, quel est votre domaine d'expertise pour le moment? Comment est-ce que vous êtes arrivé à travailler sur ce sujet-là, en fait?	
Intervenant :	D'accord. Alors, moi, je m'appelle Nowmay Opalinski. Je suis actuellement doctorant en quatrième année à l'Institut français de géopolitique, rattaché à l'université Paris 8. Et je suis aussi membre du projet de recherche Géode. Géode, c'est géopolitique de la datasphère, qui s'intéresse à la façon dont la révolution numérique a transformé les rapports de force entre États. Je suis aussi responsable du pôle Asie au sein du cabinet de conseil Cassini, qui justement fait de l'analyse géopolitique et cartographique. Et donc mon sujet de thèse porte sur les routes de la soie numérique chinoise au Pakistan. Je travaille et j'ai travaillé sur les investissements chinois dans les infrastructures de télécommunications au Pakistan. Moi j'ai une formation à la base de 6 ans donc j'ai appris le chinois et je peux lire le chinois et l'idée c'était de pouvoir étudier la cyber stratégie de la Chine hors de ses frontières. Le terrain chinois est très compliqué donc l'idée c'était d'aller dans un autre terrain et notamment au Pakistan. J'ai passé plusieurs mois au Pakistan, de bout à bout j'y ai passé à peu près 6 mois. Et j'étais notamment chercheur invité à la Lahore University of Management Science, LUMS, qui est une université qui se trouve à Lahore. Et j'ai travaillé avec notamment le département de recherche en informatique sur un projet un peu de cartographie de l'infrastructure numérique au Pakistan et de la connectivité Internet. Et l'idée, c'était de voir comment les acteurs chinois s'inséraient dans ces projets-là.	
Moi :	Comment est-ce que décririez-vous les objectifs principaux de cette nouvelle route de la soie? Est-ce que c'est des objectifs qui sont davantage économiques, géopolitiques, (on parle souvent de soft power, d'influence chinoise), culturelle aussi avec tous ces	

Intervenant :	instituts Confucius, pour vous, l'objectif principal, ce serait lequel? Alors déjà, je pense qu'il est important de rappeler que quand on parle des nouvelles routes de la soie, il faut toujours replacer ce projet dans un contexte historique un peu plus large et les initiatives portées par la Chine à l'étranger existait avant 2013 en fait avant de lancement des nouvelles de la soie. Et avait notamment été mise en place dès les années 90 avec une idée qui était celle d'augmenter la présence des entreprises chinoises à l'étranger. Donc il y avait la politique s'appelle la « Going Out Policy », et qui visait justement à ce que les entreprises chinoises puissent s'établir à l'étranger et puissent accéder à la fois à tout un tas de ressources dont nécessitait la Chine, mais puissent aussi vendre leurs équipements et leurs services à l'international, dans un contexte justement d'ouverture progressive de la Chine aux échanges mondiaux. Ce qui est intéressant, c'est qu'en fait, toutes ces dynamiques étaient déjà en place, notamment au Pakistan et en Asie du Sud, avant le lancement des nouvelles routes de la soie. Mais ce qui a vraiment changé avec les nouvelles routes de la soie, c'est le fait de rattacher toutes ces initiatives un peu éparses dans un grand récit. Et là, c'est vraiment l'empreinte de Xi Jinping, qui lui a mis en avant ce projet comme le projet phare de son mandat, qui reliait toutes ses initiatives à un projet plus global, qui est le projet de redonner à la Chine sa puissance en temps, dans tout un tas de domaines. Et l'idée des nouvelles routes de la soie, c'était un peu de donner un cadre général à tout ça et un peu une vision, ce qui n'était pas forcément le cas par le passé. Donc il faut d'abord penser ce projet, pas comme un projet avec un plan spécifique bien établi, mais plutôt comme un slogan mobilisateur (il y en a pour la Chine qui parle d'une politique du slogan souvent) on a un slogan mobilisateur et en fait ce slogan mobilisateur va permettre à tout un tas d'acteurs au sein de l'administration chinoise et aussi du secteur public, parapublic et privé de se mobiliser dans la direction définie par le Parti communiste chinois. Et les routes de la soie, c'est ni plus ni moins que ce type de mobilisation. Et après, vous avez une interprétation qui se fait	
---------------	---	--

	par les différents départements en fonction de leurs propres objectifs. Donc en fait, les départements et les ministères, ils ont chacun des objectifs qui sont déjà définis. Et ce qu'ils vont faire, c'est qu'ils vont essayer de faire entrer et correspondre leurs objectifs au sein du label « Nouvelle Route de la Soie » pour obtenir le soutien de l'État. Et ce qui a vraiment changé avec l'arrivée de Xi Jinping, c'est qu'on a eu aussi un déblocage de fonds, de fonds publics, qui a permis de construire beaucoup d'infrastructures et d'une manière moins limitée que ce qui a pu être fait par le passé. C'est ça qui a vraiment changé la dynamique. Donc après, quels peuvent être les objectifs des nouvelles routes de la soie? Il y en a plusieurs. Il y avait déjà des objectifs internes et domestiques pour la Chine, notamment dans un contexte, au début des années 2010, où on a des entreprises publiques chinoises qui sont dans un état de surcapacité. Donc, c'est des grandes entreprises qui ne sont pas forcément en bonne forme et qui n'ont plus de marchés suffisamment en Chine pour pouvoir prospérer. Donc, il y avait l'idée aussi d'arriver à écouler tout un tas de surcapacités, notamment dans le domaine du bâtiment et d'autres domaines, des grands projets d'infrastructures, et de les écouler à l'étranger. Donc, ce qu'ils ont fait, c'est qu'ils ont déroulé des financements permettant d'aller construire dans des pays qui n'avaient pas les moyens. Et en même temps, ça permettait à la Chine de gagner en influence, à la fois en créant des dépendances de ces pays vis-à-vis de la Chine et aussi en se plaçant comme un pays qui contribue au développement par la construction de grandes infrastructures. Donc ça, c'est vraiment important. Il y a cette double logique, logique interne de trouver des débouchés pour des entreprises et ensuite arriver à façonner un peu l'image de la Chine et créer des dépendances. Et après il y avait aussi l'idée de développer des provinces occidentales chinoises, donc les provinces qui étaient moins développées, et notamment grâce à la connectivité, mieux connecter ces territoires avec les pays voisins. Le problème, c'est qu'on a souvent, à mon sens, réduit ces projets à l'idée de corridors,	
--	---	--

	donc de corridors de transport, corridors économiques. Mais en fait, ces corridors, c'est un peu une vue de l'esprit. Et dans les faits, il y a très peu de ces corridors qui sont effectivement aujourd'hui actifs. Il y en a quelques-uns, par exemple celui qui passe par le Kazakhstan et qui s'interconnecte à l'Europe. Donc ce sont des voies de transport qui sont intéressantes. Mais encore une fois, je pense qu'il ne faut pas non plus donner une importance capitale à ces corridors parce qu'ils ne représentent qu'une fraction du commerce extérieur chinois. En fait, le commerce extérieur chinois et même les flux énergétiques continuent à passer par les voies maritimes. Il y avait un enjeu pour la Chine, c'était de se dire qu'en cas de conflit en mer de Chine du Sud, autour de Taïwan, ils pouvaient avoir ces accès, ce qui peut être le cas. Mais en fait, si un jour il y a un conflit de cette ampleur, les voies ferroviaires et terrestres n'arriveront pas à équilibrer tout ce qui passe par les flux maritimes. Je veux dire, c'est un déséquilibre qui est vraiment colossal. Et notamment, quand on regarde le Pakistan, on parle beaucoup du corridor économique Chine-Pakistan, mais en fait, la majorité des financements qui ont été accordés dans le cadre du CPEC, ce sont surtout des financements liés à l'infrastructure énergétique. Donc en fait, le corridor en lui-même n'est pas vraiment fonctionnel par ailleurs et c'est surtout sur le plan de la construction de centrales électriques qu'il y a eu un énorme travail qui a été fourni. Et donc en fait vous avez une adaptation aussi de l'offre chinoise en fonction des contextes des différents pays dans lesquels la Chine investit et au Pakistan il y avait certains besoins et l'un des besoins premiers, c'était vraiment la question énergétique. Parce que le pays était dans une situation très, très compliquée au début de l'année 2010 avec un manque de production électrique et des coupures d'électricité qui pouvaient durer des heures, voire la quasi-totalité de la journée dans une partie du territoire.	
Moi :	Et justement, comment est-ce que tous ces investissements au niveau des infrastructures, etc., c'est perçu dans le voisinage? Vous nous avez parlé de Taïwan,	

Intervenant :	la mer de Chine du Sud. On sait que c'est quand même des régions, c'est assez chaud pour le moment. Est-ce que, justement, avec l'Inde aussi qui arrive dans la région en tant que puissance, le Pakistan n'est pas peut-être un peu coincé? Ou, je ne sais pas, est-ce qu'il n'y a pas des risques à justement accorder ces investissements chinois dans cette région-là? Alors, pour le Pakistan, c'est tout le contraire, si vous voulez. Il n'y a pas eu de... On n'a pas considéré les investissements chinois comme un risque. On les a d'abord considérés comme une solution. Le Pakistan, à cette période, donc début des années 2010, est dans une situation sécuritaire extrêmement compliquée. Le pays est marqué par la décennie de guerre en Afghanistan, puisque le Pakistan était la base arrière des États-Unis. Et en fait, la guerre en Afghanistan a débordé sur le territoire pakistanais. Et on avait en 2013-2014 un nombre d'attentats très élevé dans le pays et dans toutes les régions. Et donc, en fait, le Pakistan avait aussi une économie qui était assez atone (...).Donc, pour reprendre. Oui, donc pour le Pakistan, à cette période, le développement économique était atone, et on avait beaucoup de mal à attirer des investisseurs étrangers. Il faut savoir que le Pakistan dépend énormément en termes économiques de ses exportations, notamment vers l'Europe et les États-Unis. surtout c'était la production textile et un peu de production agricole qu'ils exportaient. Mais à ce moment-là, il y avait assez peu d'investissements du fait de la situation sécuritaire. Et donc, selon même les mots du ministre rattaché à la commission en plan pakistanais, qui s'appelle Arsane Iqbal, qui est un peu l'un des architectes du corridor économique Chine Pakistan ce qui a permis de faire la Chine avec la BRI c'est de replacer le Pakistan sur la carte des investisseurs étrangers, enfin c'est selon ses dires. Et il disait que en fait un afflux si important d'investissements chinois ça permettait aussi de montrer que le Pakistan était une terre propice aux investissements et un pays qui désormais se tournait vers l'économie et se détournait de l'économie de guerre. Il faut	
---------------	---	--

	savoir que le Pakistan a été perfusé par l'aide militaire américaine pendant différent moment de son histoire. Et en fait, l'économie pakistanaise est extrêmement dépendante de ces flux économiques. Et l'armée pakistanaise notamment en a profité aussi pour développer un empire économique dans le pays. Donc, il y avait vraiment un besoin de trouver un partenaire qui serait capable d'investir en Pakistan. Et la Chine a bien voulu. En sachant que les Pakistanais n'ont pas été des simples spectateurs, en fait, eux-mêmes ont été extrêmement actifs afin d'attirer les investissements chinois. En fait, le projet de corridor économique Chine-Pakistan, des plus anciens... Pardon, celui qui a eu cette idée en premier, c'était le dictateur militaire Pervez Mouchara, qui a dirigé le pays jusqu'en 2008, si je ne me trompe pas. Et lui, en fait, il avait notamment ce projet de faire du Pakistan un pays un peu carrefour entre l'Asie centrale, l'Asie du Sud, le Moyen-Orient. Et c'était notamment lui qui avait tenté d'attirer des investisseurs étrangers au port de Gwadar, qui fait partie du CPEC. Mais à l'époque, c'était assez difficile d'attirer des investisseurs. Et finalement, il y a eu une concordance entre un besoin pour les pakistanais de se sortir de l'économie de guerre et de assainir en fait les fondations économiques du pays et en même temps une volonté de la Chine d'étendre ses investissements. Donc en fait les deux se sont rejoins et là en fait ce projet de corridor économique Chine-Pakistan a vu le jour donc on a vraiment une co-construction et on n'a pas seulement une projection chinoise du côté pakistanais C'est ça qui est vraiment intéressant dans la relation entre la Chine et le Pakistan, c'est que comparé à d'autres pays, les pakistanais sont demandeurs des investissements chinois et vont aussi les diriger en fonction de leurs besoins et vont essayer d'utiliser cet argent. Parce que le Pakistan a une longue histoire d'être un pays s'appuyant sur des puissances extérieures, dès la création du Pakistan. Parce que le pays avait un sentiment de vulnérabilité. On parle d'un symptôme « d'État assiégé » face à l'Inde. Et donc, dès la création du Pakistan, le Pakistan s'est appuyé sur le Royaume-Uni, ensuite sur	
--	--	--

	les États-Unis et maintenant sur la Chine, pour parvenir à une potentielle parité avec l'Inde, ce qui n'est pas le cas, il n'y a pas de parité, mais au moins arriver à se maintenir. Et donc dans ce contexte-là, les pakistanais ont utilisé les routes de la soie chinoise pour consolider leur économie et aussi leur potentiel face à l'Inde. Et donc, par contre, pour les indiens, le fait qu'il y ait des projets et notamment le corridor du Karakoram qui a été rénové, c'est une route qui existe depuis très longtemps, depuis les années 70, mais qui a été réintégrée dans le corridor Chine-Pakistan, ça c'était une ligne rouge pour les Indiens, en disant, « vous êtes en train de construire des infrastructures dans une zone disputée », notamment au Gilgit-Bas-Distan, qui est une zone disputée avec l'Inde, et ce qui inquiète les Indiens. Donc déjà, pour eux, ça veut dire que la Chine conteste la souveraineté indienne sur ce territoire. Et en plus, la rénovation de cet axe routier qui existait déjà, la construction de plus d'infrastructures, pour les Indiens, ça voudrait aussi dire que les Chinois et les Pakistanais pourraient coopérer et déployer des forces militaires de manière plus facile dans ce territoire, en cas de conflit avec l'Inde. C'est ça qui les inquiète beaucoup. Parce que si on peut arriver à mieux mailler en axes routiers, etc., ce territoire-là, ça peut permettre aussi de le défendre de manière plus efficace, en sachant que l'Inde est en train de voir, de l'autre côté de la frontière avec la Chine, avec la partie du Tibet, la Chine est en train de construire tout un tas d'infrastructures visant à pouvoir se déployer beaucoup plus rapidement l'armée chinoise à la frontière indienne. Donc en fait, les Indiens perçoivent ce qui se passe au Pakistan comme une continuité de la politique chinoise aux frontières de l'Inde qui vise à pouvoir déployer des forces militaires. Donc pour eux il y a un enjeu sécuritaire direct, pour les indiens. Même si dans les fait, pour l'Inde le fait que la Chine investisse au Pakistan, sur le plan économique, ce n'est pas forcément quelque chose de mauvais, parce que ça peut permettre de stabiliser le Pakistan. Et les Chinois, il y avait aussi cette idée du côté chinois de dire qu'investir au Pakistan en cas de CPEC, ça doit aussi permettre de stabiliser un pays qui est frontalier de	
--	---	--

	régions chinoises de l'Ouest et notamment qui est proche du Xinjiang, et dans le contexte justement de répression des mouvements islamistes et indépendantistes au Xinjiang. Parce qu'en fait, on avait notamment l'ETIM, qui est un groupe tendance islamiste ouïghour qui a mené des attentats en Chine. Il y a des factions de ce groupe-là qui se sont retrouvées en Afghanistan et au Pakistan. Et l'idée pour la Chine, c'était aussi de s'assurer que ces groupes soient extradés vers la Chine et qu'aussi, en développant économiquement ces régions, on arriverait à juguler et à amoindrir le risque terroriste. C'était un peu leur solution qu'ils ont appliquée au Xinjiang. Et ils espéraient qu'au Pakistan, ça soit la même chose, ce qui n'est pas du tout arrivé. Donc, il y a un mélange d'enjeux sécuritaires et aussi économiques dans ces projets.	
Moi : Intervenant :	Et au niveau des populations locales, parce que c'est un investissement dans des infrastructures, dans des routes, dans des accès, qui quand même, je pense, peut changer le quotidien des gens. C'est des zones qui sont de base quand même assez pauvres ou qui n'ont pas forcément d'accès dans des villes, je veux dire, dans les régions du Cachemire, etc. Ça doit quand même avoir un changement ou pas forcément pour eux. Je ne sais pas si vous savez, au niveau des populations locales, comment est-ce qu'ils perçoivent ça? Alors moi, je m'étais rendu au Gilgit-Baltistan, je n'étais pas allé en Cachemire. Il y a une impression sur le fait qu'effectivement les axes routiers ont été améliorés et ça permettait de créer, de faciliter aussi les mouvements de population. Ça c'est quelque chose qui est repris pas mal au Pakistan, on se rend compte que mine de rien les investissements chinois ont permis d'améliorer l'accès aux routes, aussi bien au Gilgit-Baltistan qu'aussi au Balouchistan, qui est la plus grande province du Pakistan et la plus pauvre, et où il y a une insurrection extrêmement violente contre le gouvernement pakistanais. Et même là-bas, il y a des routes qui ont été construites et qui ont amélioré aussi la mobilité. Donc il y a des points positifs. En revanche, au Gilgit-Baltistan, en Asadjam ou au Cachemire, c'est un peu compliqué parce	

	qu'en fait, ces territoires-là sont administrés, de facto je dirais, par l'armée même si c'est pas vraiment assumé ce qui fait qu'en fait l'activité économique est assez moindre et on a tout un tas de secteurs qui restent sous la croupe de l'armée. Même du point de vue par exemple des opérateurs télécommunications, il y a un opérateur télécommunication de l'armée qui en fait a quasiment le monopole là-bas. Et donc les Chinois peuvent aussi s'insérer dans ces territoires, mais ça reste encore assez faible. Et par contre, sur le plan économique, le fait qu'ils aient amélioré aussi les axes routiers, ça a permis à tout un tas d'acteurs locaux de construire aussi des petits commerces autour de ces axes routiers. Et donc il y a eu quand même un développement de ce point de vue-là. Mais globalement au Pakistan on a l'impression actuellement que le CPEC était vraiment une opportunité majeure pour le Pakistan, mais que le Pakistan est un peu passé à côté même s'il y a eu des choses positives. Ça n'a pas mené à un renouveau économique comme ce qui avait été annoncé. Donc là l'idée maintenant c'est d'arriver à une deuxième phase parce que la première phase ils appelaient ça « early harvest », c'était les premières moissons et donc la première phase c'était vraiment résoudre les problèmes de base qui sont l'accès à l'énergie et la connectivité routière. Donc là, il y a eu des vraies améliorations, notamment sur la production énergétique, où maintenant, le Pakistan a assez de centrales électriques. Maintenant, le problème, c'est plutôt sur le réseau de diffusion de l'électricité, où là, en fait, il y a beaucoup de pertes. Et donc, parfois, il y a de l'énergie qui est produite, mais elle n'arrive même pas à destination. Ça, c'est un problème. Mais par contre, hormis ces secteurs-là, il y avait aussi toute une dynamique qui visait à signer des accords, plein plein plein d'accords entre des entreprises chinoises, des institutions pakistanaises. Et en fait, il y a beaucoup d'accords qui n'ont pas forcément été suivis, malgré tous les accords qui ont été signés, parce qu'en fait, il y a aussi une mauvaise compréhension entre les acteurs chinois et pakistanais et des problèmes de communication qui ont rendu difficile cette coopération. En sachant qu'il y a aussi eu des tensions au Pakistan, parce que je crois que depuis 2007,	
--	---	--

	la Chine et le Pakistan ont signé un traité de libre-échange, et le CPEC a continué cette dynamique, on a énormément d'exportations chinoises vers le Pakistan, un déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine. Et en fait, un tissu industriel local qui a été fortement impacté par les exportations chinoises à Bakou, alors qu'au Pakistan, on avait encore des industries qui produisaient plein de produits de commodités qu'utilisaient les gens dans la vie courante. Et aujourd'hui, ils sont inondés, même quand on va dans les bazars au Pakistan on parle des produits chinois et tout vient de Chine. Et ça, ça a quand même un problème, parce qu'on est quand même dans un pays encore majoritairement pauvre et avec une démographie très importante, des jeunes à qui il faut donner des emplois. Et donc maintenant, la réponse du gouvernement pakistanais, c'est de dire que la seconde phase du CPEC, qui a commencé en 2023, c'est d'industrialiser le Pakistan grâce à la Chine en créant des zones économiques spéciales. Donc ça, c'est vraiment leur projet phare. Mais ça ne décolle pas vraiment. Pour l'instant, ils aimeraient attirer des entreprises chinoises, des entreprises étrangères, mais les résultats ne sont pas là. Notamment du fait du contexte politique au Pakistan qui a été très instable. Maintenant, ça va mieux. Depuis un an, ça va un peu mieux parce qu'avant, c'était vraiment très très tendu. Et par contre, la situation sécuritaire s'empire, surtout dans les régions proches de l'Afghanistan. Et là, on atteint un nombre d'attentats par an qui équivaut au pire qu'a connu le Pakistan en 2014. En 2024, c'était la pire année depuis 2014. On a eu des milliers d'attentats terroristes. Bon, après, dans des zones quand même assez concentrées comparées à ce qui a pu se passer par le passé. Et les grands centres économiques sont quand même en dehors de ça, mais c'est quand même pas un choix.	
Moi :	Ok. Mais du coup, globalement, ils ont un avis plutôt mitigé, on va dire, vis-à-vis de la Chine. Ce que je comprends, c'est qu'au début, 2007-2010, c'était vu comme une opportunité et que maintenant, ils se rendent compte qu'ils doivent peut-être un peu plus recalibrer ces accords-là ou en tout cas	
Intervenant :		

	mettre le focus peut-être plus sur leurs industries, c'est ça ? Oui, c'est ça. Ils essayent aussi de diriger les Chinois vers ce qui les intéresse eux précisément. Et par exemple, donc là, il y a l'industrie, donc industrialiser le Pakistan. Ils veulent avoir des transferts de technologies en provenance de Chine. Les Chinois, pour l'instant, n'ont pas transféré de technologie. Ce qu'ils ont fait, c'est que par exemple, ils ont construit des usines d'assemblage de téléphones portables au Pakistan. Mais en fait, ils n'ont pas construit l'ensemble du téléphone portable au Pakistan. Ils vont seulement les assemblés. Donc en fait, on est toujours sur de l'emploi assez peu qualifié, etc. Et donc ils essayent de donner un peu des gages. Mais par contre, ça reste limité. Après, il y a cet angle-là. Maintenant, les Chinois, ce qu'ils essaient de mettre en avant, c'est le fait qu'ils veulent importer plus de produits agricoles du Pakistan. Ça, ils le font pas mal aussi en Afrique maintenant, pour rééquilibrer la balance commerciale. En jouant notamment sur le e-commerce, en disant voilà, vous pouvez vendre via nos plateformes, etc. Bon, après, à voir si ça va vraiment changer, parce qu'en plus, il faut que les pakistanais respectent les normes chinoises et des fois c'est compliqué et après ce que veulent faire les pakistanais c'est qu'ils veulent aussi que les chinois rénovent une ligne de chemin de fer qui est très importante au Pakistan qui relie le nord du pays donc Islamabad, Lahore et jusqu'à Karachi et qui s'appelle « ML ONE » et ça c'était un projet vraiment phare du CPEC mais qui n'a toujours pas vu le jour. Mais le problème c'est qu'il faut des financements très importants, le Pakistan ne les a pas. En plus ils ont sous un plan de sauvetage du FMI en ce moment, donc normalement ils n'ont pas le droit de s'endetter plus auprès de la Chine, c'est vraiment pas possible donc je	
--	--	--

	sais pas trop comment ça va se passer honnêtement là ça me paraît un peu compliqué pour le moment. Ça reste toujours dans les cartons et donc oui, les projets sont vraiment... Essayent d'être en lien avec le développement des différents secteurs économiques au Pakistan, bio-numérique, industrie, agriculture. C'est un peu ça, l'idée. La Chine coopère, même si les Chinois, en fait, ont pris leur distance et investissent de manière moins massive, notamment du fait du ralentissement de l'économie chinoise, et aussi du fait du nombre d'attaques terroristes ayant ciblé les Chinois au Pakistan, qui en fait continuent chaque année. Même si les Pakistanais disent qu'ils vont à chaque fois mieux protéger, mais à chaque fois il y a des attaques qui continuent. Et là, les Chinois, ça les a extrêmement agacés. Et l'année dernière, il y a eu des déclarations qui n'avaient jamais été faites en public de ce niveau-là, où il y a vraiment eu un agacement chinois qui était très visible. Et il y a même des discussions, mais le gouvernement pakistanais se refuse toujours, autour de l'envoi de sociétés militaires privées chinoises afin de protéger les Chinois, mais les Pakistanais ont toujours refusé. Et il y a un peu des questions là-dessus, sur est-ce que finalement, un jour, les Pakistanais ne vont plus avoir le choix et vont devoir accepter, parce que les Chinois considèrent qu'ils ne sont pas à même de les protéger.	
Moi :	Mais c'est aussi une question vis-à-vis de la dépendance qui peut peut-être se mettre en place. J'ai lu beaucoup par rapport au piège de la dette, de tous ces investissements-là chinois au Pakistan. Est-ce que sur le long terme, il ne va pas y avoir une espèce de retour de flamme où justement le Pakistan essaie de recalibrer, de mettre en avant ses propres objectifs pour s'industrialiser et rembourser toutes ses dettes ? Est-ce que c'est possible même qu'ils puissent...	

Intervenant :	C'est ce qu'ils peuvent essayer d'orienter, mais en fait le Pakistan, c'est un pays qui a toujours été sous la perfusion d'aides étrangères et de financements étrangers. Pour eux, c'est un peu le fonctionnement habituel du pays. Si vous voulez, avant, c'était les Américains, maintenant, c'est les Chinois. Ils ont toujours réussi à fonctionner de cette manière-là. Les Pakistanais ne perçoivent pas forcément l'enjeu de la dette à la Chine comme un problème majeur parce qu'ils espèrent toujours pouvoir le renégocier et aussi ils sont toujours dans un calcul sur le court terme. Ils sont toujours sur le court terme parce qu'il y a toujours une instabilité politique forte, ils ont des enjeux qui sont toujours très compliqués à gérer, donc en fait il n'y a pas non plus de projections sur le long terme. En revanche, en fait, pour le Pakistan, maintenant, il n'y a pas trop d'autres options que la Chine. Aussi, pour eux, ils sont dans une position très compliquée. Et en fait, le soutien de la Chine est incontournable afin de pouvoir continuer à se maintenir dans tous les domaines. Donc voilà, les seuls autres pays qui acceptent de financer le Pakistan à hauteur de ce que propose la Chine, ce sont les pays du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite et un peu les Émirats Arabes Unis, mais surtout l'Arabie Saoudite et un peu les Émirats Arabes Unis, mais surtout l'Arabie Saoudite. Et là, par rapport justement aux freins que mettent les Chinois, dernièrement, l'armée pakistanaise a annoncé des grands projets de coopération avec l'Arabie Saoudite et les Émirats pour des projets d'investissement spécifiques. Ils ont créé un comité spécifique d'investissement qui est géré par l'armée et qui vise en fait à expliquer aux investisseurs étrangers que voilà, si ça passe par l'armée, ce sera bien géré. Donc là on voit qu'il y a quand même face aux difficultés avec la Chine aussi, une tentative de d'équilibrer aussi avec le Golf mais au-delà, après à des institutions internationales comme le FMI.	
---------------	---	--

	pakistanaï et des choix qui sont faits, parce que les Chinois ont une certaine manière de fonctionner, mais ils se plient aussi au contexte local. Et si le contexte local n'a aucune limite et ne leur impose rien, en fait, ils vont aller au plus simple, entre guillemets. Et notamment au Pakistan ils ont installé des centrales électriques à charbon c'était aussi une demande du gouvernement pakistanaï parce que le Pakistan a du charbon. Donc il y a aussi ça qu'il faut prendre en compte. Il y a aussi une adaptation de l'offre chinoise en fonction des demandes locales. Après la région où les tensions sont les plus fortes liées au projet chinois, c'est vraiment le Baloutchistan, parce que là, il y a des projets d'extraction des ressources. Et aussi dans le port de Gwadar, il y a des problèmes liés à l'accès à la ville et aux zones de pêche qui posent vraiment des problèmes pour les populations qui étaient déjà sur place. Au Cachemire, je n'ai pas l'impression qu'il y ait eu spécifiquement des problèmes liés aux routes de la soie. Il y a plutôt un problème chez ces populations lié à un sentiment d'abandon par rapport au gouvernement pakistanaï. En fait, ils ont l'impression qu'ils sont laissés de côté dans les plans de développement nationaux, qu'ils sont marginalisés, que malgré tout le discours sur le Cachemire, etc., ce sont des hommes qui sont encore très pauvres, qui étaient notamment encore assez traumatisés, notamment à Azad Kachmir après le tremblement de terre à Mouzaffarabad, etc. Et qu'en fait, le développement au Pakistan est avant tout centré autour de la province du Punjab, qui est la province la plus riche. Donc il y a une vraie question sur la redistribution des richesses au sein du Pakistan. Maintenant, le Pakistan est une fédération. Ils ont réformé la constitution en 2000... C'était le 18e amendement, mais il faut vérifier la date, dans les années 2010. Et depuis, les provinces ont un rôle à jouer. Et autour du CPEC, il y a eu des négociations et des tensions et des frictions liées justement au partage des investissements chinois. Donc en fait, la Chine n'a pas fait ce qu'elle voulait. Elle avait un plan, mais les Pakistanaï sont venus et ont dit « Non, mais	
--	--	--

	on a des intérêts différents en fonction des régions, donc il va falloir changer vos plans parce que sinon, il va y avoir des problèmes. ». Donc il y a vraiment eu ce type de logique. Mais donc les Pakistanais vont plutôt avoir tendance, qui sont dans ces zones, à remettre la faute sur les Punjabis qui eux ont tiré des revenus de l'influence chinoise à leur détriment ou en les laissant de côté. Donc il y a vraiment toujours cette question très locale qu'il faut vraiment prendre en compte et qui cristallise souvent plus les tensions que l'influence de la Chine elle-même parce que ces populations voient la Chine comme elles pourraient percevoir les Etats-Unis ou n'importe quelle autre grande puissance qui arrive sur le territoire. Mais c'est avant tout, ce qu'ils perçoivent, c'est avant tout la manière dont les autorités locales auxquelles elles sont confrontées utilisent ces ressources-là pour leur propre intérêt.	
Moi : Intervenant : Moi : Intervenant :	Ok. Je pense que moi, je n'ai pas d'autres questions. Je sais pas s'il y a un point que vous vouliez aborder ou quelque chose d'important à mentionner en plus de tout ce qu'on a déjà dit ? Non je sais pas, tout dépend de vos questions. Non, c'est juste parce que parfois il y en a, ils aiment faire des petits commentaires etc., donc je sais pas si vous vouliez parler d'une problématique ou de quelque chose, de fausses croyances qu'on a nous en tant qu'européens, parce que c'est vrai que je trouve qu'il y a quand même beaucoup d'articles qui sont très positionnés en chaque fois en disant les chinois les vilains méchants alors que rien n'est aussi binaire dans le monde donc je sais pas si vous vouliez encore... Je pense que surtout pour essayer de comprendre un peu cette présence chinoise à l'étranger et notamment au Pakistan, il faut aussi arriver à redonner un peu de complexité aux acteurs chinois. Et en fait essayer de comprendre qu'en Chine on n'est pas face à un bloc monolithique, mais qu'on est face à différents acteurs qui ont leur propre intérêt qui travaillent avec le gouvernement chinois pour y arriver. Donc c'est que en fait en travaillant secteur par	

	secteur, reprenant quelle entreprise, quel type d'entreprise, comment ils fonctionnent, qu'on fait on arrive un peu à comprendre aussi comment ces acteurs-là arrivent au Pakistan. Et donc, ce qui est intéressant, c'est que les acteurs chinois vont essayer de s'aligner avec des intérêts du gouvernement chinois, mais aussi leur manière de faire et les impacts qu'ils peuvent avoir sur place peuvent être très différents en fonction des entreprises. Et moi, je le vois dans mes recherches, il y a vraiment des profils d'entreprises extrêmement différents et qui ne fonctionnent pas du tout de la même manière sur le sol pakistanais. Et qui ont même parfois des entreprises chinoises qui sont en concurrence entre elles, et qui ne se font pas de cadeaux, et qui sont rivales au Pakistan. Il faut aussi essayer d'ajouter cette couche-là qui est importante, et ne pas rester qu'au niveau macro, mais vraiment essayer d'aller sur du local. Et je pense que votre approche, qui est de se centrer sur un territoire assez circonscrit qui est le cachemire pakistanais, c'est pour moi c'est là aussi où on arrive à avoir des choses intéressantes et pas en se situant toujours à l'échelle nationale, enfin déjà nationale mais après souvent régionale. Et en fait ne pas rester dans l'abstrait et aller le plus possible dans l'empirique et le concret. Je pense que ça c'est important.	
--	--	--

Cinquième interview – Nashidil Rouiai

Intervenant :	Moi, comme vous avez pu le voir, je ne suis pas spécialiste du Pakistan, personnellement. Donc ça, c'est un point peut-être important avant de commencer. J'ai travaillé, ça fait partie de mes recherches actuelles aussi sur les nouvelles routes de la soie. Évidemment, les impacts sur les différents territoires traversés, donc le Pakistan inclus. Mais mon travail se concentre surtout sur la stratégie chinoise et du coup, plutôt côté Pékin. Donc voilà, c'est juste pour clarifier.	
Moi :		

Intervenant :	C'est ça, mais c'était justement pour ça que je vous avais contacté parce que j'ai déjà eu pas mal d'experts vraiment spécialisés au niveau du Pakistan et là je voulais vraiment avoir plus cette dimension soft power influence quelle est la stratégie derrière ces nouvelles routes de la soie et c'est pour ça que je vous ai contacté.	
Moi :		
Intervenant :	Ok, parfait ! Comment est-ce que vous, vous décrieriez les objectifs principaux de cette nouvelle route de la soie? Est-ce que ça donnerait des avantages géopolitiques, économiques, culturels, peut-être sociaux aussi? Comment est-ce que vous le percevez? Vous avez raison, je pense que c'est plurifactoriel. Effectivement, à mon avis, la donne géopolitique, elle regroupe un peu tout ce que vous avez dit. C'est-à-dire que je pense qu'effectivement, c'est un projet qui est pleinement géopolitique, mais dans son acception la plus large. C'est-à-dire qu'elle intègre des enjeux économiques, elle intègre des enjeux stratégiques, elle intègre des enjeux sociaux, des enjeux culturels. Et donc, voilà, je considère que c'est vraiment un... C'est pas un projet économique, c'est un projet géopolitique, mais qui, du coup, effectivement, a des ramifications du côté géopolitique pur de ce qu'on entend en géopolitique, c'est-à-dire asseoir l'autorité et... Alors, peut-être pas l'hégémonie, mais en tout cas, le pouvoir chinois dans le monde et particulièrement dans les Sud, parce que c'est avant tout... Enfin, voilà, la Chine s'adresse d'abord aux Suds. Donc voilà, une donne géopolitique. Une donne évidemment économique, dans le sens où l'objectif de Pékin, c'est d'asseoir cette supériorité ou ce pouvoir via l'outil économique. C'est avant tout ça. Donc l'économie a ici un rôle important à jouer. Elle a un rôle important à jouer aussi parce que ça fait partie de cette stratégie chinoise de booster une croissance économique de manière un peu superficielle. C'est-à-dire que si elle n'est pas là, alors on va la forcer. Et donc on la force notamment en trouvant de nouveaux marchés, en exportant ses surplus, etc. Donc une donne économique qui, à nouveau, est assez liée à la géopolitique, mais aussi à la politique	

	intérieure, puisque l'objectif étant, pour le gouvernement chinois, de rayonner à l'international, mais aussi de rayonner auprès de son peuple lui-même, en se montrant comme étant une grande puissance. Et puis des implications aussi sociales, puisque dans les pays concernés, tout cela va avoir un impact à la fois économique, mais aussi social. Il faut aussi rappeler que dans bon nombre de cas, les entreprises chinoises ramènent leurs propres travailleurs. Alors ça peut créer des difficultés, c'est-à-dire ne pas faire bénéficier. Ça bénéficie au final à l'économie locale bien souvent, puisque c'est un développement d'infrastructures. Mais par contre, socialement parlant, c'est quand même pauvre pour les économies locales. Et puis culturel, vous l'avez dit et vous avez raison, culturel parce que la Chine qui s'ouvre au monde et donc le monde qui intègre aussi ces nouvelles dynamiques chinoises, mais aussi parce que, et je pense qu'il ne faut pas l'oublier, il y a un autre projet de la Chine qui est notamment à travers les Instituts Confucius. Et ces instituts Confucius ils s'ouvrent, ou en tout cas ils sont particulièrement dynamique dans les pays qui sont traversés par les nouvelles routes de la soie. Donc ça veut dire qu'il y a aussi un objectif chinois de d'arriver lui-même de manière un peu plurifactorielle, c'est à dire on arrive avec l'économie mais en fait derrière il y a aussi de la culture, on va faire en sorte que vous puissiez apprendre notre langue, que vous puissiez apprendre notre histoire (l'histoire qu'on veut vous donner à apprendre), que vous soyez plus au courant de nos coutumes, nos traditions, etc. Et donc, il y a un enjeu, là, effectivement, de rapprochement culturel dans ce cadre-là. Donc, ouais, je pense qu'effectivement, vous avez bien cerné. C'est très vaste et ce serait dommage de penser que ça ne prend qu'une voie.	
Moi :	Exactement. Et est-ce que justement, avec ces instituts, pour vous, est-ce que ces nouvelles routes de la soie, suivent une sorte de continuité historique de stratégie, d'influence de la Chine, de ce grand rêve chinois de s'ouvrir, etc.?	

Intervenant :	Ah oui, oui, complètement. Je pense que le rêve chinois, c'est la clé. C'est-à-dire le concept de rêve chinois, c'est exactement ça. C'est-à-dire faire en sorte que la Chine redevienne, selon les pensées des gouvernants, ou deviennent une très grande puissance internationale voire la puissance internationale. Et donc pour l'être, il faut pas seulement l'être d'un point de vue commercial, même si le premier ressort il est économique, mais à partir de ce ressort là on va faire en sorte d'imposer, de faire briller la Chine face au reste du monde. Et donc, effectivement, c'est l'une des manières qu'a Pékin de mettre en œuvre ce rêve chinois qui est, dans la politique de Xi Jinping, extrêmement important depuis son accession au gouvernement. C'est vraiment son objectif, son ambition.	
Moi : Intervenant :	Et vous me parlez de l'une des stratégies. Quels sont les autres moyens d'influence que la Chine a en plus de ces nouvelles routes de la soie? En fait, on pourrait faire revenir ça dès le début des années 2000. En 2001, la Chine accède à l'OMC, à l'Organisation mondiale du commerce. Et en fait, déjà, c'est une première manière de faire briller la Chine et de l'imposer dans les échiquier géopolitique mondial. Ensuite, le fait effectivement qu'elle s'intègre, qu'elle participe à des tas d'organisations internationales, qu'elle soit présente, ça c'est aussi une manière d'imposer la Chine, sa voix à l'international dans cet échiquier géopolitique et géostratégique. Elle a aussi comme manière de faire, on parlait de la question du soft power, les nouvelles routes de la soie sont à moitié entre le soft et le hard power. Mais sur le soft power, il y a par exemple la question des grands événements. On pense à 2008, les Jeux olympiques qui se passent à Pékin. Pour Pékin, c'est un moment extrêmement important de leur histoire, parce que c'est un moment de bascule avec ce qu'ils considèrent être une conception erronée de la Chine, une mécompréhension de la Chine par les occidentaux, et que cet événement qui va regrouper des milliards de téléspectateurs à travers le monde va pouvoir faire briller la Chine et va pouvoir placer la Chine au sommet du monde en fait.	

	Et ça c'était en 2008, donc ça fait déjà presque 20 ans. Ensuite l'exposition universelle de Shanghai en 2010, on est exactement sur la même continuité. Et en fait il n'y a pas qu'une donne purement économique, il y a aussi tout ce qu'elle peut mettre en place d'un point de vue politique et d'un point de vue culturel. Et tout ça, finalement, doit être pensé dans une même stratégie, qui est cette stratégie du rêve chinois.	
Moi : Intervenant :	Et quand justement vous me parlez du soft power vis-à-vis des nouvelles routes de la soie, pour vous, est-ce qu'on est dans une logique de soft power ou plutôt hard power ? Quand on regarde que ce soit le Pakistan, mais aussi globalement parce que c'est vrai qu'on parle beaucoup aussi des pièges de la dette, on parle quand même de certaines coercitions, etc. Donc c'est un peu compliqué je trouve de le mettre que sur un label soft power en fait. Je pense que initialement si on reprend la définition de Joseph Nye, les routes de la soie font partie de l'arsenal du hard power. Pour moi, c'est un enjeu qui est un enjeu géoéconomique et l'économie, elle est placée normalement dans la définition traditionnelle du hard power. Elle n'est pas placée dans le soft power, elle est placée plutôt dans le côté du pouvoir traditionnel, outil du pouvoir traditionnel. Et donc dans l'arsenal du hard power, parce que c'est sans être de la contrainte, mais il y a quand même on n'est pas face à quelque chose qui est juste de la juste de la séduction. On est face à des enjeux de dette effectivement, des enjeux de... donc pour moi à la base les nouvelles routes de la soie font partie du hard power de la Chine. Sauf que, à mon avis, la Chine transforme la notion de soft power, la tort, pour intégrer la Nouvelles Routes de la Soie dans son arsenal de soft power. Parce que l'idée, c'est quand même de briller, de s'adresser à ces pays du Sud, de se mettre sur un pied d'égalité, de dire qu'on a la possibilité finalement d'être une voie alternative face à un Occident qui vous méprise, qui vous a méprisé au cours de l'histoire. Et nous, on arrive en égaux, finalement, et on arrive, on va vous aider, voilà, de manière... Et finalement, il y a quelque chose ici qui est de l'ordre de la séduction.	<i>Questionnement sur le « soft power » de la BRI</i>

	infrastructures si jamais il n'y a pas de paiement. D'ailleurs, là-dessus, il y a beaucoup d'écrits sur le piège de la dette qui minimisent ce piège-là en disant qu'en fait, ça arrive quand même très rarement qu'il y ait vraiment une souveraineté chinoise sur ces infrastructures stratégiques. Il y a souvent des négociations en amont, que ce n'est pas du tout automatique. Donc, est-ce que vraiment... Je ne suis pas sûre que l'objectif de Pékin soit vraiment de se mettre tout le monde à dos. Et le fait de vraiment mettre en place cette dette... Et donc, la dette, elle est là, de fait. Mais par contre, que la dette se transforme en une autorité, finalement, de Pékin sur ses territoires, je pense que c'est plus insidieux que ça. C'est-à-dire, c'est un peu comme de l'autocensure, finalement. Ces territoires-là, sachant qu'ils ont un créancier qui est la Chine, vont plutôt, de manière volontaire, aller dans des décisions qui seront pro-Chine. Mais moins de manière plus brutale de la Chine, en disant « Ah bah du coup, vous ne nous avez pas payé, ce port, il nous appartient pour 99 ans, cette infrastructure gazière nous appartient pour 99 ans ». Je pense que ça existe mais ce n'est pas la majorité de l'action de Pékin. Je pense qu'effectivement la dette du coup elle crée une supériorité, peut-être pas le bon terme, mais en tout cas oui elle va créer des alliances, des alliances qui vont bénéficier à Pékin. Comment s'en défaire de ça, pour les pays qui sont concernés? Effectivement, c'est très difficile. En fait, le seul moyen finalement, c'est d'être pleinement dans un développement qui n'aurait pas besoin de puissance étrangère pour exister. Ce qui, pour ces pays-là, est compliqué parce que finalement, ils passent d'une, non pas souveraineté, mais d'une affiliation à une autre. Et l'affiliation, elle existait déjà pour beaucoup de ces pays avant, sauf que c'était pas avec la Chine, c'était avec d'autres. Pour l'Asie centrale, c'était par exemple avec la Russie. C'est la Russie qui était extrêmement puissante et avait une influence extrêmement forte sur ces pays. Et c'est un peu en train de basculer avec la Chine, mais finalement, on passe de l'une à l'autre. Pour l'Amérique du Sud, par exemple, c'était avec les États-Unis. Et	
--	---	--

	maintenant, la Chine a une influence beaucoup plus importante en Amérique du Sud. Pour l'Afrique, c'était avec notamment la France, et puis les anciennes colonies, les colonies européennes. Et puis là, pareil, la Chine, elle vient mettre son grain de sel. Donc finalement, comment s'en détacher? C'est une question qui dépasse le cas chinois.	
Moi : Intervenant :	Et pour en revenir vis-à-vis du rêve chinois, j'ai vu aussi que l'année dernière les chiffres n'étaient pas forcément du côté de la Chine par rapport aux nouvelles routes de la soie et que donc ça posait quand même aussi pas mal de problèmes en interne pour ce parti unique qui donne beaucoup de promesses à son peuple, et puis les chiffres derrière ne sont pas là. Est-ce que à terme ce que ce ne serait pas plutôt un gouffre financier en fait ces nouvelles routes de la soie ? Et est-ce que ça ne mettrait pas en péril cette stabilité politique ? C'est vrai que c'est un projet qui est quand même risqué parce que c'est irriguer une partie du monde de sommes qui sont inconsidérées. Donc il y a évidemment un objectif chiffré derrière. Cet objectif-là, je suis d'accord avec vous, les derniers chiffres montrent que c'est quand même, pour la Chine, c'est coûteux. C'est un projet qui est coûteux. Évidemment, derrière, il y a un risque politique. Après, moi, en tout cas, je pense que le projet et le pari de Pékin, il n'est pas qu'économique. Et je pense que vraiment, comme je vous le disais au début, à partir du moment où on pense que c'est vraiment un projet géopolitique, on se dit à quel point l'économie, on accepte en fait certaines pertes pour d'autres objectifs. Et je pense que Pékin, pour l'instant, c'est le pari qu'il fait. C'est accepter à court terme ou à moyen terme certaines pertes qui peuvent être importantes, mais pour un objectif qui est plus large, qui est, je ne sais pas si je devrais utiliser le terme d'hégémonie, mais il y a quand même ça derrière. Qui est du coup mettre la Chine sur l'échiquier géopolitique mondial de manière pérenne. Et ça, je pense que c'est un pari qui, pour l'instant, est toujours d'actualité. Et je pense que les nouvelles routes de la soie, même s'il y a beaucoup de critiques sur les effets factuels et sur ce que ça rapporte à Pékin, le	

	soft power n'est pas quantifiable. Ce n'est pas quelque chose qu'on peut quantifier. Ça n'existe pas. Il y a eu des tas de tentatives de quantifier le soft power. C'est des échecs. Ça ne se quantifie pas le soft. Donc, à quel point... mais pourtant c'est extrêmement important dans une stratégie géopolitique. Donc, à nouveau, c'est une question d'arbitrage. Et j'ai l'impression que pour l'instant, en tout cas, Pékin continue à arbitrer en faveur de ces nouvelles routes de la soie. Je ne pense pas que ce soit complètement absurde. En tout cas, aujourd'hui, peut-être qu'ils trouveront une porte de sortie ou alors une adaptation, ou ce genre de choses... Mais à mon avis, il y a quand même, au-delà de l'économique, des faits qui sont quand même largement positifs pour Pékin.	
Moi : Intervenant :	C'est ça. Et est-ce qu'en dehors de cet obstacle économique, vous voyez d'autres limites ou obstacles à ce projet-là? Je pense qu'effectivement, il peut y en avoir. Il peut y avoir les transformations géopolitiques du monde. C'est-à-dire, on le voit aujourd'hui, en Europe, l'Europe est en proie à une guerre sur son territoire qui évidemment change la face géopolitique du monde. Ce genre de transformation, ça peut... C'est-à-dire que le projet des nouvelles routes de la soie, il a été fait dans un contexte particulier qui est au début des années 2010, dans un moment où on a un monde qui est celui qu'il est au début des années 2010. 15 ans plus tard, disons un peu plus de 10 ans plus tard, le monde du début des routes de la soie n'est plus le même. Et du coup, effectivement, on peut avoir des freins parce que la donne a changé, parce que les alliances se transforment, parce qu'à nouveau, au-delà de l'économie, la posture... Vous voyez, par exemple, est-ce que la nouvelle accession de Trump à la présidence des États-Unis, va changer l'attitude des États-Unis vis-à-vis de certains pays qui sont des pays alliés? Probablement. Est-ce que ça va bénéficier à la Chine ou pas? On ne sait pas. Peut-être que face à ça, on va avoir un désinvestissement des États-Unis dans certains fonds, et du coup la Chine va en profiter pour finalement renforcer ses alliances et renforcer ses investissements dans tel et tel territoire, et auquel cas, du coup, ça l'aiderait. Ou est-ce qu'au contraire,	

	il va y avoir une sorte de repli sur soi global, d'un monde qui est, dans les années 2010, on est quand même face à un monde où la mondialisation est à son pic? Est-ce que du coup, là, dans un monde où on a quand même des replis sur soi qui sont massifs, où on a des politiques protectionnistes de plus en plus, est-ce que dans ce monde-là, les nouvelles routes de la soie vont avoir le même succès qu'elles auraient pu avoir au début? Enfin, à nouveau, ça je ne sais pas. Peut-être que non. Donc oui, les freins, à mon avis, ils sont sur l'attitude des pays eux-mêmes, finalement, et les transformations politiques dans ces pays, et du coup aussi la manière dont la géopolitique globale les impacte. Voilà, c'est à mon avis plus ça que... Enfin, je ne vois pas beaucoup d'autres raisons à part la donne économique et une volonté politique de Pékin de dire « bon, ben là, stop, finalement on se reconcentre sur autre chose », ce qui est tout à fait possible aussi.	
Moi : Intervenant :	Et vis-à-vis de l'aspect plutôt culturel de ce soft power, est-ce que vous avez déjà vu comment est-ce que ça pouvait impacter la population locale ou les pays membres de ces nouvelles routes de la soie? Alors avec les instituts Confucius, et pas que avec les instituts Confucius, mais quand même, il y a par exemple des programmes d'échanges qui sont mis en place pour la population et aussi pour les chercheurs. Donc du coup, les chercheurs de ces pays concernés. Donc notamment des chercheurs et des populations qui vont aller en Chine, qui vont visiter la Chine, qui vont avoir des cours de langue, qui vont avoir des bourses d'études également. Donc ça, c'est plutôt à nouveau d'un point de vue culturel, ça sert au rayonnement de la Chine. Et comme c'est particulièrement dirigé vers les pays qui sont sur le tracé de la route de la soie, de fait, effectivement, il y a un impact culturel. Et dans beaucoup de pays, on parlait d'Asie centrale tout à l'heure, des pays d'Asie centrale où le russe a été la langue parlée, le chinois est de plus en plus la seconde langue la plus parlée, devant l'anglais. Ce qui montre cette réussite culturelle.	
Moi :	Et pour vous, ça ne va qu'augmenter au fil des années ou au contraire, avec ces instabilités géopolitiques, c'est peut-être	

Intervenant :	moins incertain et il n'y aurait peut-être pas un recul, mais en tout cas, peut-être une stagnation? Oui, je ne suis pas sûre que ce soit... Je pense qu'effectivement, alors je n'ai pas de boule de cristal, mais à mon avis, effectivement, on a peut-être atteint un petit pic on le voit dans d'autres pays par exemple dans les pays occidentaux les instituts Confucius ferme de plus en plus parce que il y a soit des politiques, soit des populations locales, qui voient d'un mauvais œil le développement de ce qu'ils pensent être des outils de propagande au sein de leur pays. Et notamment le fait que les instituts Confucius soit affilié à des universités et notamment en occident, ça a largement posé problème. Et donc on a vu le nombre d'instituts Confucius dans ces territoires la baisser. Est-ce que est ce que ça va se faire aussi dans d'autres territoires, comme l'Asie du sud ou l'Asie centrale ? C'est possible. Je pense qu'effectivement aujourd'hui on a atteint peut-être un niveau assez élevé et que je sais pas si la logique expansionniste de la Chine va être aussi forte dans les années qui viennent. On le disait en plus avec ce mouvement qui est peut-être plus au repli sur soi, aux protectionnismes... Je ne suis pas certaine. Je pense qu'ils vont trouver d'autres manières de développer leur soft power. Notamment, à mon avis, la donne culturelle va être particulièrement importante, culturelle vraiment au sens artistique et culturel. Le fait d'investir dans des studios de cinéma, par exemple, dans des studios de jeux vidéo, qui est quand même une industrie de plus en plus puissante et de plus en plus influente. On a des grands titres de jeux vidéo et de cinéma qui sont aujourd'hui développés par des boîtes de production chinoises, sans forcément que ce soit affiché en gros. Mais en fait, c'est le cas. Et les représentations de la Chine dans ces productions-là, participent à la puissance chinoise, ou en tout cas normalise le pays au regard du monde. J'ai l'impression que c'est peut-être plus là-dedans qu'il va y avoir d'avantages de financement dans les années qui viennent que le pic qui a déjà été atteint pour les instituts Confucius. Mais à nouveau, il faudra regarder cette évolution-là, mais c'est probable en tout cas.	
---------------	---	--

Moi :	Et vis-à-vis de, pour retourner un peu du côté d'Asie du sud, j'ai vu que l'Inde mettait en place aussi des routes de la soie indiennes pour contre balancer cette influence chinoise. Est-ce que pour vous ça peut inquiéter la Chine ? ou au contraire, l'infrastructure est déjà tellement grande qu'ils ont pas trop de soucis à se faire ?	
Intervenant :	Moi je pense qu'effectivement la Chine a quand même pris une longueur d'avance assez massive. Ceci étant dit, l'Inde, alors évidemment, un grand rival devant l'éternel de la Chine, dans cette région. L'Inde a quand même des atouts. On parlait... enfin les nouvelles routes de la soie. Elles sont, elles sont ferroviaires, elles sont maritimes. Mais elles ne sont pas que ça, elles sont aussi, elles sont aussi numériques ces nouvelles routes de la soie. L'Inde a aussi des atouts dans ce cadre-là. Et donc le fait de pouvoir, voilà être un concurrent. Je pense pas que voilà, le retard étant pris, je suis pas sûre que ce soit facilement combinable tout de suite. Mais en tout cas ça peut être un concurrent important qui a aussi un cercle d'influence sur la sous-région donc, c'est toujours la bataille politique traditionnelle entre les deux. Mais effectivement, en tout cas un élément à prendre en compte dans le futur géopolitique de la Chine, cette montée en puissance d'une Inde plus dynamique d'un point de vue aussi population : une population qui est plus jeune, qui fait plus d'enfants. Donc voilà avec un renouvellement de la population plus importante, là où la Chine a quand même une population vieillissante avec un renouvellement qui est pas du tout assuré. Donc oui, si on se projette dans quelques décennies, c'est un concurrent sérieux effectivement.	

Ce mémoire explore les perceptions pakistanaises face à la montée en puissance de la Chine à travers la Belt and Road Initiative (BRI), en se focalisant sur le rôle du soft power chinois. À travers une approche qualitative fondée sur des entretiens avec des experts, il analyse comment la BRI, perçue tantôt comme une opportunité de développement, tantôt comme un vecteur d'influence hégémonique, redéfinit les rapports sino-pakistanaïs dans un contexte géopolitique complexe. L'étude met en lumière une réception ambivalente de l'influence chinoise et interroge les limites du soft power dans une région marquée par des tensions historiques et identitaires.

Soft power – Belt and Road Initiative (BRI) – Chine – Pakistan – Relations internationales